

**GAZA — ARRÊTEZ LES MASSACRES !  
UKRAINE — À KHERSON, LES RUSSES  
TIRENT SUR TOUT CE QUI BOUGE**



**SOCIÉTÉ  
QU'EST-CE QU'ÊTRE  
PORTORICAIN ?**



# Courrier international

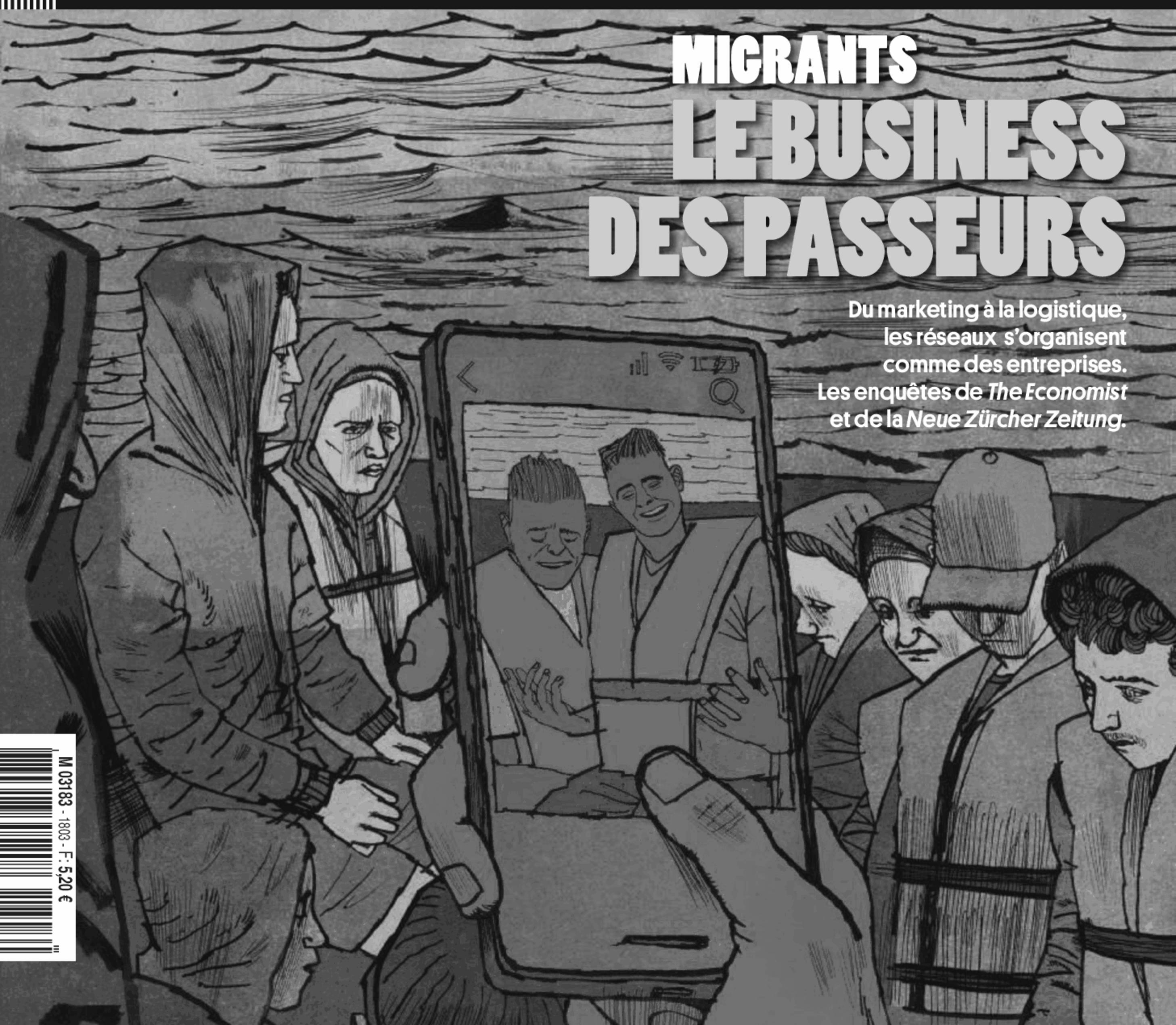
N° 1803 du 22 au 27 mai 2025  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)  
France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,  
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,  
Espagne 5,80 €, Grande-Bretagne  
5,85 £, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,  
Japon 1300 Yen, Maroc 50 DH,  
Pays-Bas 6,20 €, Portugal 5,80 €,  
Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF,  
TOM 1100 XPF, Tunisie 11 DT,  
Afrique CFA autres 3700 FCFA.

## MIGRANTS LE BUSINESS DES PASSEURS

Du marketing à la logistique,  
les réseaux s'organisent  
comme des entreprises.

Les enquêtes de *The Economist*  
et de la *Neue Zürcher Zeitung*.



M 03183 - 1803 - F: 5,20 €



# UN VÉRITABLE PHÉNOMÈNE DE SOCIÉTAIRES

En tant que **banque coopérative et locale**,  
nos 5,3 millions de clients sociétaires détiennent le capital  
de leur banque et contribuent au rayonnement de leur territoire.

BANQUE  
POPULAIRE 

la réussite est en vous



**LES CHOIX  
DE "COURRIER"**  
CLAIRE CARRARD

## Migrants : le business des passeurs

**U**n aller simple vers l'enfer. Depuis des mois, les reportages se multiplient dans la presse étrangère sur les naufrages dramatiques survenus en Méditerranée, devenue un vaste cimetière, et dans la Manche, mais aussi sur les risques encourus par les candidats à l'exil sur la plupart des routes migratoires. De la jungle du Darién, entre la Colombie et le Panama, à la frontière mexicaine, de l'Afghanistan à la Libye, partout les migrants risquent leur vie dans l'espérance d'une vie meilleure. *Courrier international* leur a déjà consacré de très nombreux dossiers.

Cette semaine, c'est à ceux qui exploitent leur détresse que nous consacrons notre

couverture : les réseaux de passeurs, dont deux enquêtes récentes publiées par **The Economist** et la **Neue Zürcher Zeitung** révèlent combien ils se sont professionnalisés au fil des années.

Au point qu'ils maîtrisent désormais le marketing, l'approvisionnement, la logistique, la comptabilité et les ressources humaines, assure, provocateur, l'hebdomadaire britannique. De véritables entreprises dont *The Economist* détaille méthodiquement le fonctionnement. Du départ à l'arrivée, les trafiquants pensent à tout : publicité sur les réseaux sociaux pour attirer les migrants, achat de bateaux pour les transports, recours à des interprètes, pilotes pour les bateaux, banques informelles (les *hawaladars*) pour payer la traversée... Pour son enquête, le journal britannique a rencontré des policiers et des réfugiés qui ont fait appel à des passeurs. Le résultat est édifiant.

On comprend mieux à quel point l'activité peut être

lucratrice. Un seul bateau pourrait, selon les chiffres cités par *The Economist*, rapporter plus de 100 000 euros. Selon la Commission européenne, le chiffre d'affaires généré chaque année par les passeurs à travers le monde représenterait 6 milliards d'euros, soit l'équivalent du produit intérieur brut de la Sierra Leone. De quoi susciter des vocations. « Chaque année, plusieurs dizaines de milliers de jeunes hommes originaires du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, de Libye ou d'Egypte traversent la mer pour gagner les rives de l'Europe », rappelle la **Neue Zürcher Zeitung**, journal conservateur suisse. Pour les appâter, les passeurs font de plus en plus appel à des influenceurs qui « vendent de l'illusion sur les routes de la migration clandestine en sous-estimant les conséquences funestes qui peuvent en découler ». Daniel Gerny et Beat Stauffer ont identifié sur les réseaux sociaux (Facebook, TikTok ou Instagram) des centaines de profils qui visent à encourager

les jeunes à émigrer. Avec des messages comme celui-ci : « Tu viens d'Afrique ? Tu te sens opprimé ? Tu es pauvre ? Tu détestes l'État et le gouvernement ? Tu penses à changer de nationalité ? Tu es malade et tu veux te faire soigner ? Alors, tu es comme nous – et ta place est parmi nous. »

Les deux journalistes décrivent une cocotte-minute migratoire dans tout le Maghreb : « Un marché gigantesque est en train de voir le jour, expliquent-ils. Les réseaux sociaux sont devenus le repaire des passeurs, qui misent sur le sentiment de désespoir et de frustration si répandu chez leurs compatriotes. »

Une situation que l'on retrouve ailleurs, en Amérique latine ou encore au Moyen-Orient. Au Panama, témoignant d'une capacité d'adaptation rare, les passeurs, longtemps spécialisés dans le passage vers le nord, organisent aujourd'hui le « voyage retour » des migrants dont le rêve d'une vie aux États-Unis s'est brutalement arrêté depuis l'arrivée de

Donald Trump à la Maison-Blanche. Infiltré dans un groupe de candidats à l'exil, le journaliste irakien Yahya Saeed est parvenu, lui, à se rendre clandestinement en Bulgarie en se glissant dans un groupe de migrants. Il en a tiré un long récit publié en mars par le site panarabe **Raseef22**. Il y témoigne du mépris des passeurs pour leurs « clients », des conditions extrêmes d'un périple au cours duquel « la faim, la fatigue et le stress psychologique » s'accumulent. Sans parler des violences physiques. Et rien ne semble pouvoir endiguer ce flux. « Nous savons que c'est illégal, expliquent des passeurs interrogés, mais la mort, la guerre, la famine et les bombardements poussent les gens à prendre ce risque. »

**En couverture :** Migrants : dessin de **Matt Rota**, États-Unis, pour **Courrier international**.

©IllustrationZone.

Porto Rico : photo Erika P. Rodriguez/The New York Times.



**UKRAINE p.18**

## À Kherson, les Russes se livrent à un « safari humain »

Dans la ville la plus dangereuse d'Ukraine, les assaillants russes, postés sur les bords du Dniepr, lancent leurs drones sur les habitants qui s'aventurent à l'extérieur, transformant les rues en vaste terrain de chasse. Un reportage de **Respekt**.

**GAZA p.6**

## “Nous ne pouvons plus tolérer ce qu’Israël fait subir à Gaza”

Après des jours de bombardements de l'enclave palestinienne, l'armée israélienne a lancé une nouvelle offensive terrestre le 18 mai. « Où cela s'arrêtera-t-il ? » tonne dans un éditorial le journal israélien de gauche **Ha'aretz**, pour qui il en va aussi de l'avenir de l'Etat hébreu.



**PLEIN ÉCRAN p.42**

## Bientôt mon visage dans un jeu vidéo ?

Une entreprise de Sheffield, en Angleterre, numérise les visages des habitants contre rémunération. Le but ? Créer une base de données pour l'industrie du jeu vidéo. Une journaliste a tenté l'expérience pour **The Tribune**.

**AFRIQUE DU SUD p.24**

## “Je suis un Afrikaner, pas un réfugié”

Alors que les premiers « réfugiés » afrikaners arrivent aux États-Unis, Adriaan Basson, rédacteur en chef de **News24**, s'insurge contre ce statut usurpé et rappelle la longue histoire de sa « tribu ».

**LES SOURCES**



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

**Ha'aretz** Tel-Aviv, quotidien. **Cinco Días** Madrid, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Huanqiu Shibaio** (Global Times) Pékin, quotidien. **Independent Arabia** (independentarabia.com) Londres, en ligne. **Mekong Review** Sydney, trimestriel. **Nature** Londres, hebdomadaire. **Neue Zürcher Zeitung** Zurich, quotidien. **News24** Le Cap, quotidien. **New Scientist** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Respekt** Prague, hebdomadaire. **Tagespiegel** Berlin, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **The Tribune** (sheffieldtribune.co.uk) Sheffield, en ligne. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



## SOMMAIRE

**7 jours dans le monde**  
**6. Gaza.** Il faut que ce carnage s'arrête

**D'un continent à l'autre**

**10. Porto Rico.** Nous, les Portoricains !

**12. États-Unis.** Elon Musk, "Icare au rabais"

**14. Syrie.** "L'espoir du début d'une nouvelle ère"

**16. France.** Pourquoi la condamnation de Depardieu est un point de bascule

**18. Ukraine.** À Kherson, les Russes se livrent à un "safari humain"

**20. Roumanie.** Un vote contre l'"orbánisation de l'Europe"

**22. Pacifique.** Sur les îles, Starlink sème la zizanie

**23. Chine-Russie.** L'"énergie positive" des relations sino-russes sur le monde

**24. Afrique du Sud.** "Je suis un Afrikaner, pas un réfugié"

**À la une**

**26. Profession passeur**

**Transversales**

**34. Sciences.** Le sismologue qui met la prévention en chanson

**35. Espace.** Objectif Apophis

**36. Économie.** Rovereto, capitale de la "Bitcoin Valley" italienne

**360°**

**38. Littérature.** Les nouveaux écrivains voyageurs arabes

**42. Plein écran.** Bientôt mon visage dans un jeu vidéo ?

**44. Cinéma.** Le Festival de Cannes en terre méconnue

**46. Histoire.** La naissance de l'écriture vietnamienne



## SUR NOTRE SITE

## Guerre en Ukraine. Un coup de fil, et après ?

Donald Trump a affirmé le 19 mai que la Russie et l'Ukraine allaient "démarrer immédiatement des négociations en vue d'un cessez-le-feu" après son appel à son homologue russe, Vladimir Poutine. Et négocier directement. Une façon de se désengager du dossier, selon la presse européenne, à lire sur notre site.

## Cannes. Et la Palme d'or est décernée à...

Suivez sur notre site le palmarès du 78<sup>e</sup> Festival, les films, les actrices et acteurs récompensés, avec les commentaires de la presse internationale, dès le samedi 24 mai.

## Reportage. À Karachi, les courses folles des pigeons athlétiques

La colombophilie est une vieille tradition au Pakistan, que des passionnés entretiennent à travers des courses folles. Le quotidien **Dawn** nous emmène sur les toits de Karachi, à la rencontre de mordus de ce sport insolite. Un reportage à retrouver dès samedi dans notre édition Week-end.

**L'horoscope de Rob Brezsny** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.



## UNE SEMAINE LIBANAISE

À partir **dulundi 26 mai et jusqu'au dimanche 1<sup>er</sup> juin**, *Courrier international* invite la rédaction de *L'Orient-Le Jour* chaque jour sur son site et dans l'hebdomadaire à paraître **mercredi 28 mai** pour raconter le Liban d'aujourd'hui. Et aussi l'histoire d'un journal à part qui a fêté ses 100 ans en 2024.

**Courrier international** **L'Orient-Le Jour**

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*  
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de **237,20 €\***  
 **1 AN** (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **175 €** au lieu de **290,60 €\***

Monsieur  Madame

NOM.....

ADRESSE.....

CP    VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>  
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débute dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de *Courrier international*.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de *Courrier international*. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à [dpo@courrierinternational.fr](mailto:dpo@courrierinternational.fr). Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

**Courrier international**

## Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

## Votre abonnement à l'étranger :

**Belgique :** (32) 2 744 44 33  
[abonnements@saipm.com](mailto:abonnements@saipm.com)  
**États-Unis/Canada :** (1) 800 363 1310  
[expressmag@expressmag.com](mailto:expressmag@expressmag.com)  
**Suisse :** (41) 022 860 84 01  
[abonne@edigroup.ch](mailto:abonne@edigroup.ch)

**Courrier international**

Édité par *Courrier international SA*, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépot légal Mai 2025. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 3 (0) 14 46 16 00 Fax général 33 (0) 14 46 16 02 Site web [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [courrierlecteurs@courrierinternational.com](mailto:courrierlecteurs@courrierinternational.com) Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coispel, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négro, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE

François Gerles (chef de rubrique, 17-18) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16-19), Laurence Habay (cheffe des services adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoval (Allemagne, Autriche, Suisse, Allemagne), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Benjamin Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Nargue (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotlevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16-19) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16-19), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16-19), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgane Jezquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16-19), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandil (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagisita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphael Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowski (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique subsaharienne), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service, Sciences et Signaux, 16-19), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivière (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béclot (chef de service, 17-19), Hugo Florent, Ouméma Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (16-19)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coispel, Mélanie Chenouard (chef de direction), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cuny-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16-19), Jean-Luc Majouret (16-22)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17-19), Solal Abéla, Françoise Hérod, Julie Martin, Jean-Daniel Mouget, Anne Romefort

DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquette), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet L'ICONOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17-19), Diane Perpère (16-19), Alizée Marchal (17-19), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45-55) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Maisleherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainsley, Giuseppe Ardiri, Anne Baron, Maxime Bourdier, Cléoboe Boyer, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Eloïse Duval, Dorian Gallais, Marie Gandois, Philippe Godefroy, Emmanuel Hergot, Anna Kerautret, Youssra Larbi Alami, Léo Maillard, Florian Mattern, Camille Miloua Giraudelle, Valentine Morizot, Florent Paillière, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Maddalena de Vio, Aruzhan Yeraliyeva,

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale : Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39-68) Directeur de la publicité : David Delannoy Directeur délégué au digital : Martin Clamart (martin.clamart@mpublicite.fr) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales : Stéeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38-84)

DIRECTRICE AD MINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16-19) Gestion Matilde Bannier (16-26) Droits Blandine Mosnat (16-52) Comptabilité 01 48 84 45 51

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévôt, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeal, Camille Lefaix, Myriam May Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi à 9 heures à 17 heures) Courriel [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 01465, is published weekly 48 times per year (impressions in Aug and in Dec) by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International, PO Box 11465, Secaucus, NJ 07094, USA.

ACPM

FR

CA

ACPM



SwissLife

(*Protection sociale*)

*Entrepreneurs,  
vu la conjoncture, tout  
le monde compte sur  
vous... Et vous, sur qui  
pouvez-vous compter ?*

Entrepreneurs, être de votre côté,  
en ces temps d'incertitude économique et financière, c'est vous proposer de  
sécuriser votre protection sociale, privée et professionnelle.

Prévoyance + Santé + Retraite.

Prenez rendez-vous pour bénéficier d'un audit de protection sociale et de l'expertise  
d'un conseiller Swiss Life pour une approche globale de votre situation.

Construire votre indépendance financière  
pour vivre selon vos propres choix.

#ProtectionSociale #AuditPersonnalisé



## Gaza. Il faut que ce carnage s'arrête

**Après des jours de bombardements de l'enclave palestinienne, l'armée israélienne a lancé une nouvelle offensive terrestre. "Où cela s'arrêtera-t-il ?" tonne ce journal israélien progressiste, pour qui il y va aussi de l'avenir de l'Etat hébreu.**

—Ha'aretz (Tel-Aviv)

L'armée israélienne a annoncé, dimanche 18 mai, le lancement de l'opération Chariots de Gédéon, mais les habitants de la bande de Gaza n'ont pas eu besoin de communiqué officiel pour se rendre compte que l'offensive avait commencé. Dès dimanche matin, les services de secours faisaient état de 125 morts. D'après les témoignages, les bombardements ne visent pas seulement les "dépôts d'armes" et les "sites de lancement", mais aussi des quartiers résidentiels extrêmement peuplés, des habitations, et même des tentes où sont réfugiés des civils déplacés.

Le nombre de victimes gazaouies a explosé depuis la semaine dernière. De 20 à 50 personnes ont été tuées entre le dimanche 11 et le mardi 13 mai, au moins 70 le mercredi 14 mai, au moins 120 le jeudi 15 mai, et plus d'une centaine par jour durant le week-end. D'après le ministère de la Santé gazaoui, il s'agit essentiellement de civils, dont des femmes et des enfants.

Nous ne pouvons plus tolérer ce qu'Israël fait subir à Gaza. "Tout le monde



ÉDITO

s'est habitué à ce que l'on puisse tuer des centaines de Gazaouis en une nuit – le monde entier s'en fiche", relevait le député Zvi Sukkot [du Parti sioniste religieux, sur un plateau de télévision le 16 mai]. Le plus terrible dans cette déclaration, c'est qu'il ne s'agit pas d'un appel à la raison, mais d'un blanc-seing pour "continuer [la guerre] et triompher". Ces propos ne sont pas seulement un acte de déshumanisation. C'est la preuve d'une absence totale de moralité.

D'autant que les frappes ne sont pas la seule cause de mortalité à Gaza. Les associations internationales et les Nations unies redoutent de plus en plus l'effondrement total du système d'aide humanitaire, qui pourrait se solder par une famine généralisée. Malgré les inquiétudes croissantes exprimées par les Occidentaux et les dirigeants du monde arabe, Israël semble plus déterminé que jamais à intensifier l'offensive et la pression, à faire couler toujours plus de sang, à multiplier les assassinats, et à infliger davantage de dommages collatéraux. Jusqu'à quand ? Où cela s'arrêtera-t-il ?

Comme pour anéantir toute lueur d'espoir, l'annonce officielle de l'opération

✓ Dessin de Del Rosso,  
Italie.

Chariots de Gédéon est intervenue quelques heures à peine après les déclarations du Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, qui venait de révéler la tenue de négociations au Qatar pour explorer toutes les possibilités d'accord en vue de libérer les otages, "que ce soit selon les grandes lignes [de l'envoyé spécial américain] Steve Witkoff ou dans le cadre d'une fin des combats". En réalité, le gouvernement continue de défendre bec et ongles une proposition irréalisable, et le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, martèle que la guerre durera tant que le Hamas ne sera pas vaincu.

**Israël semble plus déterminé que jamais à faire couler toujours plus de sang. Jusqu'à quand ?**

L'État hébreu est à la croisée des chemins. Il peut faire le choix d'une guerre toujours plus impitoyable, du sacrifice des otages, d'une famine grandissante, de victimes civiles par milliers, enfants compris, de déplacements de population forcés, de l'isolement sur la scène internationale et de la corruption morale. Ou bien opter pour un accord global qui inclurait le retour des otages, la fin de la guerre, le retrait des troupes à Gaza, la fin du blocus de l'aide humanitaire, le début de la reconstruction, et le lancement d'une campagne diplomatique internationale pour transformer la région en profondeur, et régler la question palestinienne. Seul l'un de ces deux scénarios assurera un avenir à Israël.—

Publié le 19 mai



SOURCES : BBC ; OCHA.

### Contexte

## Un concert de condamnations

●●● Après plus de dix-huit mois, la guerre à Gaza est entrée dans une nouvelle phase. Dans une vidéo publiée le 19 mai, le Premier ministre Benyamin Nétanyahou a annoncé qu'Israël allait prendre "le contrôle de tout le territoire" de la bande de Gaza. L'armée israélienne a intensifié ces derniers jours ses opérations dans l'enclave palestinienne, faisant des centaines de morts, dont une majorité de civils, rapporte le quotidien **Ha'aretz**. Dans le même temps, le chef du gouvernement a assuré qu'il allait empêcher la famine dans ce territoire de 360 km<sup>2</sup> pour des raisons "pratiques" et "diplomatiques", car "un effondrement humanitaire [...] pourrait compromettre le soutien international à l'effort de guerre", précise **Ynetnews**. Une façon de justifier la décision prise la veille par le cabinet de sécurité israélien d'autoriser l'"entrée d'une quantité limitée de nourriture" dans l'enclave, en proie à un blocus alimentaire total depuis deux mois et demi. Israël était sous la pression d'"accusations internationales croissantes" venues de Washington et de "gouvernements européens amis", relate **Israel Hayom**. Dans la soirée du 19 mai, neuf camions d'aide, avec notamment de la nourriture pour bébé, ont été autorisés à entrer. Le même jour, dans ce qui est l'une des déclarations les plus fermes depuis le début de la guerre à Gaza, le président français, Emmanuel Macron, et les Premiers ministres britannique, Keir Starmer, et canadien, Mark Carney, ont prévenu qu'ils ne resteraient "pas les bras croisés" devant les "actions scandaleuses" du gouvernement israélien, le menaçant de "mesures concrètes" s'il ne cessait pas son offensive militaire et ne débloquait pas l'aide humanitaire. Selon **The Times of Israel**, Benyamin Nétanyahou a rétorqué que cette condamnation conjointe constituait une "immense récompense" pour le Hamas.

LE DESSIN  
DE LA SEMAINE



## Dialogue de sourds



« Je n'entends rien. Sûrement un problème de connexion ! ». Dessin de Mohr paru dans la FAZ, Francfort.

## Le bipartisme est mort



**PORUGAL**

— “L’Alliance démocratique se renforce, Chega grandit, le PS s’effondre”, résume le titre de la une de **Público** du 19 mai, au lendemain des législatives anticipées. Le Premier ministre sortant, Luís Montenegro, qui avait lui-même convoqué ces élections (les troisièmes en trois ans) alors que des soupçons de conflit d’intérêts pesent sur lui, est clairement le vainqueur de ce scrutin (son Alliance démocratique est créditée de 32,7 % des suffrages). Il n’a toutefois pas obtenu la majorité absolue au Parlement. Et pour cause : la gauche emmenée par le PS (23,4 %) a subi une déroute au profit de l’extrême droite. Le parti Chega (22,6 %) pourrait devenir le deuxième parti politique du pays, après le décompte des votes des Portugais de l’étranger. “Le bipartisme qui a marqué cinquante ans de démocratie est, au moins pour l’instant, mort”, constate **Público**. Le PS, fondateur de la démocratie, se retrouve à égalité en nombre de députés (58) avec un parti qui existe depuis six ans et qui est plus engagé à miner

le système politique qu’à apporter des solutions au pays. Ce qui aurait pu être un épiphénomène est devenu la norme. [...] La contestation qui faisait gagner des voix à la gauche s’est entièrement déplacée vers la droite.”

## Émissions de CO<sub>2</sub> en baisse

**CHINE** — Porté par de nouvelles capacités éoliennes, solaires et nucléaires, le pays a vu ses émissions de dioxyde de carbone reculer de 1,6 % sur un an au premier trimestre, selon un rapport publié le 15 mai dans le média spécialisé **Carbon Brief**. “Cen'est pas la première fois” qu'une telle baisse se produit en Chine, note **New Scientist**. Ces émissions “avaient diminué en 2022, lorsque l'économie était à l'arrêt pendant les confinements liés au Covid-19. Mais c'est la première fois que les émissions diminuent alors que le pays consomme davantage d'électricité.” La demande d'électricité au premier trimestre a en effet augmenté de 2,5 %, selon le rapport. Le signe que “le développement massif d'énergies propres dans le pays a commencé à remplacer les combustibles fossiles”, conclut **New Scientist**.

# 65935

### ANNONCES DE LOGEMENTS TOURISTIQUES

**EN ESPAGNE** vont devoir être retirées de son site par Airbnb. Le ministère de la Consommation les juge “illégales”. Et, dans un jugement rendu public le 19 mai, un tribunal madrilène est allé dans son sens. La “croisade” des autorités contre Airbnb se poursuit, constate le quotidien **El País**. Ces derniers mois, le gouvernement a contesté l’activité de la plateforme dans le pays, estimant qu’elle ne respecte pas la loi sur la publicité de ce type de logement. Airbnb va faire appel.

## NOTRE SÉLECTION

Pour commander,  
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :

<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/livres/3105-coffret-les-petits-platons.html>

39€\*

### Coffret Les Petits Platons



Cinq merveilleux albums sur Pythagore, Aristote, Galilée, Nietzsche, Simone Weil. Pour découvrir, dès 9 ans, ces grands philosophes au format poche !

#### CONTENU DU COFFRET :



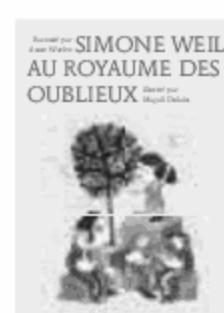
#### Galilée part en vrille

Une histoire pleine d’humour pour découvrir la philosophie des sciences !



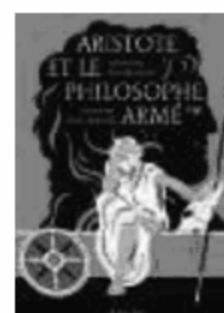
#### Pythagore et la grande évasion des nombres

Un grand récit sur les mathématiques, l’harmonie et la beauté de l’Univers.



#### Simone Weil au royaume des oubliieux

Pour commencer à réfléchir sur l’enracinement, l’attention aux autres, la justice et le sens du travail.



#### Aristote et le philosophe armé

Découvrez le face-à-face entre le plus illustre philosophe et le plus grand conquérant de l’Antiquité !



#### Ainsi parlait Nietzsche

Une pépite consacrée au plus explosif des philosophes !

Offre valable en France métropolitaine jusqu’au 31 décembre 2025, dans la limite des stocks disponibles.

\* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

## PARTENARIAT

**Le guérillero devenu président**

**URUGUAY —** “Mujica est mort, le dernier leader de la gauche”, titre **El País** le 14 mai, au lendemain de la disparition de José Mujica à l'âge de 89 ans. Surnommé affectueusement “Pepe”, cet ancien guérillero, emprisonné et torturé, avait remporté haut la main la présidentielle de 2009, rappelle le plus grand quotidien du pays. Il avait alors refusé les avantages inhérents à sa fonction et mené de vastes réformes. *El País* salue celui qui “a été le chef d’État latino-américain le plus célèbre du monde, comparé à une rock star et ayant inspiré des dizaines de livres et même un film réalisé par Kusturica”.

**Le buste de Jim Morrison réapparaît**

**FRANCE —** Dix ans après la mort de Jim Morrison, en 1971, à 27 ans, un buste en marbre à son effigie avait été placé sur sa tombe au Père-Lachaise, à Paris. Sculpté par l'artiste croate Mladen Mikulin, il avait déjà “connu quelques années difficiles”, des fans du chanteur des Doors en ayant arraché des morceaux et l'ayant recouvert de graffitis. Puis en 1988, il avait disparu, rappelle **The New York Times**. Il aura fallu attendre trente-sept ans pour qu'il soit retrouvé : la police française a en effet annoncé le 19 mai l'avoir redécouvert “lors d'une perquisition dans le cadre d'une enquête pour fraude sans aucun rapport avec l'affaire”, rapporte le magazine américain **Rolling Stone**. Voilà qui met fin à une “quête de quarante ans”, selon la formule du **Times**, sans pour autant percer le mystère qui entoure cette disparition.

**Le Brexit détricoté**

**Le Royaume-Uni de Keir Starmer et l'Union européenne ont conclu le 19 mai un “nouveau partenariat stratégique”. Cinq ans après le Brexit, le journal conservateur voit ce rapprochement d'un bon œil.**



—**The Times**, extraits (Londres)

**V**oilà cinq ans que le Royaume-Uni a fait ses adieux à l'Union européenne, et l'opinion publique britannique est fermement convaincue que le Brexit n'est pas un succès éclatant. Selon [l'institut de sondages] YouGov, plus de la moitié de l'électorat estime que nous avons eu tort de quitter l'Union, y compris 1 partisan du Leave sur 6 [c'est-à-dire ceux qui étaient favorables au Brexit en 2016, lors du référendum]. Près des deux tiers des personnes interrogées il y a quelques mois étaient en faveur d'un rapprochement avec Bruxelles, mais sans intégrer les structures officielles de l'UE ; parallèlement, une majorité était partisane d'un retour pur et simple dans l'Union européenne. C'est dans ce contexte que Keir Starmer a révélé lundi son grand *reset* [réinitialisation des relations avec l'UE], faisant valoir qu'il “[était] temps de dépasser les vieux débats”. Il a raison.

**ÉDITO**

Le Premier ministre a présenté cet accord lors d'un sommet à Lancaster House, affirmant qu'il stimulerait l'économie britannique qui, d'ici à 2040, engrangera 9 milliards de livres [10,7 milliards d'euros] supplémentaires chaque année. L'élément le plus important concerne l'alignement entre le Royaume-Uni et l'UE sur la sécurité alimentaire et le bien-être animal. Les agriculteurs britanniques applaudiront la réduction des délais et l'allègement de la paperasserie administrative à la frontière. Mais cet “alignement dynamique” présente un inconvénient : la Grande-Bretagne doit suivre des règles établies par Bruxelles, sans avoir son mot à dire sur leur élaboration. On en voit déjà les conséquences. Les agriculteurs britanniques se verront, par exemple, interdire les cultures transgéniques.

Espérons que, après plusieurs années de turbulences, Keir Starmer n'aura pas fait trop de concessions dans son souci de se réconcilier avec l'UE. Mais, de fait,

plusieurs initiatives sont positives. Le *reset* comprend une coopération plus étroite en matière de sécurité. L'industrie britannique de la défense aura accès au fonds de réarmement de 150 milliards d'euros de l'UE, même si le Royaume-Uni va devoir payer un droit d'entrée. Keir Starmer a aussi obtenu une plus grande coopération en matière de police et de justice. Un engagement à accroître la coopération policière, avec l'échange d'échantillons d'ADN et d'empreintes digitales va dans le bon sens. Hélas, on est déçu par l'absence d'avancées sur la question des embarcations de fortune [que les migrants utilisent pour traverser la Manche].

Et ce *reset* a un prix. Les partis d'opposition ont épingle les concessions de sir Keir sur la pêche. [La cheffe du Parti conservateur] Kemi Badenoch et [le chef de Reform UK] Nigel Farage affirment que le Royaume-Uni a renoncé à ses quotas de pêche, gelant pour les douze prochaines années le statu quo [qui permet aux bateaux européens de pêcher dans les eaux britanniques, et vice versa]. Ce n'est pas faux, même si ce secteur très symbolique ne représente que 0,03 % de l'économie.

Enfin, le *reset* va encore devoir remplir les conditions requises pour l'immigration et l'économie. Il est clair que cet accord va supprimer certaines barrières commerciales, en particulier sur les denrées alimentaires, et apporter un gain de croissance modéré à court terme. Les voyageurs estivaux vont certainement saluer le retour des portiques automatiques. Le Premier ministre a fait savoir que ce n'était que le début du processus, et non la fin. Une relation commerciale plus libre avec l'UE est certes souhaitable, mais le Royaume-Uni doit veiller à ne pas se laisser aspirer par la machine européenne quand il s'agira de futures réglementations. Mais les électeurs n'ont guère le goût des querelles de chapelles. Ils veulent du pragmatisme. Et sir Keir a su leur en donner.—

Publié le 20 mai

Keir Starmer : “Laissez-moi rentrer ! Ne serait-ce qu'un petit peu...”  
Sur le fronton de la maison : UE.  
À la porte : Ursula von der Leyen.  
Dessin de Schrank paru dans Encompass, Bruxelles.

**ILS REFONT LA FRANCE**  
**Anaïs BOUTON**

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec





# LES FOSSILES ÇA S'IMPORTE, L'ÉLECTRICITÉ ÇA RAPPORTE.

L'électricité rapporte 5 milliards d'euros à la balance commerciale française. Les énergies fossiles, elles, coûtent au pays 64 milliards d'euros\*.

L'ÉLECTRICITÉ, ÇA NE FAIT QUE COMMENCER

\* Bilan électrique 2024, RTE, page 26. [edf.fr/climat](http://edf.fr/climat)

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

d'un continent à l'autre.  
amériques



Moyen-Orient ...	14
France .....	16
Europe .....	18
Asie .....	22
Afrique .....	24

## Société. Nous, les Portoricains!

Quand la musique sert de refuge... Le dernier album de Bad Bunny, star mondiale du reggaeton, a touché un point sensible dans son île natale, marquée par les crises et un sentiment de dépossession face aux États-Unis. “Une manière de dire que nous résistons de l'intérieur” et de réaffirmer notre identité, se réjouit cette journaliste portoricaine.

— **El País América, extraits**  
(Mexico)

Dans les Caraïbes, la danse et la musique sont le baume des âmes meurtries. Les chagrin se dissolvent dans un éclat de rire vibrant qui fusionne larmes, impuissance, frustration, soulagement et joie en une seule célébration. Et avouons-le : depuis une trentaine d'années, danser le reggaeton est aussi d'un grand réconfort.

Aujourd'hui, un phénomène culturel s'est emparé de Porto Rico. Cet événement de portée internationale – puisqu'il s'agit de l'album numéro 1 sur les plateformes de streaming – est vécu de manière très intime sur l'île. À Porto Rico, nous sommes attachés au genre autobiographique (les gens racontent leur vie à des inconnus à la moindre occasion), et le nouvel album de Bad Bunny, *Debí tirar más fotos* [“J'aurais dû prendre plus de photos”], s'impose comme une sorte de biographie collective qui raconte au reste du monde le quotidien des Portoricains.

Ses contradictions, sa position anticoloniale et indépendantiste,

et sa dénonciation sans fard des problèmes comme la gentrification, la corruption, la migration massive et le délitement des institutions qui poussent les habitants de l'île à partir, a touché un point sensible chez les Portoricains. À cette liste de griefs viennent s'ajouter l'affondrement du système scolaire et le sentiment d'être assiégiés, surtout sur la côte, par les Américains qui investissent dans l'immobilier, transforment des quartiers entiers et modifient la vie quotidienne du pays.

En juillet 2019, dans les conversations qui ont provoqué la démission de l'ancien gouverneur Ricardo Rosselló et de ses plus proches conseillers en raison de leurs propos homophobes et sexistes, avait été évoqué un avenir radieux avec un “*Porto Rico sans Portoricains*” : une situation tristement familière dans bien des pays pauvres, anciennes colonies ou paradis fiscaux. Les lieux appartiennent à d'autres, et les locaux se contentent de servir. Le pays devient un grand hôtel réservé aux plus riches, où les habitants, relégués au rôle de personnel de

← Festival de la rue  
San Sebastián, à Porto Rico,  
le 16 janvier 2025.  
Photo Ricardo Arduengo/Reuters

service, devraient presque dire merci pour un boulot sous-payé. Entre les deux, une petite classe moyenne, docile face aux nouveaux maîtres.

Bien que l'État refuse de reconnaître le sentiment de dépossession vécu par les communautés de l'île, personne ici n'a pu réprimer un rire amer en découvrant la vidéo accompagnant l'album de Bad Bunny, publiée le 5 janvier – une date symbolique, celle des Rois mages.

**Douce illusion.** Dans une scène, on voit une serveuse – américaine – prendre la commande en anglais et proposer un “quesito sin queso” [feuilleté au fromage sans fromage], une absurdité qui sonne comme un rejet des spécialités culinaires que nous, les Portoricains, chérissons au plus profond de notre être. Nous rions jaune, parce que cet avenir redouté est déjà une réalité par endroits. L'historien Jorell A. Meléndez Badillo, de l'université du Wisconsin à Madison, chargé d'élaborer pour l'album de Bad Bunny les notes historiques qui accompagnent les visuels des chansons, décrypte : “L'album joue sur la nostalgie d'un Porto Rico d'autrefois et interroge cette notion d'identité portoricaine face à cette dépossession non seulement physique, mais aussi culturelle.”

Il poursuit : “Je pense à des chansons comme Lo que le pasó a Hawaii [‘Ce qui est arrivé à Hawaii’], un archipel qui a été dépossédé de sa culture locale et américainisé. L'album s'efforce de répondre à cette question : qu'est-ce que Porto Rico ?” “Il existe de multiples visages de Porto Rico, vécus différemment selon l'identité, la race, le genre et la classe sociale”, souligne-t-il.

Pour autant, cette image de Benito Antonio Martínez Ocasio – le nom de Bad Bunny – coiffé de la *pava* (le chapeau de paille traditionnel du paysan) et cette obsession du retour aux racines rurales – le *jíbaro*, le *pitorro* [rum local], la vie à la campagne – sont aussi issues du nationalisme culturel orchestré par l'État dans les années 1940-1950 après l'instauration du statut d'État libre associé, et donc par certains aspects problématiques. Cette vision de Porto Rico invisibilise en effet

certaines communautés, notamment noires, et passe sous silence le passé esclavagiste de l'île.

“Il y a une idéalisation de cette identité portoricaine, d'un Porto Rico caché que ne connaîtraient pas les touristes... Un lieu qui serait encore bien à nous, même si les Airbnb y progressent également”, explique le professeur. Pourtant, les Airbnb n'échappent pas non plus aux nombreuses coupures d'eau et d'électricité. Il n'y a également presque pas d'éclairage sur les routes menant à ces hébergements. S'y rendre en transports en commun est une véritable odyssée, et la nourriture reste extrêmement chère.

La pénurie de logements contraste cruellement avec ces édifices abandonnés, aujourd'hui sublimés en joyaux du muralisme,

## Porto Rico reste un simple pion sur l'échiquier politique américain.

et ces bâties anciennes en cours de rénovation par de nouveaux acquéreurs – transformations qui n'engendrent que des propriétés hors de prix, réservées à une poignée de privilégiés.

Enfin, pour le dire simplement : l'île est en crise. Une crise qui ne date pas de l'ère Trump, mais qui remonte à 2006, quand le gouvernement montrait déjà des signes d'effondrement, avant même la crise des subprimes aux États-Unis. Puis vint la dette écrasante, suivie en 2016 de la mise sous tutelle de l'île par Washington avec un Conseil de contrôle budgétaire qui dicte ce qui est “essentiel” ou non pour l'île.

Les ouragans, les séismes, les inondations, la pandémie, les mobilisations et la grogne sociale, l'exode, le déclin démographique : tous ces revers n'ont fait que refermer le piège sur les Portoricains. Dans un cadre magnifique, il faut bien le reconnaître.

Entre plages enchanteresses, population chaleureuse et lieux idylliques pour les amateurs de bien-être, vivre ici s'apparente à un état de siège adouci par des distractions constantes. La menace nous guette, mais elle est temporairement désamorcée par ces airs de musique irrésistibles, le bruit des vagues ou

l'odeur alléchante de la friture qui, l'espace d'un instant, créent l'illusion que tout va bien.

Pourtant, les dangers sont toujours bien réels. La nouvelle présidence Trump affecte déjà sérieusement la stabilité de l'économie de l'île, très dépendante des subventions fédérales. Porto Rico reste un simple pion sur l'échiquier politique américain, et beaucoup d'habitants se préparent au prochain coup dur qui ne saurait tarder.

Et donc devant le danger imminent, le repli de la côte vers la montagne devient nécessaire. Il faut trouver refuge ailleurs. D'une certaine façon, malgré ses symboles parfois controversés – comme tout projet nationaliste à visée unificatrice –, l'album de Bad Bunny a été accueilli comme un refuge, un espace sonore où ce mal-être collectif peut enfin s'exprimer et trouver un écho.

Et l'album est une réussite parce qu'il nous procure aussi un immense plaisir. Il nous berce avec nos rythmes locaux comme la musique *jíbara* et la *plena*, en passant par la salsa de la diaspora et le reggaeton au réalisme cru. Une manière de dire que nous résistons de l'intérieur, et qu'il nous suffit d'un peu plus de liberté pour exister. Ou peut-être que ce retour idéalisé aux valeurs symboliques rurales est un aveu d'échec de la part d'un pays qui voulait être du côté du progrès et de la mondialisation, et qu'un retour aux fondamentaux s'impose.

Cette lecture intéresse Meléndez Badillo, l'universitaire. “Nous parlons de l'immigration mais jamais des causes ni du système qui engendre cette situation. L'État est en échec et



Superficie : 9 104 km<sup>2</sup> (~ la Corse)  
Population : 3,4 millions d'habitants sur l'île, mais plus de 5 millions à l'étranger, dont 1/3 aux États-Unis.  
BA. Bahamas, HA. Haïti, JA. Jamaïque, R-D République dominicaine.

“À Hawaii, les peuples autochtones ont été mis à l'écart, leur culture a été marginalisée, à l'exception d'un exotisme vendeur. Les Américains ont débarqué, tout comme ici, avec leur religion protestante, leurs bonnes écoles et leurs hôpitaux”, explique Magali García Ramis [écrivaine portoricaine], qui déplore tous les jours que le centre historique de San Juan soit peu à peu racheté, sans le moindre respect pour le patrimoine local et culturel.

Mais quiconque vient d'Europe ou d'Amérique latine “est agréablement surpris de voir que nous parlons espagnol, que les multiples cultures qui composent l'identité portoricaine sont encore bien vivantes. Porto Rico est un territoire qui appartient aux États-Unis, et le Congrès décide de tout ou presque, et ce manque absolu de souveraineté se fait aussi sentir, mais nous, les Portoricains, le peuple, en tant que nation et non territoire, nous sommes autre chose”, souligne l'autrice.

Le chapeau *pava*, estime-t-elle, s'est imposé comme un symbole efficace, tout en rappelant que “ces paysans *jíbaros* n'étaient pas tous blancs”.

La culture de la côte et des zones urbanisées n'a pas non plus disparu. Elle s'incarne dans ces chaises en plastique, ces mêmes fauteuils qu'on retrouve aujourd'hui dans chaque réunion de famille, à Puerto Rico comme ailleurs, en ces instants précieux où se cristallisent ces bonheurs universels : la chaleur du cercle familial, l'évocation des souvenirs et la joie de se retrouver pour rire ensemble de nos peines.

— Ana Teresa Toro,  
publié le 16 avril

## À l'université, option Bad Bunny

●●● Après avoir conquis le monde avec son dernier album, Bad Bunny s'invite désormais dans les amphithéâtres des universités. Cet automne, la prestigieuse université Yale, aux États-Unis, proposera un cours consacré à la star portoricaine, à l'initiative du professeur Albert Laguna, chercheur en ethnologie, rapporte *The New York Times*.

Profondément inspiré par l'album *Debí Tirar Más Fotos*, qu'il considère comme “le plus portoricain conçu à ce jour par l'artiste”, Albert Laguna entend analyser à travers ses chansons la culture caribéenne et la diaspora portoricaine. Ainsi, écrit le quotidien *El Nuevo Día*, le cours abordera l'engagement social et politique du chanteur, porté

par des genres tels que la *bomba*, la *salsa* ou le *reggaeton*. Et le succès est au rendez-vous : seules 18 candidatures ont été retenues sur la centaine reçue. Pour les plus curieux, le professeur a tenu à lancer une plateforme de ressources en ligne sur l'artiste, “The Bad Bunny Syllabus”, qui porte sur le colonialisme et les enjeux sociaux de l'île.

ÉTATS-UNIS

## Elon Musk, "Icare au rabais"

L'homme le plus riche du monde s'est brûlé les ailes, écrit cet historien. Entraînant dans sa chute Tesla, auquel il dit vouloir se consacrer désormais.



—The New York Times,  
extraits (New York)

**L**e partenariat entre le président et l'homme le plus riche du monde touche à sa fin. Il y a très clairement un perdant dans cette rupture, et c'est Elon Musk.

Sa disgrâce a été aussi prompte que son ascension. Tel un Icare au rabais, il a pris trop de risques, qu'il n'a jamais compris, et a volé trop près du soleil. Auréolé du halo de son statut de superstar des réseaux sociaux, il est resté aveugle à la réalité de sa situation, jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Musk a déjà signé plusieurs

contrats lucratifs et pourrait en décrocher bien d'autres, mais il quitte Washington avec sa réputation de touche-à-tout génial en lambeaux. Or il jouait sur cette réputation pour galvaniser le prix des actions de ses entreprises et séduire des investisseurs dans l'espoir de financer ses aventures ambitieuses.

Un temps comparé à Tony Stark, le super-héros de Marvel, il est devenu de plus en plus impopulaire. Aujourd'hui, beaucoup de propriétaires de ses voitures électriques Tesla, dont ils étaient si fiers, cherchent à les revendre, ou collent des excuses sur leurs pare-chocs. Les ventes dégringolent.

Musk n'est certes pas le premier homme d'affaires richissime à débarquer à Washington : les millionnaires de l'Âge doré [fin du XIX<sup>e</sup> siècle], haut-de-forme à la main, s'efforçaient de courtiser le Sénat, où se faisaient les lois et où se votaient les taxes. Avec l'effondrement de l'économie, le New Deal et la menace d'une guerre mondiale, la Maison-Blanche a commencé à jouer un rôle nettement plus important dans la gestion de l'économie, et les hommes d'affaires lui ont alors accordé davantage d'attention. Ils ont fondu par dizaines sur la capitale ; d'autres sont entrés au gouvernement. Mais quels qu'aient pu être leurs postes, ils respectaient toujours les règles, endossaient des responsabilités limitées et nettement définies et, pour la plupart, se tenaient à l'écart du regard du public.

Musk a rompu avec cette tradition. Personne ne pouvait le museler ou le freiner. Il s'est affiché à la Maison-Blanche avec son fils de 4 ans sur les épaules, à la tribune d'un rassemblement de la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC), où il a vanté sa croisade de réduction des dépenses en brandissant une tronçonneuse. Avec son "département de l'efficacité gouvernementale" (Doge), il a semé le chaos à Washington, empêché les fonctionnaires d'accéder aux réseaux informatiques, a eu accès aux données personnelles de citoyens privés et a identifié les employés publics qu'il jugeait superflus.

**Boulet politique.** Au début, le président Trump a donné l'impression d'approuver toutes les mesures de réduction des coûts prises par son conseiller peu orthodoxe. Mais Elon Musk a ensuite violé la règle sacro-sainte de Trumpland en osant critiquer la politique et les nominations du président – pas une ou deux fois, mais avec une constance remarquable.

Il a bondi sur sa plateforme, X, pour tourner en dérision une déclaration de la Maison-Blanche qui proclamait que Sam Altman, le magnat de l'intelligence artificielle et son grand rival, et d'autres allaient investir 100 milliards de dollars dans des centres de données et dans la production d'électricité destinée aux programmes d'IA. Musk a affirmé

### Le maigre bilan du Doge

●●● Combien d'argent Musk a-t-il fait économiser à l'État fédéral ? Il disait l'an dernier vouloir couper 2 000 milliards de dollars de dépenses annuelles. Le **Financial Times** a tenté de faire les comptes : on en est loin à ce jour. "Si son 'département de l'efficacité gouvernementale' (Doge) affiche sur son site 170 milliards d'économies, notre enquête montre que seule une petite part de ce montant peut être vérifiée," écrit le titre britannique. *"Il y a en revanche des signes d'évaluations gonflées [...] tandis que des contrats qui arrivaient déjà à terme sont présentés comme de nouvelles économies."* Dominik Lett, du très libéral think tank **Cato Institute**, le confirme : "Le Doge ne devrait pas être vu comme une tentative très réussie de réduire le déficit."

dans un entretien que la Sécurité sociale [gérant les pensions de retraite] était "*la plus grande pyramide de Ponzi de tous les temps*", au mépris du fait que le président s'était engagé à ne pas procéder à des coupes dans ce domaine. Il s'est même offusqué du "jour de la libération" triomphalement décreté par Trump quand il a dévoilé ses nouveaux droits de douane draconiens.

Sa brutalité et son absence de remords tandis qu'il sabrait les dépenses fédérales et licencierait des dizaines de milliers de fonctionnaires ont entamé sa popularité. Il a exaspéré les membres du gouvernement en les critiquant en public, en empiétant sur leur autorité et en refusant de reconnaître la chaîne de commandement de la Maison-Blanche.

C'est avec un certain à-propos que son règne a pris fin de facto le 1<sup>er</sup> avril, quand les 20 millions de dollars qu'il avait versés pour la campagne d'un républicain soutenu par Trump, qui briguait un siège de juge à la cour suprême du Wisconsin, se sont retournés contre lui en poussant plus de démocrates que de républicains à aller voter. Dès lors, il n'a plus

✓ Dessin de Cajas,  
Équateur.

été possible d'ignorer la réalité : l'homme le plus riche du monde était devenu un boulet politique. Le lendemain de la débâcle du Wisconsin, *Politico* a rapporté que le président avait "déclaré à son entourage proche" que Musk allait "se mettre en retrait de son rôle actuel dans les prochaines semaines". [On ignore néanmoins si et quand il se retirera complètement, bien que son statut d'"employé spécial de l'État" soit limité, en principe, à cent trente jours.]

**Illégitime.** Le 22 avril, Musk a annoncé qu'il se consacrera moins à son travail pour le gouvernement afin de passer plus de temps chez Tesla, qui connaît désormais tant de difficultés que le conseil d'administration, selon certaines sources, envisageait de le remplacer au poste de président-directeur général. (L'entreprise a démenti cette information.)

Ce qui ne veut pas dire que ses autres secteurs d'activité – en particulier sa société spatiale, SpaceX, et son fournisseur d'accès à Internet par satellite, Starlink – soient en danger. SpaceX devrait empocher des milliards de dollars grâce à des contrats avec l'État fédéral. Le gouvernement Trump a déjà préparé le terrain pour que Starlink puisse avoir sa part des 42 milliards de dollars qu'il prévoit d'engager dans le haut débit en zone rurale, et il a même encouragé les pays qui souhaiteraient obtenir une baisse des droits de douane américains à faire affaire avec Starlink.

Néanmoins, Musk aurait sans doute profité de ces mesures avantageuses même sans entrer dans l'équipe de Trump.

S'il faut tirer une leçon de cet épisode, c'est que, dans le système de gouvernement américain, il n'y a pas de place pour un coprésident non élu. Si les élections accouchent souvent de résultats que nous n'attendions ou ne désirions pas, nous avons prouvé depuis longtemps que nous nous en sortons mieux avec un gouvernement composé de responsables élus et avec des nominations qui respectaient le processus de confirmation prévu par la Constitution. Musk a cru qu'il pourrait être une exception – et c'est ce qui a causé sa perte.

—David Nasaw,  
publié le 11 mai



OPINION

**"UN AMOUR CRIANT POUR LA CRÉATION ET L'ÉMOTION"**

TROIS COULEURS

CE QUI ME MEUT ET STUDIOCANAL  
PRÉSENTENT

UN FILM DE CÉDRIC KЛАPISCH

# LA VENUE DE L'AVENIR



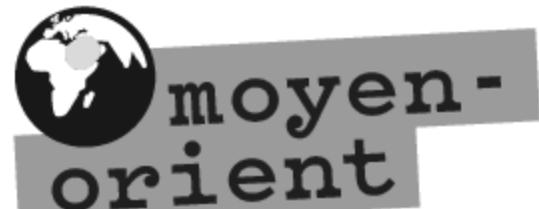
SUZANNE LINDON  
ABRAHAM WAPLER  
VINCENT MACAIGNE  
JULIA PIATON  
ZINEDINE SOUALEM  
PAUL KIRCHER  
VASSILI SCHNEIDER  
SARA GIRAudeau  
CÉCILE DE FRANCE

AVE LA PART D'OLIVIER GOURMET FRED TESTOT CLAIRE POMMET FRANÇOIS BERLÉAND PHILIPPE LEROY-BEAULIEU VINCENT PEREZ



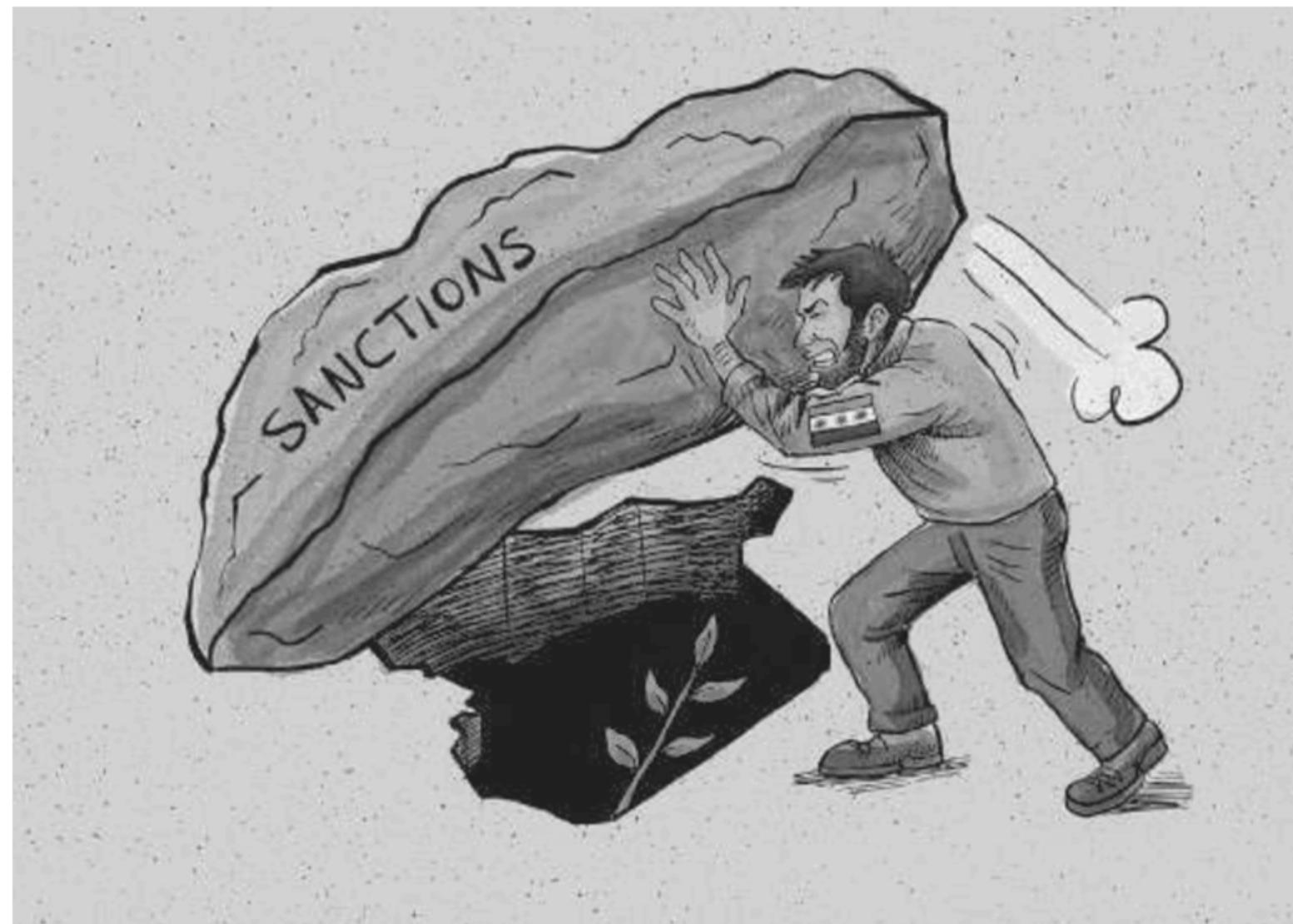
# ACTUELLEMENT AU CINÉMA

**STUDIOCANAL**  
A CANAL+ COMPANY



# Syrie. "L'espoir du début d'une nouvelle ère"

Le 13 mai, les Syriens ont célébré dans la rue l'annonce de Donald Trump de lever les sanctions qui étranglent leur économie. Une étape clé pour redresser le pays, ravagé par quatorze ans de guerre. Le chantier est titanique.



**E**n Syrie, l'annonce par Donald Trump, le 13 mai, depuis Riyad, en Arabie saoudite, de la levée des sanctions américaines imposées au pays a été accueillie dans la liesse par "des célébrations populaires", rapporte **Syria TV**. À Damas, la capitale, mais aussi à Alep, Hama, Homs, Idlib, Lattaquié et Tartous, des milliers de personnes ont "investi les rues et les places", "agitant des drapeaux et scandant des slogans" de la révolution syrienne.

Pour les Syriens, il s'agit d'un "moment historique, à la hauteur de la joie suscitée par la chute du régime [de Bachar El-Assad, en décembre 2014], exprimant leur espoir du début d'une nouvelle ère qui mettrait fin à des années de guerre et de privations".

La Syrie fait l'objet de sanctions internationales depuis 1979, considérablement renforcées depuis le début de la guerre,

en 2011. Elles visent principalement le dictateur déchu et ses cercles familiaux, politiques et économiques rapprochés.

"C'est le droit du peuple syrien, après quatorze ans de guerre et cinquante ans d'oppression des Assad, de vivre dans la stabilité et la sécurité", explique à **Al-Jazeera** un manifestant à Idlib. "Ma joie est immense, cette décision aura un effet positif sur l'ensemble du pays. La reconstruction va reprendre, les déplacés vont revenir et les prix vont baisser", jubile une autre à Damas.

"Historique", c'est le mot qui revient le plus souvent dans les titres de la presse syrienne affiliée au nouveau pouvoir du président Ahmed El-Charaa pour saluer la décision de Trump. Celle-ci intervient à un "moment charnière de l'histoire de la nouvelle Syrie", se

réjouit le quotidien **Al-Hurriyah**. Elle constitue une "occasion prometteuse" pour la Syrie de "se relever" et de "commencer à reconstruire l'économie", et de "restaurer la confiance en l'avenir".

"La levée des sanctions améliorera les conditions de vie des Syriens", renchérit le journal syrien **Al-Thawra**. Et avant même qu'elle n'entre en œuvre, l'annonce du président américain a eu un effet concret sur le marché monétaire et les prix. Moins d'une heure après, la livre syrienne s'est appréciée par rapport au dollar, rapporte **The Washington Post**. "Elle était à 10000, maintenant elle est à 9000" pour 1 dollar, criait, euphorique, un vendeur ambulant à Damas à l'adresse des automobilistes, qui klaxonnaient en retour pour exprimer leur joie.



✓ Dessin d'Ahmad Qaddura, Suède.

Le taux de change informel a "chuté de 11 300 [livres syriennes pour 1 dollar] à 7 500 en quelques heures, avant de se stabiliser à 9 000" le lendemain, raconte le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour** dans un reportage à Damas.

"De longues files d'attente se sont formées devant les guichets des banques." "Le prix du litre d'essence a déjà baissé de 25 %", confirme Mohammad, un chauffeur de taxi de la capitale interrogé par le journal.

Selon la Banque mondiale, l'économie syrienne s'est contractée d'environ 85 % entre 2011 et 2023, et le coût de la reconstruction du pays est estimé entre 250 et 400 milliards de dollars (entre 223 et 357 milliards d'euros).

**"Ma joie est immense, cette décision aura un effet positif sur l'ensemble du pays."**

UNE SYRIENNE À DAMAS

"Sur le plan économique, je pense que les effets mettront beaucoup de temps à se faire sentir, car lever les sanctions ne se résume pas à appuyer sur un bouton", tempère l'économiste syrien Karam Shaar dans **The New York Times**.

C'est ce qu'a aussi souligné Ahmed El-Charaa dans une allocution prononcée à son retour d'Arabie saoudite. Tout en remerciant Donald Trump pour sa décision "historique et courageuse", ainsi que les chefs d'État ayant joué un rôle dans cette décision, comme le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, le nouvel homme fort de Damas a appelé à "investir en Syrie", rapporte l'hebdomadaire syrien **Enab Baladi**. Avant de déclarer : "Ô Syriens, le chemin devant nous est encore long. C'est aujourd'hui que commence le vrai travail, avec lui renaît la Syrie moderne, que nous bâtiroms ensemble sur la voie du progrès."

La guerre, qui a fait plus de 500 000 morts et plusieurs millions de déplacés, a dévasté le pays, ses infrastructures et son activité économique, plombée par une dégringolade historique de la monnaie et une inflation galopante. Selon l'ONU, environ 90 % de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté. — **Courrier international**

## Contexte

### Une diplomatie américaine plus favorable aux pays du Golfe

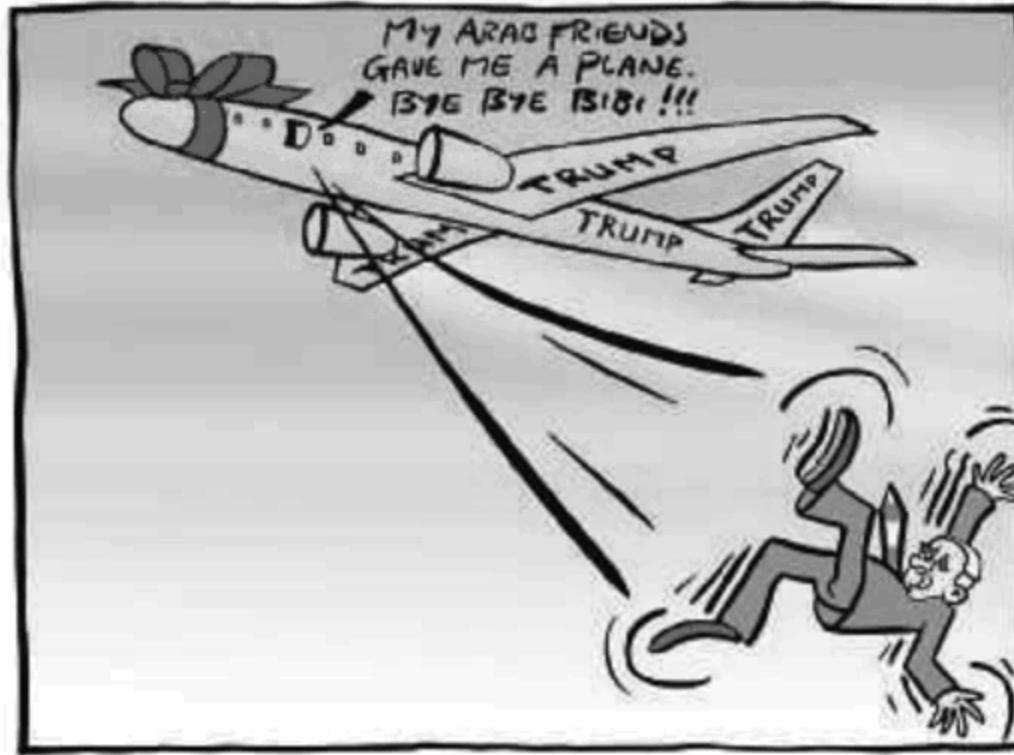
●●● Du 13 au 16 mai, le président américain était en tournée dans le Golfe. Outre les contrats de plusieurs centaines de milliards de dollars annoncés durant sa visite, son séjour en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats arabes unis (EAU) aura été marqué par un virage dans la politique moyen-orientale de Washington ou du moins par un alignement plus net sur les positions des pays du Golfe, au détriment d'Israël, estime la presse internationale. "Les pays du Golfe, nouveaux artisans de la politique de Donald Trump au Moyen-Orient", a ainsi titré **L'Orient-Le Jour** au lendemain de cette tournée régionale. "Soudain, l'État hébreu ne paraît plus être la priorité de Washington [...]. Les pays du Golfe, avec leur volonté de stabiliser la région et leurs fonds souverains bien garnis, semblent aujourd'hui revêtir ce statut", poursuit le quotidien libanais, selon lequel la décision de lever les sanctions contre la Syrie a été prise à la demande du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salmane. Cette décision va à l'encontre de la politique israélienne à l'égard de la Syrie et de son nouvel homme fort, l'État hébreu ayant intensifié ses frappes contre son voisin depuis la chute de Bachar El-Assad. Le choix de signer un accord avec les houthistes (pro-Iran) au Yémen et celui de poursuivre les négociations avec Téhéran sur le dossier nucléaire témoignent aussi d'un alignement sur la politique des riches pétromonarchies, qui "visent à faire du Moyen-Orient un terrain stable et propice aux affaires".

"Riyad, Abou Dhabi et Doha sont préoccupés par [les] tentatives du [Premier ministre israélien] de saboter un accord entre Washington et la République islamique", et Trump le serait également, estime **L'Orient-Le Jour**.

## ISRAËL

# Trump, l'ami déroutant d'Israël

Soufflant le chaud et le froid avec Nétanyahou, Trump bouscule les règles des relations israélo-américaines. Au grand désarroi de l'État hébreu, observe cette politologue de Washington.



— **Foreign Policy**, extraits  
(Washington)

**C**omme le soleil, immuable et éternel, se lève à l'est et se couche à l'ouest, c'était une certitude : un président républicain soutiendra toujours Israël – comme un président démocrate d'ailleurs, tout en se voyant accusé du contraire.

Pourtant, alors que Donald Trump est en tournée au Moyen-Orient cette semaine, il ne passera pas en Israël, et les pressions du gouvernement Nétanyahou n'y ont rien fait. Il a récemment négocié un cessez-le-feu avec les houthistes au Yémen, bien qu'ils affirment ouvertement vouloir continuer leurs frappes contre l'État hébreu. Il a même renvoyé son conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, notamment parce qu'il aurait, dit-on, commis le péché de coordonner des frappes potentielles contre des sites nucléaires iraniens avec des responsables israéliens, sans l'avoir consulté.

Trump n'est certainement pas sur le point de couper les ponts avec Israël (et dans tous les cas, pas pour les raisons humanitaires que beaucoup espèrent à

↑ Mes amis arabes m'ont offert un avion. Bye bye Bibi!!!  
(surnom de Nétanyahou)

(Allusion à l'avion que le Qatar compte offrir à Trump.) Dessin de Benjamin Kikkert, Pays-Bas.

gauche), mais il est de plus en plus clair, à son comportement, que son credo "L'Amérique d'abord" ne connaîtra pas d'exception pour Israël.

Il était pourtant assez naturel d'attendre de son administration des positions farouchement pro-israéliennes. De fait, les mesures de sa première présidence n'auraient pas pu être plus appréciées par le gouvernement Nétanyahou. Non content de retirer les États-Unis de l'accord de Vienne, Trump avait imposé des "sanctions maximales" et même accru les pressions militaires contre l'Iran, jusqu'à faire assassiner le puissant général iranien Qassem Soleimani.

Dans le champ de la diplomatie, Trump avait fait déménager à Jérusalem l'ambassade américaine en Israël, et ses accords d'Abraham ambitionnaient, pour la première fois, de permettre aux pays du Golfe et à Israël

d'afficher leur début de rapprochement contre l'Iran. Israël n'aurait guère pu rêver mieux. Pour la plupart des spécialistes de politique étrangère durant la campagne pour la présidentielle américaine, c'était une évidence : réélu, Trump apporterait un soutien sans faille à Israël.

L'hypothèse s'est révélée, sinon fausse, à tout le moins incomplète, dès le premier jour ou presque. Avant même l'investiture de Trump, le nouveau gouvernement américain s'attribuait le mérite d'un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas. Si de nombreuses modalités avaient en réalité été négociées dans le détail par l'administration Biden, il avait fallu la capacité de Trump à faire pression sur les Israéliens, via son fixeur personnel Steve Witkoff, pour mener l'accord à terme.

Le cessez-le-feu n'a pas tenu, mais l'administration a continué d'inciter fortement les Israéliens à faire des concessions pour obtenir des libérations d'otages, en particulier ceux qui ont un passeport américain.

Mais c'est sur l'Iran que le fossé entre Trump et Nétanyahou est le plus béant. Au lieu de pressions maximales, l'administration Trump est cette fois en mode transactionnel et tâche de provoquer des négociations. Certaines sanctions ont ainsi été durcies avant que l'administration ne rouvre des pourparlers sur le nucléaire. L'intensification des frappes contre les houthistes a finalement débouché sur un radoucissement de Washington, et un cessez-le-feu. Sur ces décisions importantes, les responsables israéliens se plaignent d'être court-circuités.

**Cavalier seul.** De même, plusieurs indiscretions laissent entrevoir un différend entre les États-Unis et Israël sur l'éventualité d'une frappe contre les installations nucléaires iraniennes. Les membres du gouvernement israélien sous la direction de Nétanyahou réclament une intervention musclée. À plusieurs reprises, ils ont laissé entendre qu'Israël était prêt à faire cavalier seul ou ont essayé de persuader les États-Unis d'intervenir à leurs côtés. Mais pour l'instant, l'administration Trump fait la sourde oreille.

Il est important de ne pas surinterpréter ce changement. L'administration Trump continue à vendre à Israël des armes qui sont utilisées pour sa guerre à Gaza et ne fait rien, ou presque, pour améliorer la situation humanitaire dans la région.

Sur le sol américain, la législation relative à l'immigration a été instrumentalisée contre les palestiniens, et plusieurs étudiants étrangers se sont ainsi retrouvés en prison pour avoir manifesté sur les campus.

Donald Trump lui-même s'est montré favorable au plan d'expulsion des Palestiniens de la bande de Gaza, l'une des mesures les plus terribles proposées par des représentants du gouvernement israélien.

Pourtant, cette dichotomie illustre bien l'attitude singulière de Trump à l'égard d'Israël. Son analyse de la situation n'a rien

Trump ne désapprouve pas ce qu'Israël fait à Gaza, et il a clairement indiqué qu'il ne ferait pas pression sur l'État hébreu pour qu'il mette un terme à la guerre, surtout depuis que le dernier otage américain a été libéré. Son administration va sans doute continuer sa répression contre les manifestants sur les campus et les groupes progressistes qui critiquent Israël.

**Alliance plus saine.** Mais Trump lui-même n'est pas assujetti aux mêmes règles. Le président américain ne compte pas forcer la main à Israël sur la question de l'Iran, de Gaza ou des colonies de peuplement, mais il est tout à fait prêt à signer des accords sans lui et à le laisser gérer les conséquences.

Ce serait vraiment un comble si Trump devenait le premier président américain à instaurer une relation plus saine entre les États-Unis et Israël. Ces trente dernières années, les dirigeants américains ont, à bien des égards, perdu le pouvoir de recadrer le gouvernement israélien quand il allait trop loin. Trump montre que cette attitude ne sert pas toujours les intérêts américains.

S'il continue sur cette voie, l'Amérique de Trump ne fera plus d'exception pour Israël.

— **Emma Ashford**,  
publié le 14 mai



## DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

**Du côté d'Israël, la crainte d'un "mauvais accord" de Trump sur le nucléaire iranien**

Des négociations irano-américaines sur le programme nucléaire de Téhéran se sont ouvertes le 12 avril. Réduit au rang de spectateur, le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, espère un échec, explique cet article du quotidien israélien **Ha'aretz**.



# Depardieu. Pourquoi ce verdict est un point de bascule

La condamnation de l'acteur le laisse espérer : la France va enfin parler différemment des violences sexuelles, estime ce critique allemand.

—**Tagesspiegel**, extraits  
(Berlin)

L'acteur français Gérard Depardieu a été reconnu coupable d'agressions sexuelles par le tribunal correctionnel de Paris [et condamné à dix-huit mois de prison avec sursis]. Ce verdict représente cependant davantage qu'une peine pour un comportement délictueux : l'homme, qui est l'une des plus grandes stars du cinéma français, jouit d'un statut culturel trop grand pour cela.

Le président Macron lui-même avait, en décembre 2023, qualifié de "chasse aux sorcières" les accusations portées par une vingtaine de femmes contre cet artiste qui a rendu la France "fière". Les défenseurs de Depardieu

s'étaient cependant faits plus discrets au cours des dix-huit mois qui avaient suivi. Le jugement rendu mardi matin [le 13 mai] n'a même pas surpris ceux qui n'espéraient plus que la société française puisse se nettoyer elle-même.

Ce verdict, qui s'ajoute au jugement très médiatisé rendu dans le procès Pelicot en décembre, va peut-être déterminer la façon dont on parlera des violences sexuelles et du viol (conjugal) à l'avenir en France.

On a toujours été assez fier de la culture française du flirt,

**Les violences et les atteintes sexuelles sont endémiques dans le milieu du cinéma.**

du libertinage (un mot qui est expressément positif en français) en tant que mode de vie, du "complexe de Lolita" et du laisser-faire dans les relations entre les sexes.

Depardieu était un libertin dans toute sa splendeur : grossier, obsèche, un peu mégalomane – un génie. "Je ne suis ni un violeur ni un prédateur. Je suis juste un homme", écrivait-il il y a quelques années dans le quotidien *Le Figaro* pour sa défense. L'avocat d'une des deux plaignantes avait eu devant le tribunal des mots quelque peu différents pour qualifier la façon dont la France traite ses monstres : "Glorification du sexism".

**Une longue liste.** Les accusations d'*agressions sexuelles*\* – c'est le terme français, qui est moins ambigu que le *sexuelle Nötigung* [coercition sexuelle] allemand – se sont faites plus ouvertes dans le cinéma français ces dernières années.

La liste des accusés est truffée de noms connus. À commencer par Roman Polanski, qui vit en France depuis cinquante ans pour échapper à des poursuites pénales aux États-Unis, le réalisateur star Luc Besson, qui a bénéficié d'un non-lieu depuis, des cinéastes légendaires comme Benoît Jacquot, Jacques Doillon, André Téchiné sans oublier le réalisateur Christophe Ruggia, qui a été condamné en février.

Ces noms montrent que les relations de pouvoir ne sont pas meilleures dans le cinéma d'art et d'essai, qui a pourtant la réputation d'être progressiste, que dans le cinéma commercial. Il ne s'agit pas non plus d'un conflit de générations, comme Depardieu a tenté de le faire croire au tribunal en mars, en déclarant qu'il était un homme d'une autre époque.

Le problème, ce n'est pas que Depardieu soit trop vieux pour les nouvelles formes de relations sociales, dans lesquelles les femmes ne considèrent plus une agression libidineuse comme un "*compliment*". C'est le terme qu'avait employé Catherine Deneuve, 81 ans, dans une lettre ouverte en défense de Depardieu il y a quelques années. À son crédit, l'actrice a été socialisée dans le cinéma français et a probablement vécu exactement ce genre de choses dans sa jeunesse.

Une commission d'enquête parlementaire qui a étudié pendant cinq mois les violences sexuelles et les atteintes sexuelles dans le secteur de la culture a rendu début avril – près de huit ans après les révélations Weinstein, qui ont lancé le mouvement #MeToo dans le monde entier – un rapport qui fait un constat dévastateur : les violences sexuelles et les atteintes sexuelles sont "*endémiques*" dans le secteur du cinéma. Ce terme médical a été délibérément choisi.

La mentalité du secteur n'a pas vraiment évolué depuis le début de #MeToo, explique le rapport. L'actrice Judith Godrèche avait déclaré à peu près la même chose dans son discours lors de la cérémonie des César en février 2023. Et elle a rappelé au secteur du cinéma qu'il était complice quand elle a présenté *Moi aussi* ("Me Too"), son court-métrage [sur les violences sexuelles], au Festival de Cannes l'année dernière.

Le procès Depardieu illustre la façon dont les violences sexuelles sont abordées en France. L'actrice

**Le verdict montre que l'époque où on fermait les yeux sur les icônes françaises est révolue.**

Fanny Ardant, la dernière personne à défendre Depardieu, a assuré au tribunal n'avoir jamais assisté à un geste de l'acteur qui l'aurait choquée. Jérémie Assous, l'avocat de l'acteur, a qualifié les plaignantes Amélie K. et Sarah W. de "*menteuses*" et d'"*hystériques*" et les a tournées en ridicule.

Le tribunal n'est pas intervenu, au grand dam de 200 avocats, qui ont dénoncé dans le quotidien *Le Monde* "*le mutisme absolu du tribunal dans son ensemble*" à l'égard du comportement d'Assous et ajouté que la salle d'audience ne devait pas devenir une tribune pour le sexism.

Depardieu n'était pas présent pour le prononcé du jugement – il tourne au Portugal avec Fanny Ardant –, un signe de plus de sa suffisance. Le verdict montre cependant que l'époque où on fermait les yeux sur les icônes françaises parce que c'étaient des génies et qu'elles pouvaient se permettre quelques libertés est définitivement révolue.

✓ Dessin de Bado paru dans *Le Droit*, Ottawa.

Si le procès Depardieu n'est pas le seul événement médiatisé à remettre le mouvement #MeToo français au centre de l'attention, il pourrait constituer un point de bascule dans la société française.

**Fin de la séparation.** À 76 ans, Depardieu a été condamné à dix-huit mois de prison avec sursis, à une inscription dans le fichier national des auteurs d'infractions sexuelles et à deux ans d'inéligibilité. De plus, un autre procès l'attend depuis 2020, pour le viol de l'actrice Charlotte Arnould.

Le fait que le jugement tombe pile le jour de l'ouverture du Festival de Cannes n'est probablement pas un hasard. Celui-ci était devenu ces dernières années le théâtre le plus important des manifestations contre le secteur du cinéma français.

Le Festival doit lui aussi apporter des réponses. Thierry Frémaux, son directeur, souligne, depuis le mouvement #MeToo, qu'il faut distinguer l'œuvre et l'artiste. Il y a deux ans, il avait réagi avec un mépris offensé aux propos de l'actrice Adèle Haenel, qui avait accusé le Festival d'être coupable par son silence.

Thierry Frémaux a désormais la position du tribunal correctionnel de Paris sur cette question par écrit. "Ce n'est pas parce qu'on est artiste qu'on est à l'abri d'une condamnation pour agression sexuelle", a fait valoir le président du tribunal dans ses motivations. Il a fallu des années pour qu'un tribunal français parvienne à cette position. Ce n'est cependant qu'un début.

—**Andreas Busche**,  
publié le 13 mai

\* En français dans le texte.

## SOURCE

### TAGESSPIEGEL

Berlin, Allemagne

Quotidien

tagesspiegel.de

Fondé en 1945 et cantonné à Berlin-Ouest durant la partition de l'Allemagne, il n'a pas réussi à s'imposer parmi les quotidiens nationaux après la chute du Mur. Titre régional centriste et libéral, il est respecté pour son sérieux et sa qualité.



## SOCIÉTÉ

# Le culot inouï de François Bayrou

Lors de son audition devant la commission d'enquête parlementaire sur la prévention des violences dans les établissements scolaires, le Premier ministre a affiché le peu de respect qu'il a pour les députés des autres partis, se désole ce journal allemand.

— Frankfurter Allgemeine Zeitung (Francfort)

Pendant plusieurs décennies, les élèves de l'école catholique privée Notre-Dame de Bétharram, située au pied des Pyrénées, ont été soumis à toutes sortes de brutalités, châtiments corporels et abus sexuels. Alertée par plusieurs victimes dès 1996, la justice n'a rien fait. Aujourd'hui, le scandale ébranle la confiance des Français dans leurs institutions, et notamment envers le Premier ministre, François Bayrou. Mercredi après-midi, durant cinq heures et demie, le centriste s'est expliqué devant une commission d'enquête parlementaire chargée de comprendre comment ces violences ont été tolérées si longtemps. Plus de 230 victimes ont déposé plainte.

**Un "complot".** Âgé de 73 ans, François Bayrou est lié de plusieurs manières à Bétharram. Trois de ses six enfants ont fréquenté cet établissement où son épouse a également dispensé des cours de catéchisme. En tant que député et président du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, puis en tant que ministre de l'Éducation entre 1993 et 1997, François Bayrou était en mesure d'enquêter sur ces soupçons et de rompre le "silence de Bétharram".

Devant la commission d'enquête, le Premier ministre a estimé que sa seule convocation à cette audition était le résultat d'un complot

politique ourdi par la gauche. "Il s'agissait de me coincer pour me forcer à démissionner", a-t-il déclaré, pointant du doigt le rapporteur LFI Paul Vannier. À plusieurs reprises, Bayrou lui a reproché sa "malhonnêteté" et ses "tentatives de diffamation".

Cette audition a été une démonstration éclatante des raisons qui empêchent tout travail constructif entre les différentes forces politiques en France. Bayrou a clairement montré le peu de respect qu'il



avait pour le travail des députés des autres partis – répondant à leurs questions de manière laconique ou invoquant de nombreux trous de mémoire. Visiblement irritée, la rapporteuse Violette Spillboute, du parti Renaissance, l'a interpellé : "Monsieur le Premier ministre, ce n'[était] pas ma question." "Oui, mais c'est ma réponse", a-t-il répliqué.

Comme les plus de 140 personnes auditionnées par la commission d'enquête parlementaire, François Bayrou n'était pas autorisé à prononcer des propos liminaires, mais il est passé outre l'interdiction. Avec le même culot, il a justifié sa décision de ne pas fournir les preuves présumées de son innocence en amont de l'audition, comme le veut l'usage, par son absence de confiance en la commission.

Le Premier ministre a nié en bloc toute incohérence dans ses déclarations. "Je n'ai pas menti", a-t-il assuré, préférant mettre en doute les témoignages sous serment d'un juge d'instruction et d'un gendarme qui l'accusent d'être intervenu, à l'époque, auprès du procureur général dans la procédure visant un prêtre de l'établissement.

Pas sûr que cette audition lui permette de redorer son blason auprès des électeurs. [En avril], seuls 17% des Français lui faisaient confiance. Les cadres du Parti socialiste, dont le soutien est indispensable à son gouvernement minoritaire, n'ont pas caché leur consternation.

"Je l'ai trouvé confus, imprécis, parfois même grossier et agressif à notre égard", a déclaré la présidente de la commission, Fatiha Keloua Hachi, à l'issue de l'audience. Le Premier ministre, lui, évoque un "moment libérateur".

— Michaela Wiegel,  
publié le 14 mai

## ÉCONOMIE

# Une société d'héritiers

Avec le retour à des inégalités sociales dignes du temps de Balzac en Europe, la France est en première ligne, selon un essai relevé par ce quotidien de gauche britannique.

— The Guardian, extraits (Londres)

Dans *L'Injustice en héritage*, un essai dont la presse française s'est fait l'écho, la chercheuse Mélanie Plouviez cite, à l'appui de son accablant réquisitoire, la société dépeinte par l'un des romanciers les plus chers aux Français. La puissance des fortunes issues de l'héritage et de la rente, dans la France de 2025, est semblable à celle aux fondements des injustices que dépeignait Honoré de Balzac dans ses chroniques de l'ambition et du désespoir [de *La Comédie humaine*]. Comme dans les années 1820, "qui peut aujourd'hui devenir propriétaire d'un logement à Paris grâce aux seuls revenus de son travail, sans aucune aide familiale ? écrit-elle. Avec la résurgence contemporaine de l'héritage, le fossé entre ce que permet le travail et ce que permet l'héritage fait également son retour."

Le problème n'est malheureusement pas une exception en Europe, et l'on pourrait faire le même constat dans les sociétés britannique, allemande ou italienne. L'économiste Thomas Piketty a décortiqué la façon dont, dans les démocraties occidentales, la forte hausse des marchés boursiers et de l'immobilier a porté les patrimoines, au détriment des revenus du travail. Depuis les années 1980, des réformes en faveur d'une fiscalité régressive permettent aux riches de conserver une part plus importante de leur argent et d'en transmettre davantage à leurs enfants. Dans les économies avancées, le montant des héritages transmis

chaque année représente un pourcentage du PIB qui a doublé depuis le milieu du xx<sup>e</sup> siècle.

La méfiance des citoyens pour le politique s'explique en partie par l'émergence d'une société à deux vitesses, qui n'a guère de perspectives à offrir aux jeunes sans patrimoine et qui vient saper les fondements du contrat social. La France est en la matière en première ligne. Mercredi 14 mai, lors d'une interview fleuve en prime time à la télévision, Emmanuel Macron s'est vu accusé d'être devenu un "président des rentiers".

**Sacrifice collectif.** Et alors que le chef de l'État français refuse d'envisager davantage de redistribution, son Premier ministre, le très impopulaire François Bayrou, se cherche des soutiens pour faire voter un budget d'austérité qui prévoit 40 milliards de baisses de dépenses. Un plan qui, a-t-il bien entendu précisé, "demanderà des efforts à tout le monde". En Allemagne, le nouveau chancelier Friedrich Merz entonne lui aussi un refrain prônant le sacrifice collectif. Les Allemands, a-t-il estimé cette semaine, doivent "travailler plus, et surtout plus efficacement" afin de remettre sur les rails une économie en berne.

Comme d'autres avant lui, le livre de Mélanie Plouviez vient montrer pourquoi, aux oreilles de tant de citoyens, ces appels à la solidarité et au labeur sont inaudibles. Tandis que les partis populistes surfent sur le mécontentement, les gouvernements en place reprennent éhontément leur rhétorique sur l'immigration, quand ce n'est pas leurs propositions. Mais s'interroger sur cette fracture qui s'autoentretient et sur la façon dont elle érode le lien social et sape l'intérêt général reste un tabou.

Au moment où Balzac rédigeait les derniers volumes de sa *Comédie humaine*, dans les années 1840, le futur Premier ministre britannique, Benjamin Disraeli, publiait *Sybil*, un roman à thèse dénonçant les inégalités profondes de l'Angleterre victorienne. Deux siècles plus tard, les dirigeants de l'Europe d'aujourd'hui seraient bien avisés, avant qu'il ne soit trop tard, d'aller puiser quelques-uns de ses enseignements.—

Publié le 15 mai

## SOCIÉTÉ

# Le culot inouï de François Bayrou

Lors de son audition devant la commission d'enquête parlementaire sur la prévention des violences dans les établissements scolaires, le Premier ministre a affiché le peu de respect qu'il a pour les députés des autres partis, se désole ce journal allemand.

— Frankfurter Allgemeine Zeitung (Francfort)

Pendant plusieurs décennies, les élèves de l'école catholique privée Notre-Dame de Bétharram, située au pied des Pyrénées, ont été soumis à toutes sortes de brutalités, châtiments corporels et abus sexuels. Alertée par plusieurs victimes dès 1996, la justice n'a rien fait. Aujourd'hui, le scandale ébranle la confiance des Français dans leurs institutions, et notamment envers le Premier ministre, François Bayrou. Mercredi après-midi, durant cinq heures et demie, le centriste s'est expliqué devant une commission d'enquête parlementaire chargée de comprendre comment ces violences ont été tolérées si longtemps. Plus de 230 victimes ont déposé plainte.

**Un "complot".** Âgé de 73 ans, François Bayrou est lié de plusieurs manières à Bétharram. Trois de ses six enfants ont fréquenté cet établissement où son épouse a également dispensé des cours de catéchisme. En tant que député et président du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, puis en tant que ministre de l'Éducation entre 1993 et 1997, François Bayrou était en mesure d'enquêter sur ces soupçons et de rompre le "silence de Bétharram".

Devant la commission d'enquête, le Premier ministre a estimé que sa seule convocation à cette audition était le résultat d'un complot

politique ourdi par la gauche. "Il s'agissait de me coincer pour me forcer à démissionner", a-t-il déclaré, pointant du doigt le rapporteur LFI Paul Vannier. À plusieurs reprises, Bayrou lui a reproché sa "malhonnêteté" et ses "tentatives de diffamation".

Cette audition a été une démonstration éclatante des raisons qui empêchent tout travail constructif entre les différentes forces politiques en France. Bayrou a clairement montré le peu de respect qu'il



avait pour le travail des députés des autres partis – répondant à leurs questions de manière laconique ou invoquant de nombreux trous de mémoire. Visiblement irritée, la rapporteuse Violette Spillboute, du parti Renaissance, l'a interpellé : "Monsieur le Premier ministre, ce n'[était] pas ma question." "Oui, mais c'est ma réponse", a-t-il répliqué.

Comme les plus de 140 personnes auditionnées par la commission d'enquête parlementaire, François Bayrou n'était pas autorisé à prononcer des propos liminaires, mais il est passé outre l'interdiction. Avec le même culot, il a justifié sa décision de ne pas fournir les preuves présumées de son innocence en amont de l'audition, comme le veut l'usage, par son absence de confiance en la commission.

Le Premier ministre a nié en bloc toute incohérence dans ses déclarations. "Je n'ai pas menti", a-t-il assuré, préférant mettre en doute les témoignages sous serment d'un juge d'instruction et d'un gendarme qui l'accusent d'être intervenu, à l'époque, auprès du procureur général dans la procédure visant un prêtre de l'établissement.

Pas sûr que cette audition lui permette de redorer son blason auprès des électeurs. [En avril], seuls 17% des Français lui faisaient confiance. Les cadres du Parti socialiste, dont le soutien est indispensable à son gouvernement minoritaire, n'ont pas caché leur consternation.

"Je l'ai trouvé confus, imprécis, parfois même grossier et agressif à notre égard", a déclaré la présidente de la commission, Fatiha Keloua Hachi, à l'issue de l'audience. Le Premier ministre, lui, évoque un "moment libérateur".

— Michaela Wiegel,  
publié le 14 mai

## ÉCONOMIE

# Une société d'héritiers

Avec le retour à des inégalités sociales dignes du temps de Balzac en Europe, la France est en première ligne, selon un essai relevé par ce quotidien de gauche britannique.

— The Guardian, extraits (Londres)

Dans *L'Injustice en héritage*, un essai dont la presse française s'est fait l'écho, la chercheuse Mélanie Plouviez cite, à l'appui de son accablant réquisitoire, la société dépeinte par l'un des romanciers les plus chers aux Français. La puissance des fortunes issues de l'héritage et de la rente, dans la France de 2025, est semblable à celle aux fondements des injustices que dépeignait Honoré de Balzac dans ses chroniques de l'ambition et du désespoir [de *La Comédie humaine*]. Comme dans les années 1820, "qui peut aujourd'hui devenir propriétaire d'un logement à Paris grâce aux seuls revenus de son travail, sans aucune aide familiale ? écrit-elle. Avec la résurgence contemporaine de l'héritage, le fossé entre ce que permet le travail et ce que permet l'héritage fait également son retour."

Le problème n'est malheureusement pas une exception en Europe, et l'on pourrait faire le même constat dans les sociétés britannique, allemande ou italienne. L'économiste Thomas Piketty a décortiqué la façon dont, dans les démocraties occidentales, la forte hausse des marchés boursiers et de l'immobilier a porté les patrimoines, au détriment des revenus du travail. Depuis les années 1980, des réformes en faveur d'une fiscalité régressive permettent aux riches de conserver une part plus importante de leur argent et d'en transmettre davantage à leurs enfants. Dans les économies avancées, le montant des héritages transmis

chaque année représente un pourcentage du PIB qui a doublé depuis le milieu du xx<sup>e</sup> siècle.

La méfiance des citoyens pour le politique s'explique en partie par l'émergence d'une société à deux vitesses, qui n'a guère de perspectives à offrir aux jeunes sans patrimoine et qui vient saper les fondements du contrat social. La France est en la matière en première ligne. Mercredi 14 mai, lors d'une interview fleuve en prime time à la télévision, Emmanuel Macron s'est vu accusé d'être devenu un "président des rentiers".

**Sacrifice collectif.** Et alors que le chef de l'État français refuse d'envisager davantage de redistribution, son Premier ministre, le très impopulaire François Bayrou, se cherche des soutiens pour faire voter un budget d'austérité qui prévoit 40 milliards de baisses de dépenses. Un plan qui, a-t-il bien entendu précisé, "demanderà des efforts à tout le monde". En Allemagne, le nouveau chancelier Friedrich Merz entonne lui aussi un refrain prônant le sacrifice collectif. Les Allemands, a-t-il estimé cette semaine, doivent "travailler plus, et surtout plus efficacement" afin de remettre sur les rails une économie en berne.

Comme d'autres avant lui, le livre de Mélanie Plouviez vient montrer pourquoi, aux oreilles de tant de citoyens, ces appels à la solidarité et au labeur sont inaudibles. Tandis que les partis populistes surfent sur le mécontentement, les gouvernements en place reprennent éhontément leur rhétorique sur l'immigration, quand ce n'est pas leurs propositions. Mais s'interroger sur cette fracture qui s'autoentretient et sur la façon dont elle érode le lien social et sape l'intérêt général reste un tabou.

Au moment où Balzac rédigeait les derniers volumes de sa *Comédie humaine*, dans les années 1840, le futur Premier ministre britannique, Benjamin Disraeli, publiait *Sybil*, un roman à thèse dénonçant les inégalités profondes de l'Angleterre victorienne. Deux siècles plus tard, les dirigeants de l'Europe d'aujourd'hui seraient bien avisés, avant qu'il ne soit trop tard, d'aller puiser quelques-uns de ses enseignements.—

Publié le 15 mai

← Dessin de Ale+Ale,  
Italie.

de quelques minutes des soldats ukrainiens à découvert ou leurs positions sur la rive droite, ils prennent pour cible tout ce qui est vivant à leur portée, principalement des civils. Personne n'est à l'abri. Les drones lancent de petits missiles depuis le ciel et les drones kamikazes poursuivent ceux qui tentent de s'enfuir. Tout ce qui bouge est visé : les automobilistes, les gens qui font leurs courses, les passagers des bus, les fumeurs au balcon de leur appartement et même les invités aux funérailles venus dire un dernier adieu à des proches assassinés.

*“Cela m'est arrivé à 10 kilomètres de la ville, dans un village où j'ai un magasin d'alimentation, alors que j'apportais des provisions aux habitants avec mon frère. Plus personne n'y va parce que c'est devenu trop dangereux, mais nous ne voulions pas que les gens restent sans rien, me confie Tanya Zaykina, commerçante à Kherson. Lors de notre dernier voyage, un drone*

**“Où que tu ailles, à pied ou en voiture, il faut faire vite. Chaque minute à l'extérieur est un risque.”**

**Denys Soukhanov,**  
GUIDE LOCAL

*nous a percutés au niveau du siège du passager. J'ai été touchée de plein fouet et j'ai perdu connaissance.”*

À son réveil à l'hôpital, Tanya a appris que les médecins devaient l'amputer d'une jambe. Nous nous trouvons à l'hôpital Vodnikov, dans le centre-ville, qui, comme la gare de Kherson, est régulièrement bombardé. Pour éviter que les patients ne soient blessés par les éclats de roquettes, la plupart des fenêtres sont recouvertes de contreplaqué, si bien que chaque pièce est plongée dans l'obscurité, même pendant la journée.

Tanya ne veut pas sombrer dans la morosité, comme elle le dit, ses pensées sont tournées vers l'avenir. “Quand je pourrai sortir d'ici, je veux aller dans une clinique spécialisée à Lviv où l'on fabrique des prothèses. Les meilleures coûtent très cher, il faudra donc que je trouve un moyen de payer la mienne, car l'argent, je ne l'ai pas. Mais au moins, réfléchir à comment me débrouiller m'occupe l'esprit.” Je lui demande ce qu'elle fera une fois qu'elle aura sa prothèse. “Je

*retournerai à Kherson et continuerai à porter de quoi manger aux gens. Ce ne sont pas les Russes qui me chasseront d'ici.”*

Outre les habitants, les services d'urgence sont eux aussi souvent pris pour cible : les ambulanciers et secouristes qui viennent en aide aux blessés, les agents des services municipaux chargés de gérer sur le terrain les conséquences des attaques de drones, et la police qui évacue les personnes se trouvant dans les zones à risque. Comme me l'explique Oleksandre Prokoudine, chef de l'administration militaire de Kherson, “les occupants appellent cela un ‘safari’ : ils tuent ou blessent des civils et filment leurs crimes de guerre pour les montrer ensuite”.

Les habitants s'accordent à dire que l'objectif est d'effrayer la population par des attaques fréquentes afin que le plus grand nombre quitte Kherson. Une ville morte permettrait aux Russes de la reconquérir plus facilement. Ce plan n'est toutefois qu'une réussite partielle. Plusieurs dizaines de milliers d'habitants sont toujours là. La plupart d'entre eux sont des personnes âgées qui ne veulent pas abandonner le peu qu'ils possèdent ou qui n'ont nulle part où aller, mais il reste aussi des familles avec des enfants ; 5500 mineurs vivent à Kherson et suivent des cours en ligne, les écoles étant fermées. Tous ont dû s'adapter pour survivre.

*“Avant, j'avais l'habitude d'aller au travail à pied, mais ce n'est plus possible. Je guette le bus et quand il arrive, je cours jusqu'à l'arrêt, je monte, puis je descends et file au travail. Pareil quand je rentre chez moi.*



Situation au 19 mai 2025

Zones aux mains des Russes ou des séparatistes prorusses

*“Sinon, je ne sors plus que pour faire des courses. Fini les promenades, le café en terrasse. Je ne fais plus que marcher le plus vite possible en empruntant toujours le même chemin, les yeux levés vers le ciel et tendant l'oreille pour capter le vrombissement des drones”, regrette la docteure Olena Oliynyk dans son cabinet de l'hôpital régional.*

Pour elle, quitter Kherson est hors de question. Même après qu'un drone a explosé à un mètre d'elle l'automne dernier. “*Je l'ai repéré au dernier moment, c'est ce qui m'a sauvée. Il a lâché la bombe et j'ai juste eu le temps de me plaquer contre le mur. J'ai été blessée à une jambe, mais heureusement les os n'ont pas été touchés. Le médecin qui m'a soignée n'a pas eu autant de chance. Lui a été tué un mois plus tard*”, raconte Olena, dont la fille et les petits-enfants ont déménagé à Kiev. “*C'est mieux pour eux, ajoute-t-elle. Mais moi, je resterai. Avec cette guerre, tout est devenu noir ou blanc, et j'ai décidé de me ranger du côté blanc. Je suis le dernier médecin à faire des échographies à Kherson. Il y a beaucoup de malades et de blessés qui ont besoin de moi, je ne peux pas partir.*”

Les drones qui menacent les habitants de Kherson ne sont pas de grande taille et ne parcourent pas d'aussi grandes distances que les célèbres Shahed qui tournent dans toute l'Ukraine et causent d'importants dégâts, même à Kiev située à plusieurs centaines de kilomètres de la ligne de front. Les Russes utilisent à Kherson des drones de type FPV [first-person view, “à

**Tout ce qui bouge est visé : les gens qui font leurs courses, les passagers des bus, les fumeurs au balcon...**

pilotage en immersion”], petits et peu coûteux à produire. Ils sont généralement envoyés sur la ville en petits essaims, et avant que leur batterie ne s'épuise, ils peuvent rester en l'air pendant quelques dizaines de minutes. S'ils ne trouvent pas de cible, leurs pilotes les font se poser sur le toit d'une maison, où ils attendent jusqu'à ce qu'un signe de vie se manifeste à proximité.

Et alors ils frappent. Les soldats ukrainiens marchent jour et nuit par groupes de quatre le long du cours d'eau et s'efforcent d'en abattre le plus grand nombre. “Résister à la terreur des drones est un combat technologique permanent. Avec nos forces armées, nous travaillons pour améliorer le système de défense de la région. Rien que la semaine dernière, l'ennemi a tenté d'attaquer la zone à 2100 reprises et nos unités de défense ont touché 82 % de leurs drones, soit plus de 1 700”, précise Oleksandre Prokoudine.

**Espions ou tueurs.** Denys m'a accueilli chez lui pour la nuit. Sa petite maison se trouve en banlieue, à quelques centaines de mètres de là où se trouvent les positions d'artillerie de l'armée ukrainienne. Les soldats ne chôment pas ; au bout d'un moment j'arrête d'ailleurs de compter les tirs. En entrant dans le jardin depuis la rue, j'ai l'impression de me trouver au paradis. Dans un espace relativement restreint, pêchers, abricotiers, cerisiers et noyers offrent un havre de paix bienvenu, tandis que la vigne grimpe sur la pergola. Denys allume le barbecue et me tend un verre de vin rouge fait maison.

Alors que nous discutons à bâtons rompus, Denys me fait un signe de la tête en direction du ciel. Au-dessus de nous, quelque chose qui ressemble à un oiseau de taille moyenne tourne en rond, mais sa couleur blanche lui permet de mieux se fondre dans le ciel. Sans Denys, je ne l'aurais même pas remarqué. “*Un drone espion.*” Denys m'explique qu'avant d'envoyer les drones

tueurs, les Russes explorent d'abord le terrain pour repérer les cibles potentielles.

Nous nous cachons sous l'auvent de la maison, puis reprenons la préparation du repas une fois l'engin disparu. Le père de Denys, qui habite à deux pas de là, nous apporte une salade de betteraves pour accompagner la viande et la conversation repart sur les drones. “*Les espions ne changent pas beaucoup de direction, ils se tiennent en hauteur et observent, tandis que les kamikazes, c'est comme s'ils sautaient d'un endroit à l'autre, et chaque drone a un son légèrement différent*”, précise Denys.

Le seul que les drones ne semblent pas émouvoir plus que ça est Rudi, le saint-bernard de Denys. Pour dormir, mon hôte m'installe dans le salon, avec un drapeau ukrainien au-dessus du lit, signé par Valeri Zaloujny, le légendaire général qui a défendu l'Ukraine contre l'invasion totale en 2022, et une carte de l'Ukraine avec la Crimée. Si les soldats russes étaient tombés dessus quand ils occupaient Kherson, Denys aurait pu être fusillé sur-le-champ.

Le lendemain matin, après que Denys a consulté les canaux Telegram, les drones nous empêchent de sortir la voiture du garage pendant quelques heures. Tant pis pour mes rendez-vous. Bien que Vladimir Poutine ait ordonné un cessez-le-feu pour le dimanche de Pâques, à Kherson, les Russes continuent de tirer et de lancer des drones, 130 fois au total. À plusieurs endroits, je vois une épaisse fumée s'élever des sites des explosions.

Peu avant midi, l'horizon se dégage un instant et nous pouvons enfin partir. Cette fois, nous empruntons un autre itinéraire, passant devant trois maisons en ruine. “*C'est arrivé il y a un mois*”, me dit Denys sans détourner son regard de la route. Il ajoute qu'il s'agissait d'une bombe KAB à guidage laser, conçue pour viser des cibles terrestres fixes de petite taille, telles que des bunkers en béton armé, des pistes d'atterrissage, des ponts ferroviaires et autoroutiers ou des installations militaro-industrielles.

À Kherson, les Russes les utilisent pour détruire les maisons. Et tuer des civils.

—Ondrej Kundra,  
publié le 29 avril

## ROUMANIE

## Un vote contre l'“orbanisation de l'Europe”

La victoire à la présidentielle de Nicusor Dan, maire centriste de Bucarest, est une bonne nouvelle pour l'Europe. La Roumanie, pilier de l'Otan, ne rejoint pas le club des démocraties illibérales.



—Die Zeit, extraits (Hambourg)

**L**es Roumains n'ont pas élu président l'extrémiste de droite George Simion. C'est une bonne nouvelle pour la Roumanie, et pour l'Europe aussi. Au cours des deux dernières semaines, il avait fallu se faire à l'idée que l'extrême droite risquait de se retrouver à la tête du [huitième] plus grand État membre de l'Union européenne. Une éventualité qui paraissait tout à fait vraisemblable.

Car Simion avait remporté le premier tour avec 41 % des voix. Nicusor Dan, le maire de la capitale Bucarest, était arrivé en deuxième position avec 21 %. Durant ces deux semaines, Dan a non seulement réussi à rattraper ce retard, mais il a même dépassé Simion avec 54 % des votes. Comment expliquer une telle évolution ?

En matière d'orientation pour le pays, le choix entre Simion et Dan était décisif. Avec Simion à la présidence, la Roumanie se serait détachée de son ancrage européen. Ce qui ne veut pas dire qu'elle aurait quitté l'UE, mais qu'elle se serait “orbanisée”, et donc que le système politique aurait dégénéré en une démocratie illibérale sur le modèle de la Hongrie. Le Premier ministre magyar, Viktor Orban, est en effet parvenu à installer un régime autoritaire au sein de l'Union européenne.

Simion s'est fixé le même objectif. C'est ce que redoutait une majorité de Roumaines et de Roumains. C'est pourquoi ils sont plus nombreux à s'être rendus aux urnes qu'au premier tour. Avec près de 65 %, la participation a été supérieure de plus de dix points. Cette mobilisation a profité à Dan, le candidat libéral et pro-européen.

### En matière d'orientation pour le pays, le choix entre Simion et Dan était décisif.

Les Roumains ont ainsi pris une décision favorable à l'Europe, qui a également des répercussions dans le domaine de la sécurité. La Roumanie partage une frontière de près de 600 kilomètres avec l'Ukraine. Elle ressent clairement les conséquences de la guerre d'agression russe. Bien que la Roumanie soit membre de l'Otan, depuis le début de l'invasion russe du pays voisin, le pays est en proie à un sentiment croissant d'insécurité.

Ce dernier a été encore renforcé par l'élection de Donald Trump, qui laisse planer le doute quant à sa fidélité vis-à-vis de l'Alliance. Pendant la campagne électorale, il avait déclaré, à l'adresse des membres européens de l'Otan : “S'ils ne paient pas, alors les Russes peuvent faire d'eux ce qu'ils veulent. Je ne les défendrai pas !”

✓ Célébration de la victoire de Nicusor Dan à Bucarest, en Roumanie, le 18 mai 2025. Photo Vadim Ghirda/AP/Sipa

Des propos de ce genre choquent profondément les Roumains. Parce que la Russie est proche. Et la guerre aussi. En élisant Dan, les Roumains ont choisi la “maison européenne”, parce qu'ils estiment qu'elle les protégera. Ils n'ont manifestement pas tenu à donner leurs voix à un candidat qui a affirmé que “la Russie n'est pas un danger”. Ils n'ont pas voulu de lui comme président parce qu'ils pensent précisément le contraire : la Russie est un danger pour nous. Ils savent que le président roumain dispose de pouvoirs importants dans les domaines de la sécurité et de la politique étrangère. Une présidence de Simion était vue comme un facteur de risque.

**Antisystème.** Depuis toujours, la Roumanie a entretenu des relations très distantes avec la Russie. Par conséquent, même si Simion a été battu, on ne peut que se poser la question : comment un homme comme lui, qui courtise Moscou, a-t-il pu s'assurer 45 % des voix dans un pays qui se méfie autant de la Russie et est si hostile à son égard ?

L'an dernier, lors des législatives, les trois partis d'extrême droite, l'AUR (la formation de Simion), SOS Romania et [le Parti de la jeunesse] POT ont récolté plus de 30 % des votes. Simion pouvait donc déjà compter sur un soutien considérable de cette partie de l'électorat. Mais il a aussi séduit des électeurs bien au-delà de son camp. Des électeurs qui souhaitaient exprimer leur mécontentement vis-à-vis du système.

Il y a certes beaucoup de bonnes raisons d'être en colère contre les élites du pays. Depuis la chute de la dictature communiste, les deux partis traditionnels – les sociaux-démocrates et les nationaux-libéraux – ont colonisé l'État, lequel ploie sous le poids des intérêts personnels de ces formations. Il est miné par leur cupidité, affaibli par leur quête du pouvoir. Dans ce système tant décrié, l'État joue le rôle de corne d'abondance.

Simion a su se présenter comme le candidat antisystème. Malheureusement pour lui, Nicusor Dan est lui aussi antisystème – et visiblement plus convaincant pour beaucoup de Roumaines et de Roumains. En tant que maire de Bucarest, Dan s'est battu avec courage contre l'avidité des requins de l'immobilier. Partout où il l'a pu, il a lutté contre la corruption. Simion, lui, n'a eu que des slogans radicaux à offrir – et cela n'a pas suffi, loin de là. En votant pour Dan, la Roumanie se voit donner la chance de briser le système et de consolider ainsi sa démocratie. Ce qui est plus que nécessaire. Car la défaite de Simion ne constitue qu'une étape dans le long combat entre les autoritaristes et les libéraux. Dès demain, il va continuer. Et le président fraîchement élu Nicusor Dan le sait.

—Ulrich Ladurner,  
publié le 19 mai

## POLOGNE

## “Carton jaune” pour Donald Tusk

La stupeur domine dans la presse polonaise après le premier tour de la présidentielle. Le libéral Rafal Trzaskowski l'emporte de peu face au candidat nationaliste. L'extrême droite est à plus de 21 % des voix.

**L**e rêve du 15 octobre a pris fin”, souligne le média en ligne de gauche OKO.press à l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, qui s'est tenu le 18 mai. Le média fait référence aux élections législatives du 15 octobre 2023, où avait triomphé une coalition alliant le centre droit et la gauche, chassant de manière inattendue les nationaux-conservateurs de Droit et Justice (PiS). Le “miracle” au sein du camp libéral ne s'est pas vraiment reproduit. Le maire de Varsovie, Rafal Trzaskowski, l'a certes emporté au premier tour, mais seulement “d'un cheveu”, comme l'annonce en une le quotidien libéral Gazeta Wyborcza, le lundi 19 mai au matin.

Ce quinquagénaire libéral totalise 31,36 % des voix, quand son adversaire, l'historien Karol Nawrocki, soutenu par le PiS, le talonne avec 29,54 %. L'extrême droite, elle, totalise plus de 21 % des voix, avec la formation nationaliste et libertarienne Konfederacja, qui se classe troisième avec 14,8 % et les 6,34 % obtenus par Grzegorz Braun, un antisémite notoire, qui a fait sécession de Konfederacja pour ce scrutin. La participation (67,31 %) a battu des records.

Dans la presse polonaise de tendance libérale-centriste, c'est l'onde de choc. Le rédacteur en chef du quotidien conservateur Rzeczpospolita évoque un “succès retentissant pour l'extrême droite et un signal d'alarme pour la démocratie polonaise”. “Nous tenions tous pour acquis que la scène politique polonaise s'était déplacée vers la droite, mais je [...] ne m'attendais pas à ce que ce soit si radical”, écrit un autre journaliste de Rzeczpospolita, qui souligne que Karol Nawrocki sort d'ores et déjà gagnant, puisque “les votes exprimés en faveur des candidats conventionnellement qualifiés de libéraux dépassent à peine les 40 %”.

Szymon Holownia, président du Parlement polonais, l'a d'ailleurs reconnu dimanche soir, affirmant : “C'est un carton jaune pour nous”, rapporte le site d'information en ligne Interia. Toute la question est désormais de savoir où iront les reports des voix au second tour, prévu pour le 1<sup>er</sup> juin.

—Courrier international

# Nous sommes toujours là !

Depuis sa création en 2015, SOS MEDITERRANEE a secouru plus de 42 000 personnes en Méditerranée centrale à bord de l'Aquarius et de l'Ocean Viking. Le projet est porté, à terre, par une formidable mobilisation qui est l'ADN de notre association et nous permet, aujourd'hui, d'être toujours là.

Depuis 10 ans, nous entendons les témoignages des personnes rescapées sur les détentions arbitraires, les extorsions, les tortures, les viols, les travaux forcés dont elles ont été victimes sur les chemins de l'exil, dans les centres de détention en Libye et, dans une moindre mesure, en Tunisie.

Depuis 10 ans, nous ne cessons d'interpeller l'Union européenne et chacun des États qui la composent pour qu'ils mettent en place une flotte de sauvetage adéquate, dans le respect des conventions maritimes et du droit international ; pour qu'ils cessent de financer et d'équiper les garde-côtes libyens ; pour qu'ils respectent leur devoir de protection envers les personnes dont la vie est en danger. À ce jour, nos appels sont restés sans réponse.

**Depuis 10 ans, plus de 31 700 personnes ont disparu en mer, faute de moyens de secours suffisants. Nous refusons d'être des spectatrices et spectateurs indifférent·es face à ce drame en Méditerranée.**

Aujourd'hui, face au contexte international prônant le repli sur soi et aux entraves répétées visant les navires humanitaires, nous considérons **toujours**, que porter secours aux personnes en danger de mort, de manière inconditionnelle et sans aucune discrimination, est un impératif moral et légal.

Nous considérons **toujours** qu'il est urgent de tendre la main à celles et ceux qui se noient sous nos yeux, aux portes de l'Europe, et restons déterminé.es.

**Dix ans après la création de notre association, nous sommes toujours là !**

**Toujours là** pour secourir les personnes en détresse en mer et refuser qu'on les renvoie vers l'enfer qu'elles cherchent désespérément à fuir ;

**Toujours là** pour traduire en actes les valeurs universelles d'humanité, de non-discrimination et de solidarité, dans le respect de la dignité humaine ;

**Toujours là** pour refuser que la solidarité soit transformée en délit, noyant notre honneur aussi sûrement que les naufragé·es.

**Face à l'inacceptable, nous sommes toujours là.**

Vous aussi ? Signez sur :  
[www.sosmediterranee.fr](http://www.sosmediterranee.fr)



Premiers signataires :

Jean-Claude Acquaviva, chanteur - Jeanne Added, musicienne - Anne Alvaro, comédienne - Marc Ambrogiani, directeur de festival - Nathalie Appéré, maire de Rennes - présidente de Rennes Métropole - Paolo Artini, représentant du UNHCR en France et à Monaco - Agnès b., styliste et mécène - Bertrand Badie, professeur émérite des Universités à Sciences Po Paris - Muriel Barbery, écrivaine - Alexia Barrier, navigatrice - Jeanne Barseghian, maire de Strasbourg - Nejma Brahim, journaliste - Ian Brossat, sénateur de Paris - BRUSK, street-artiste - Claude Calame, directeur d'études à l'EHESS - Cali, chanteur - Léos Carax, réalisateur - Barbara Cassin, philosophe et académicienne - Loïg Chesnais-Girard, président de la Région Bretagne - Alain Damasio, écrivain - Marie Darrieussecq, écrivaine - Sonia Dayan-Herzbrun, professeure émérite à l'Université Paris Cité - Maylis de Kerangal, écrivaine - Anne Decis, comédienne - Jean-Baptiste Del Amo, écrivain - Carole Delga, présidente de la Région Occitanie/Midi-Pyrénées - Ananda Devi, écrivaine - Waly Dia, humoriste - Grégory Doucet, maire de Lyon - Dub Inc., musiciens - Camille Etienne, auteure et activiste - Elsa Faucillon, députée des Hauts-de-Seine - Gaël Faye, écrivain, musicien - Bernard Foccroulle, musicien - Eric Fottorino, écrivain et journaliste - Feu Chatterton !, musiciens - François Gabart, navigateur - Laurent Gaudé, écrivain - Guillaume Gouix, comédien - Philippe Grosvalet, sénateur de Loire-Atlantique - Robert Guédiguian, réalisateur - Anne Hidalgo, maire de Paris - Roland Jourdain, navigateur - Mehdi Kerkouche, directeur du CCN de Créteil et du Val-de-Marne | EMKA - Aïcha Koraïchi, présidente d'Action Contre la Faim - France - Jean-Marie Laclavetine, écrivain, éditeur - Bernard Lavilliers, musicien - Côme Levin, acteur, réalisateur - Marc Lévy, écrivain - Emily Loizeau, musicienne - Boris Lojkine, réalisateur - Awa Ly, chanteuse - Aïssa Maiga, actrice et réalisatrice - Carole Martinez, écrivaine - Anna Mouglalis, comédienne - Sandra Nkaké, chanteuse - Emmanuel Noblet, metteur en scène et comédien - Les Ogres de Barback, musiciens - Erik Orsenna, écrivain et académicien - Jimmy Pahun, député du Morbihan - Benoît Payan, maire de Marseille - Daniel Pennac, écrivain - Ernest Pignon-Ernest, artiste - Thomas Piketty, économiste - Eric Piolle, maire de Grenoble - Johanna Rolland, maire de Nantes - Francois Sarano, plongeur océanologue - Lilian Thuram, président de la Fondation Education contre le racisme, pour l'égalité - Marc Van Peteghem, architecte naval - Charline Vanhoenacker, chroniqueuse et productrice radio - Florent Vintrigner / La Rue Kétanou, musicien - Mélanie Vogel, sénatrice - Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche CNRS.

**SOS  
MEDITERRANEE**  
**#10ansToujoursLà**



asie

# Pacifique. Sur les îles, Starlink sème la zizanie

Jusqu'ici, des câbles sous-marins coûteux reliaient les États îliens du Pacifique à Internet. Puis Starlink, le réseau satellitaire d'Elon Musk, est arrivé, et a cassé les prix...

—Nikkei Asia, extraits  
(Tokyo)

**A** lors que les satellites Starlink d'Elon Musk redessinent les enjeux géopolitiques, Niue, un minuscule pays insulaire du Pacifique, a envoyé un signal fort à ses quelque 2 000 habitants et au milliardaire d'origine sud-africaine. Utiliser un des satellites de l'entreprise américaine pour accéder à Internet y est illégal. Les contrevenants risquent une peine allant jusqu'à trois mois de détention dans une des huit cellules de l'île.

Le réseau de Starlink compte désormais trois fois plus d'engins qu'il n'y a d'habitants sur cet atoll corallien situé à 2 500 kilomètres au nord-est de la Nouvelle-Zélande. En dépit de l'interdiction, les citoyens se connectent régulièrement aux satellites mis en orbite il y a six ans.

Starlink n'est pas le bienvenu à Niue, comme dans nombre d'îles voisines. À Niue, des sanctions peuvent s'appliquer : jusqu'à 200 dollars [175 euros] d'amende, voire de la prison, en vertu de la loi sur les télécommunications, introduite bien avant le lancement de Starlink. Aucune peine n'a encore été appliquée. Le texte est toujours en vigueur, mais le gouvernement adopte une posture pragmatique.

Glen Jackson, producteur et musicien travaillant dans l'événementiel, explique qu'une part de son activité consiste à diffuser des enterrements, de façon que les Niuéens, expatriés notamment

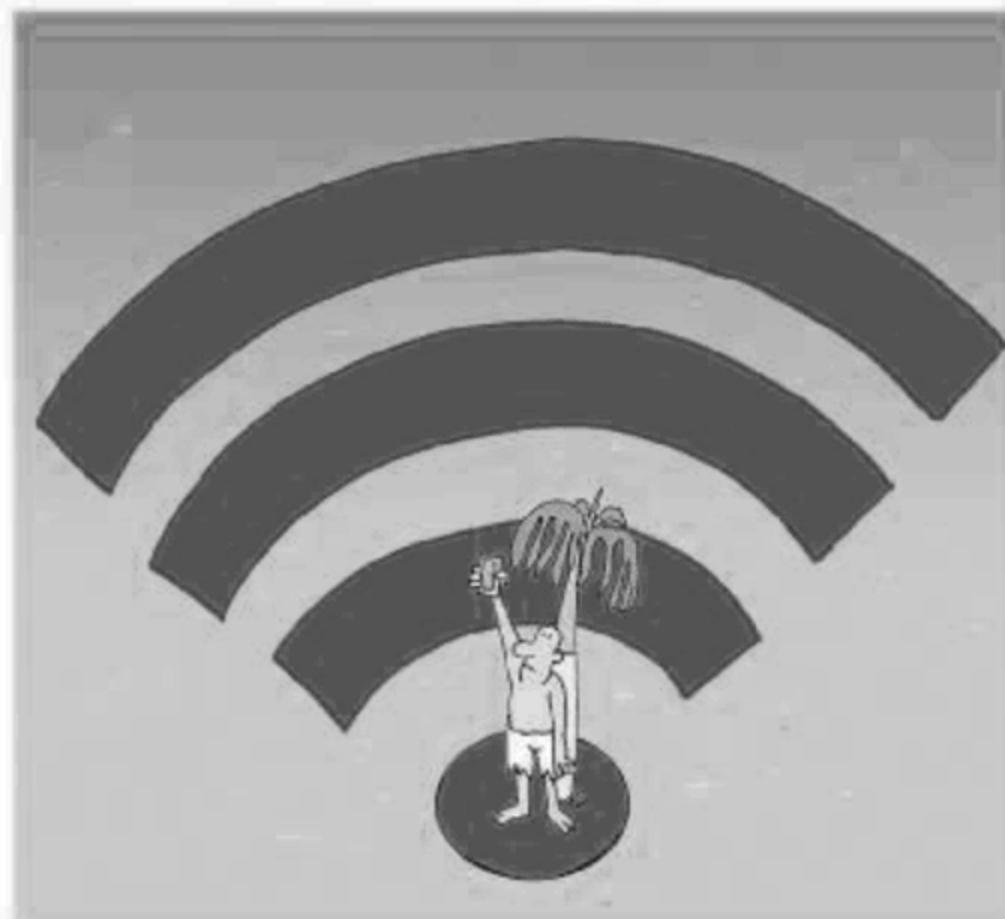
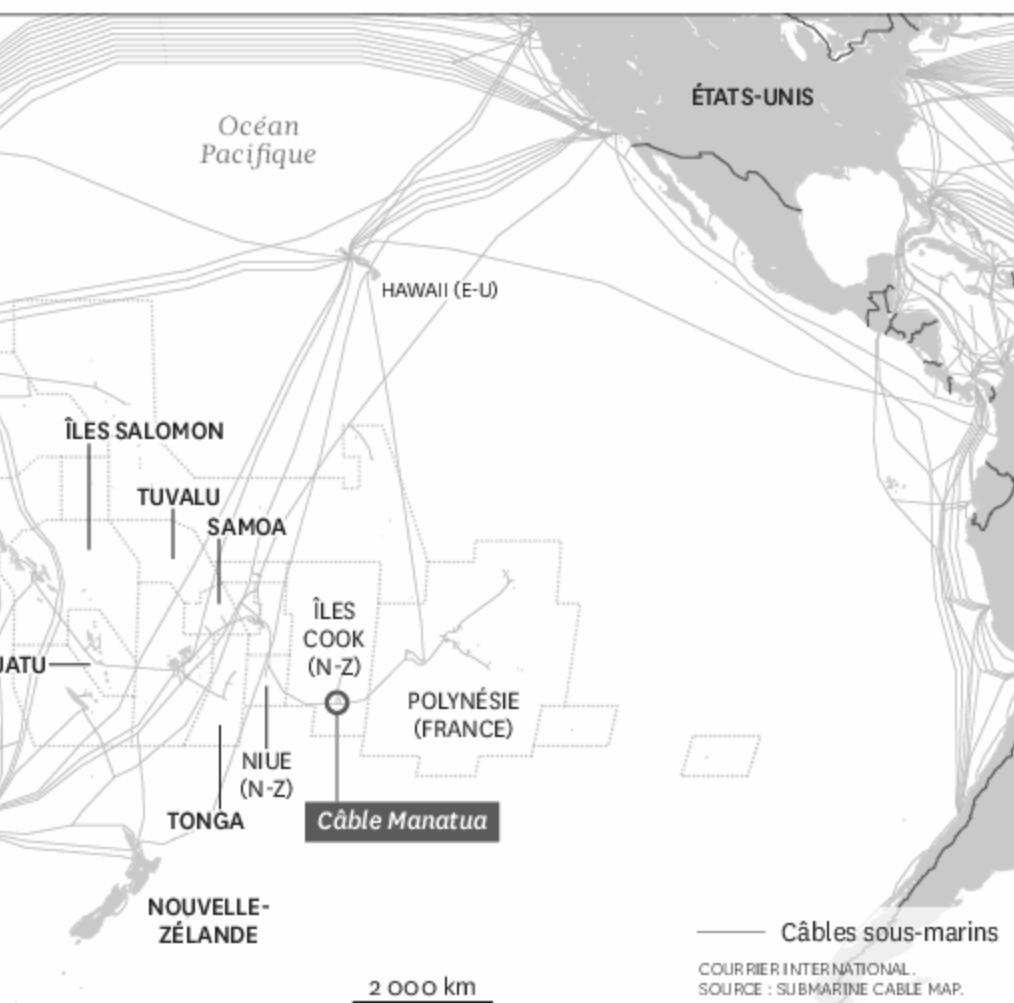
en Nouvelle-Zélande, puissent y assister à distance. Le débit 4G assuré par le fournisseur local Telecom Niue "n'était simplement pas assez rapide".

À l'image de Niue, les États du Pacifique développent des réseaux de câbles de télécommunications pour améliorer leur connectivité Internet. Un besoin essentiel pour le quotidien et le travail des insulaires, épargnés sur des territoires reculés. Dans ce contexte, les services de Starlink peuvent soit s'avérer complémentaires, soit couper l'herbe sous le pied des États en matière d'investissements. L'attitude des institutions envers l'entreprise d'Elon Musk est donc dictée par ces enjeux.

Cynthia Mehboob, chercheuse à l'Université nationale d'Australie, fait observer que le déploiement des services de Starlink ne va pas sans risques : "En matière de technologie de l'information, les géants du numérique accumulent toujours plus de pouvoir." Les risques pour la sécurité des données, y compris personnelles, "sont désormais au cœur des interrogations avec un homme comme Musk, aussi capricieux que proche du président Trump".

Niue n'est pas la seule nation du Pacifique à mettre ses citoyens en garde contre l'entreprise américaine. Le gouvernement du Vanuatu a déjà menacé de saisir tout terminal Starlink à

ses frontières, et les Tonga ont ordonné au mastodonte de cesser toute activité sur leur territoire. Le Samoa a même dénoncé "les risques que Starlink [faisait] courir au public, à la sécurité nationale et à l'intégrité des infrastructures de télécommunications samoanes". Pourtant, ces derniers mois, plusieurs marchés se sont ouverts dans le Pacifique : le Vanuatu, le Samoa et les Tonga ont autorisé Starlink à fournir des services localisés. Après négociations, les îles Salomon ont validé son installation. En décembre, Nauru a inauguré une centrale de connexion haut débit, et, en janvier, les Tuvalu sont officiellement devenues le 120<sup>e</sup> marché décroché par l'entreprise.



✓ Dessin de Martirena,  
Cuba.

Le déploiement de la connexion rapide et sûre de Starlink ravit de nombreux habitants de ces territoires les plus isolés de la planète. Le fournisseur américain tire les prix vers le bas et assure des communications vitales en cas de catastrophes naturelles. Au Vanuatu, Ed McGuire, spécialisé dans les nouvelles technologies, dit être "très occupé" par l'installation de connexions Starlink depuis le tremblement de terre qui a secoué l'île en décembre 2024.

**Marché perturbé.** Mais l'arrivée du géant force ses concurrents à remettre en question leur stratégie commerciale, surtout en ce qui concerne le prix que coûtent l'accès et la maintenance des câbles de fibre optique sous-marins.

À Niue, si Starlink demeure illégal sur le papier, les responsables politiques de l'île ont entamé des discussions avec l'entreprise "avec toute la prudence qui s'impose", admet Crossley Tatui, le ministre des Finances et des Infrastructures. Les dirigeants réfléchissent notamment à leur projet d'investissement de 1,3 million de dollars [1,1 million d'euros] prévu pour améliorer leur réseau de fibre optique qui relie l'île à Samoa, aux îles Cook et à la Polynésie française grâce au câble sous-marin Manatua. "À partir de maintenant, nous devons peser le pour et le contre avant de prendre toute décision", prévient Crossley Tatui, notant que personne n'a été sanctionné pour avoir utilisé Starlink grâce à la "flexibilité" du gouvernement. "Nous sommes parfaitement conscients de la vitesse et de l'efficacité avec lesquelles les réseaux de télécommunications se développent."

En termes d'échelle, Niue et Starlink sont aux antipodes : SpaceX, l'entreprise qui gère le réseau Starlink, pilote une flotte toujours plus nombreuse de satellites en orbite terrestre basse et, à ses dires, il fournirait Internet à plus de 5 millions de clients dans le monde.

Telecom Niue en revanche, principal fournisseur de l'île, gère neuf antennes 4G et emploie 32 employés à temps plein. Pour son PDG, Anurag Tandon, l'arrivée de Starlink créerait une concurrence déloyale au sein de ce marché réduit et mettrait, à terme, l'existence de son entreprise en péril. "La conséquence à

## CHINE-RUSSIE

moyen et à long terme, c'est de ne plus pouvoir couvrir nos dépenses."

Dans l'ouest du Pacifique, les Palaos n'ont pas encore autorisé Starlink. Le président, Surangel Whipps Jr., a expliqué que son pays s'est endetté à hauteur de plusieurs millions de dollars auprès du Japon, de l'Australie et de la Banque asiatique de développement pour financer les câbles sous-marins, d'où ses atermoiements. "Nous avons une dette colossale à rembourser, et laisser Starlink s'installer sans supervision, c'est amoindrir les revenus censés couvrir le coût de l'installation des câbles", déroule le président. Certes, Starlink peut être une solution pour certaines îles, mais "les Palaos ne sont pas encore prêts".

**Starlink n'est pas le bienvenu à Niue, comme dans nombre d'îles voisines.**

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'un des marchés les plus importants de tout le Pacifique, l'avenir de Starlink est entre les mains des juges. En janvier 2024, les instances de régulation du pays avaient donné le feu vert au fournisseur américain, mais la décision a été contestée par la Commission de médiation nationale, d'où un examen judiciaire approfondi encore en cours.

Pour Ivan Fong, le dirigeant d'Amalgamated Telecom Holdings (ATH), si l'arrivée du géant américain peut générer des contrats, son introduction perturbe le marché. Ainsi de Vodafone Cook Islands, dirigé par ATH. Ses revenus ont été amputés de 12 %, d'après son bilan annuel de 2024. Ce qui fait monter la pression sur Avaroa Cable, l'entreprise publique, pour qu'elle revoie ses tarifs à la baisse. Avaroa Cable gère la connexion des îles Cook au câble Manatua. Ivan Fong reconnaît que, avec Starlink, son entreprise pourrait bénéficier de tarifs négociés, moins élevés. "Nous savons pertinemment que Starlink propose des prix plus attrayants", reconnaît-il, tout en soulignant l'importance de garder les bonnes grâces du gouvernement des îles Cook. "Nous sommes face à un dilemme."

**—Shaun Turton et Rurika Imahashi,**  
publié le 14 avril

# L'"énergie positive" des relations sino-russes sur le monde

**Xi Jinping a récemment rencontré Vladimir Poutine à Moscou. L'occasion pour ce journal nationaliste de célébrer le "véritable multilatéralisme" que portent aujourd'hui la Chine et la Russie.**



CARTOON MOVEMENT

—Huanqiu Shibao  
(Global Times) (Pékin)

**D**epuis l'entrée de la Chine dans sa "nouvelle ère" [un concept idéologique promu par le président chinois Xi Jinping depuis 2017], la diplomatie menée au niveau des chefs d'État a contribué au bon fonctionnement des relations entre Moscou et Pékin, qu'elle n'a cessé de pousser vers le haut en mettant en exergue leur importance croissante à notre époque actuelle.

Cette année, nous célébrons à la fois le 80<sup>e</sup> anniversaire de la victoire du peuple chinois dans sa guerre de résistance contre le Japon [ou seconde guerre sino-japonaise, entre 1937 et 1945], de celle de l'Union soviétique dans sa Grande Guerre patriotique [comme on appelle en Russie le conflit contre l'Allemagne nazie] et celle du reste du monde dans son combat contre le fascisme, ainsi que le 80<sup>e</sup> anniversaire de la fondation des Nations unies.

En faisant coïncider sa visite [à Moscou] avec ces moments



ÉDITO

historiques, le président Xi Jinping donne une dimension nouvelle au partenariat stratégique global sino-russe de la "nouvelle ère"; c'est aussi une manière d'assumer la responsabilité, qui est actuellement la sienne, de la défense de l'équité et de la justice internationale et de promouvoir l'édification d'une communauté de destin pour l'humanité. À l'heure où s'accélèrent les changements majeurs et se multiplient les troubles à l'échelle internationale, la Chine et la Russie apportent de la certitude et de l'énergie positive dans notre monde en pleine turbulence, grâce à leur capacité à se concentrer stratégiquement et à assumer leurs responsabilités historiques.

Comme l'a souligné le président Xi Jinping, les relations sino-russes sont la manifestation d'une longue amitié entre voisins et d'une coopération gagnant-gagnant. Si ces dix dernières années ont été marquées par de forts soubresauts et des bouleversements de la conjoncture internationale,

↳ Dessin de Leopold Maurer, Autriche.

elles ont aussi été celles d'un véritable bond en avant des relations sino-russes.

La Chine et la Russie se trouvent toutes deux à un instant charnière de leur développement national : leur grand objectif, pour l'une comme pour l'autre, est la renaissance de leur nation. Leur mode de coopération, qui s'appuie sur des intérêts communs et des atouts complémentaires, constitue une puissante force motrice endogène pour leurs relations, lesquelles ont pris une tournure plus détendue et confiante, plus stable et résiliente avec l'entrée dans la "nouvelle ère". Le volume des échanges bilatéraux a battu un nouveau record en 2024, en frôlant les 250 milliards de dollars [environ 225 milliards d'euros].

**Gagnant-gagnant.** On constate que la coopération sino-russe prend de l'ampleur dans de nouveaux domaines, comme l'innovation scientifique et technologique, la production automobile ou le commerce électronique transfrontalier. Par ailleurs, des programmes d'échanges culturels contribuent à renforcer l'amitié entre les deux peuples, comme les programmes de formation d'étudiants des grandes écoles en Russie et en Chine ou de construction de centres scientifiques et éducatifs conjoints.

Aujourd'hui, la coopération entre les deux pays repose sur une base de stabilité plus solide et sur une dynamique de progression plus affirmée. Il n'y a que les gens mal intentionnés ou à l'esprit étroit pour penser que les relations sino-russes obéissent à des prétextes "pressions extérieures" ou à des "intérêts à court terme". Le développement des relations sino-russes s'inscrit dans une logique on ne peut plus claire. Il est conforme aux intérêts fondamentaux des deux pays et des deux peuples, et suit la direction de l'évolution et des progrès de notre époque. Il permet aux deux grandes puissances mondiales, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, d'assumer pleinement leurs responsabilités.

Les deux pays ont mis en place un beau modèle de nouvelles relations entre grandes puissances, fondées sur le respect mutuel et une coopération gagnant-gagnant. Cela consiste à ne pas s'allier ni

**La Chine et la Russie s'opposent haut et fort à toute politique de puissance.**

s'opposer, et à ne pas viser de tierce partie, quelle qu'elle soit, et à ne pas s'y soumettre. Aujourd'hui, quatre-vingts ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'humanité se trouve à nouveau à un carrefour : elle doit choisir entre s'unir ou se diviser, dialoguer ou s'affronter, gagner ensemble ou s'anéantir mutuellement.

Alors que certains pays prennent plaisir à se liguer et à provoquer des affrontements, on ne peut que souligner combien sont précieuses les relations sino-russes, nullement ébranlées par les pressions extérieures, et ne se développant pas au détriment des intérêts d'autres pays. La Chine et la Russie se soutiennent mutuellement sur les plateformes multilatérales de négociation que sont les Nations unies, l'Apec [Coopération économique pour l'Asie-Pacifique], le G20, l'Organisation de coopération de Shanghai et les Brics. Elles assurent la cohésion des pays du Sud et s'opposent haut et fort à tout hédonisme et à toute politique de puissance. Du fait de leur indépendance et leur autonomie, de leur maturité et leur solidité, les relations sino-russes sont devenues la pierre angulaire du maintien de la stabilité stratégique mondiale et de la mise en pratique d'un véritable multilatéralisme.

—Li Yutong,  
publié le 8 mai



SOURCE

**HUANQIU SHIBAO**  
(GLOBAL TIMES)

Pékin, Chine  
Quotidien, 2 000 000 ex.  
[huanqiu.com](http://huanqiu.com)

Journal d'informations internationales de qualité à son lancement en 1993, il profite volontiers de la vague d'orgueil national qui a accompagné l'émergence de la Chine sur la scène mondiale. Il se distingue par des éditoriaux nationalistes virulents, de style tabloïd, s'écartant du ton empesé du groupe Renmin Ribao, organe du Parti communiste chinois auquel il appartient.



# Afrique du Sud. “Je suis un Afrikaner, pas un réfugié”

Alors que les premiers “réfugiés” afrikaners arrivent aux Etats-Unis, Adriaan Basson, rédacteur en chef de News24, s’insurge contre ce statut usurpé et rappelle la longue histoire de sa “tribu”.



—News24 (Le Cap)

**J**e suis un Afrikaner, né en Afrique, sans aucun lien familial ou professionnel avec l'Europe ou les États-Unis d'Amérique. C'est ici, chez moi. J'ai un passeport vert, et mon cœur bat au rythme de cette nation et de ce continent. Je ne pourrai jamais être un réfugié dans un autre pays. Mon histoire se nourrit du sang et de la sueur de cette nation dans l'extrême sud de l'Afrique. Une histoire faite à la fois de honte et de fierté.

Jesuis le descendant d'Arnoldus Willemz Basson, de Wesel, en

Allemagne, débarqué au cap de Bonne-Espérance dans les années 1600 en quête d'une vie meilleure. Je suis également le descendant d'Ansela van Bengalen, une esclave indienne transportée de force en Afrique du Sud par Pieter Kemp, commandant de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, qui l'a vendue à Jan van Riebeeck [qui établit en 1652 la première implantation européenne en Afrique australe].

Arnoldus a épousé Ansela, et ils sont les ancêtres du clan Basson, et nos aïeux sont donc métissés, comme la plupart des autres familles afrikaners.

De Villiers, Jonker, Du Plessis, Marais, Visagie.

Je suis issu d'un nouveau peuple qui s'est forgé une existence sur cette terre impitoyable et magnifique. Ils n'étaient pas européens, même si, bien des années plus tard, leur histoire a été corrompue afin de leur accorder le statut d'“Européen” dans les bus, les files d'attente et les toilettes. Ces gens ont voulu s'identifier comme une tribu d'Afrique, avec dans les veines du sang européen et asiatique. Ils ont baptisé leur langue l’“afrikaans”. Afrikaans. Intimement liée à ce continent qui est devenu notre patrie.

À des milliers de kilomètres de Wesel ou du Bengale, les Afrikaners ont entrepris d'établir une identité nationale aux côtés des autres habitants de cette terre. Ils ont tué et ont été tués. Ils ont brutalisé et ont été brutalisés.

**Une tribu très riche.** Les Britanniques les ont enfermés dans des camps de concentration et ont incendié leurs fermes. “*Je suis le petit-fils qui dépose des fleurs sur les tombes des Boers à Sainte-Hélène et dans les Bahamas, qui voit le monde avec les yeux d'un peuple paysan et simple, et en subit les souffrances, la mort, les camps de concentration, les maisons détruites, un rêve en ruines*”, avait proclamé l'ancien président Thabo Mbeki dans son discours intitulé “Je suis un Africain”, en 1996.

Ils ont ressuscité de leurs cendres et ont bâti des commerces, des villages, des écoles. En 1948, ils ont imposé l'apartheid et réduit les Sud-Africains noirs, métis et indiens au rang de citoyens de deuxième catégorie, chassé des millions d'entre eux vers les bantoustans et les Cape Flats [zone urbanisée du Cap qui abrite de nombreux townships]. L'apartheid a été déclaré crime contre l'humanité. Les Afrikaners ont progressé jusqu'à devenir une des tribus les plus riches d'Afrique.

En 1990, Frederik De Klerk a mis fin à l'apartheid, et, en 1994, Nelson Mandela nous a tendu la main de la paix et a dit de nous que nous faisions partie de la nation arc-en-ciel. À partir de 1994, les Afrikaners ont prospéré. La fonction publique était désormais aux mains du gouvernement dirigé par l'ANC, et beaucoup d'Afrikaners

ont dû s'établir à leur compte, ce qui leur a rapporté des millions – pour ne pas dire des milliards.

C'est une banque fondée par un groupe d'Afrikaners visionnaires (Capitec) qui est aujourd'hui l'institution favorite de la majorité des Sud-Africains noirs, qui y placent leurs économies. Beaucoup d'Afrikaners occupent des postes clés dans le privé : Hendrik du Toit (Ninety One), Jurie Strydom (Old Mutual), Danie Matthee (OUTsurance), Jannie Durand (Remgro) et Piet Mouton (PSG Group), pour n'en citer que quelques-uns.

Ils sont aussi nombreux à continuer à jouer un rôle actif dans la vie publique, y compris en tant que fonctionnaires. André de Ruyter a dirigé Eskom [le premier énergéticien d'Afrique du Sud] jusqu'à ce qu'il entre en conflit avec les politiques. La docteure Karen Stander a récemment été nommée à la présidence du National Student Financial Aid Scheme (NSFAS), et, en février, la professeure Hester Klopper est devenue vice-doyenne de l'université de l'État libre [dans le centre du pays].

Chez les Afrikaners blancs, le chômage est négligeable. Et les Afrikaners ne sont plus seulement blancs ! Marlène le Roux, la présidente d'Artscape, a récemment rédigé une lettre enflammée au sujet de la rencontre de l'ANC avec un groupe uniquement composé de Blancs, sous la férule de Theuns Elof, et des syndicats [afrikaners] Solidarity et AfriForum, pour débattre des inquiétudes des “Afrikaners”.

“Pourquoi certaines organisations ‘blanches’ continuent-elles d'exclure les Afrikaners de couleur et les Afrikaners blancs qui ne sont pas membres de leur cercle ? Cette tendance au secret et cette exclusion de l'ensemble de la communauté afrikaner me rendent folle. Pourquoi assistons-nous encore à ce genre de discussions à sens unique sur des questions pressantes ? Qu'y a-t-il de plus urgent que l'avenir de nos enfants ? Ça suffit ! Parlez à

“Les ancêtres du clan Basson sont métissés, comme la plupart des autres familles afrikaners.”

✓ Dessin de Beppe Giacobbe paru dans Corriere della Sera, Milan.

## Un statut source de tensions diplomatiques

●●● Alors que les États-Unis ont largement suspendu leur programme d'accueil de réfugiés depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, 49 Sud-Africains blancs ont été accueillis par une délégation officielle à l'aéroport de Washington-Dulles, le 12 mai – les premiers admis aux États-Unis en tant que “réfugiés”. Accusant le gouvernement sud-africain de vouloir “confisquer” les terres des fermiers blancs, la Maison-Blanche avait publié le 7 février un décret visant à “promouvoir la réinstallation des réfugiés afrikaners fuyant la discrimination raciale encouragée par le gouvernement [sud-africain]”. Un statut qui leur a été accordé en un temps record. De son côté, Pretoria dénonce une campagne de désinformation. “Ils ne sont pas persécutés. Ils ne sont pas traqués. Ils ne sont pas maltraités et ils partent ostensiblement parce qu'ils ne veulent pas accepter les changements qui se produisent dans notre pays conformément à notre Constitution”, a commenté le 12 mai Cyril Ramaphosa, cité par le média sud-africain **Independent Online**.

Le président sud-africain devait être reçu à la Maison-Blanche le 21 mai pour discuter de la question des réfugiés afrikaners.

tout le monde ! Incluez-nous tous ! Nous sommes afrikaans ! Je suis une Afrikaner !” a-t-elle lancé sur Netwerk24.

C'est un triste spectacle de voir des compatriotes afrikaners quitter l'Afrique du Sud pour l'Amérique de Donald Trump. Je ne juge pas leur décision de partir, mais je vous en prie, ne dites pas que nous sommes des réfugiés. Nos cordons ombiliques nous rattachent à ce pays auxquels nous avons tant pris, et aussi tant donné.

—Adriaan Basson, publié le 12 mai



TRIBUNE

## GÉOPOLITIQUE

# Djibouti, une exception en sursis

Qui, désormais, assurera le contrôle et la sécurité de la mer Rouge, les États-Unis n'étant plus le "gendarme ultime du trafic"? Pour *The Economist*, la situation est explosive et ce pays pacifique pourrait bien être déstabilisé.



IKON IMAGES

—The Economist, extraits (Londres)

**P**our bien saisir l'importance de la mer Rouge, il faut s'intéresser à Djibouti. Avant que les missiles tirés par les rebelles houthistes du Yémen ne réduisent le fret maritime des deux tiers en 2024, 12 % du commerce mondial transitait par cette ancienne colonie française. Les États-Unis et la Chine possèdent tous deux des bases militaires permanentes dans ce pays stratégique de la côte africaine, situé sur le détroit de Bab El-Mandeb, là où la mer Rouge rencontre le golfe d'Aden. La France, le Japon et l'Italie y ont également installé des bases. Enfin, des navires de guerre de pays aussi différents que la Grèce ou l'Iran jettent l'ancre dans les ports de ce petit pays. "Djibouti est un havre de stabilité", assure Slim Feriani, directeur général du fonds souverain de Djibouti.

Une stabilité qui fait de ce pays une exception dans la Corne de l'Afrique. "Toute la région est à feu et à sang", souligne Mohamed Idriss Farah, diplomate djiboutien expérimenté. Et il ne fait pas uniquement référence aux attaques des houthistes sur les navires

marchands. Au nord-ouest, le Soudan est ravagé par une épouvantable guerre civile qui dure depuis bientôt trois ans. Au sud, la Somalie est en faillite. Enfin, les tensions s'aggravent entre l'Érythrée et l'Éthiopie, enclavée, qui cherche un accès à la mer.

Bien que ces crises aient des racines nationales propres et différentes, "la question de qui assurera le contrôle et la sécurité de la mer Rouge" est commune à chacune, analyse un expert en politique étrangère d'un think tank gouvernemental de Djibouti. Dans un monde de plus en plus multipolaire, ce sujet brûlant pourrait être source d'une grande instabilité.

**Concurrence violente.** Jusqu'à récemment, la concurrence géopolitique en mer Rouge, notamment entre les Émirats arabes unis (EAU), l'Arabie saoudite et l'Égypte, était maintenue sous contrôle par le "gendarme ultime du trafic". Une formule utilisée par l'ancien représentant de l'Union européenne dans la Corne de l'Afrique, Alexander Rondos, pour désigner les États-Unis. Sous Donald Trump, les Américains ont renforcé leur présence navale dans la mer Rouge afin de bombarder les positions houthistes. Mais il

semblerait qu'ils envisagent désormais de se retirer de Djibouti et de stopper leur soutien à la lutte antijihadiste en Somalie. Une situation précaire qui est en train de plonger le système pacifique de concurrence commerciale et géopolitique dans l'abîme.

Cette instabilité est particulièrement criante au Soudan, dont la côte s'étend sur plus de 800 kilomètres. Dans les années 2010, la Turquie et le Qatar ont signé des accords pour y construire et administrer des ports commerciaux. Puis, en 2022, un consortium émirati a été chargé de mettre sur pied un port doublé d'un projet agricole pour un montant de 6 milliards

de dollars [près de 5,4 milliards d'euros]. La Russie, quant à elle, a les yeux rivés sur la ville de Port-Soudan, dont elle escompte faire sa première base militaire sur la mer Rouge. L'Iran, enfin, qui utilisait les ports soudanais à des fins de trafic d'armes, a les mêmes ambitions.

Avec le déclenchement de la guerre civile au Soudan en 2023, la concurrence est devenue violente. Certaines puissances rivales étrangères financent et arment les différents belligérants afin de sécuriser leurs intérêts dans la mer Rouge. La Russie aurait ainsi conclu un accord avec les forces armées soudanaises (FAS) pour installer une base navale à Port-Soudan. Tandis que les EAU, eux, envoient des armes à leurs opposants, les Forces de soutien rapide (RSF). Le gouvernement soudanais des FAS a alors annulé l'accord avec les Russes concernant la base navale, l'année dernière. Et pourtant, ce port est également convoité par les EAU, selon Jonas Horner, membre du Conseil européen des affaires

**Avant 2024,**  
12 % du commerce mondial transitait par cette ancienne colonie française.

étrangères. Abou Dhabi pourrait ainsi renforcer son soutien aux RSF pour empêcher une victoire de l'armée régulière.

Les rivalités dans la mer Rouge exacerbent aussi les tensions au sein de la fragile fédération de Somalie. En 2017 par exemple, les EAU ont investi environ 400 millions de dollars [près de 358 millions d'euros] dans la construction d'un nouveau terminal de

✓ Dessin de Matt Kenyon, Royaume-Uni.

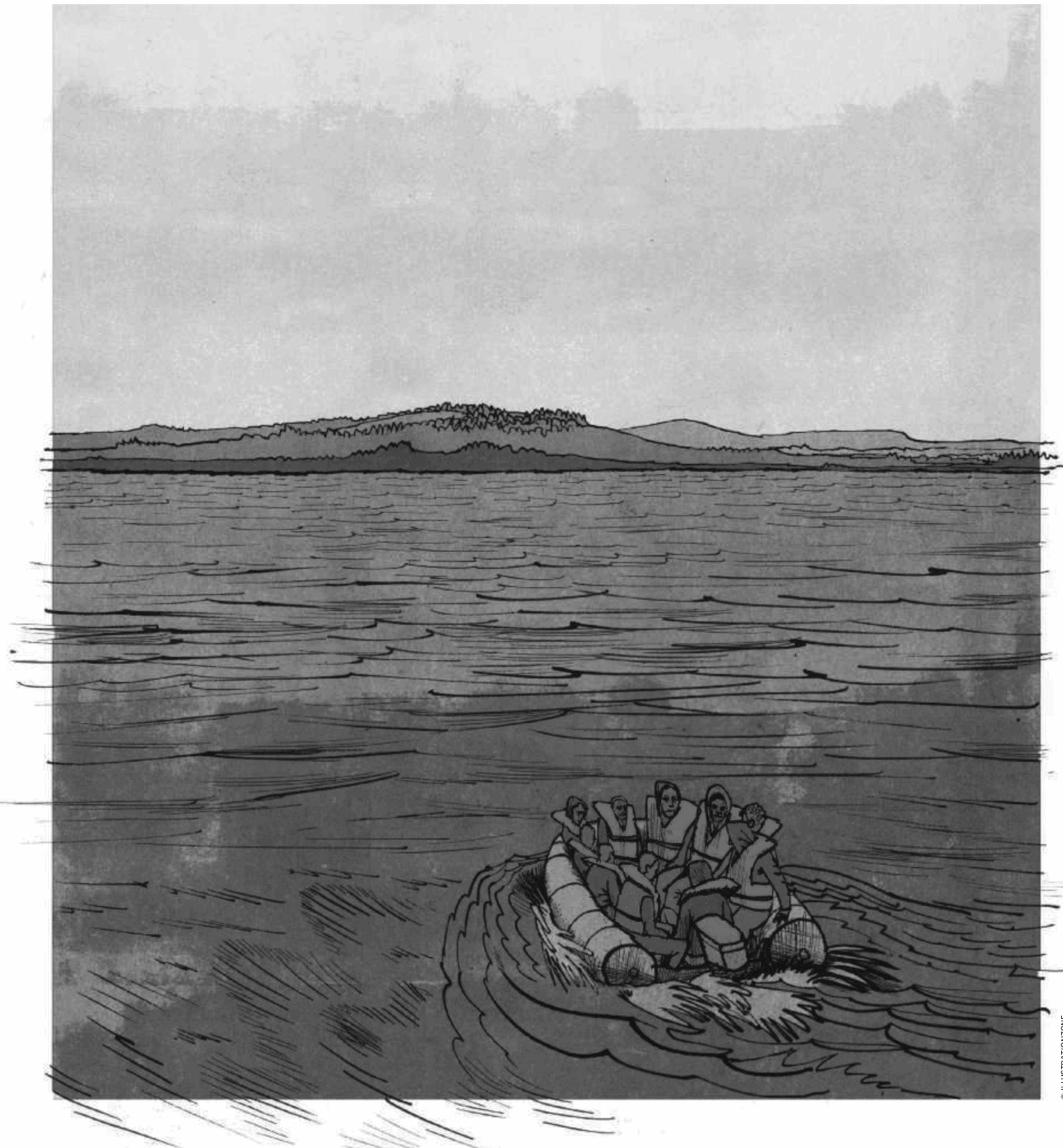
porte-conteneurs dans la région séparatiste du Somaliland, provoquant l'ire du gouvernement fédéral. Depuis, les images satellite montrent que les EAU y ont bien construit un port à usage militaire, mais aussi des infrastructures similaires au cœur du port de Bosaso. À l'inverse, la Turquie soutient le gouvernement fédéral, et l'année dernière le pays a accepté de déployer sa marine dans les eaux territoriales somaliennes pour sécuriser la zone.

**Avenir menaçant.** À l'instar des Émirats arabes unis, les États-Unis convoitent de plus en plus le Somaliland. Ces derniers mois, des navires de guerre américains ont en effet été aperçus au large de ses côtes. Le gouvernement Trump réfléchirait à y implanter une base navale américaine, qui pourrait être monnayée contre la reconnaissance de l'indépendance de la région. Afin de contrer un tel arrangement, le président somalien aurait offert aux Américains un "accès opérationnel exclusif" aux ports de Bosaso et de Berbera au Somaliland (et ce alors qu'il n'a de réel contrôle ni sur l'un ni sur l'autre).

Mais la situation la plus explosive pourrait bien se trouver en Éthiopie. L'année dernière, un accord avec le Somaliland pour construire une base navale a déclenché une tempête diplomatique avant d'être suspendu. Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, continue pourtant de rêver à son propre port dans la mer Rouge. Il convoite en particulier celui de la ville d'Assad, en Érythrée voisine. Abiy Ahmed affirme qu'il ne souhaite pas de guerre avec l'Érythrée. Mais ses voisins ne sont pas dupes. Le gouvernement djiboutien soupçonne que son ambition soit soutenue par les EAU. Ces dernières décennies, les puissances étrangères qui ont cherché à imposer leur influence sur la mer Rouge y sont généralement parvenues en louant des ports à des États souverains. Mais la conjoncture dans la Corne de l'Afrique laisse présager un avenir où "les marchandises et les chaînes d'approvisionnement prendront le pas sur la souveraineté des États-nations", observe Alexander Rondos. S'emparer d'un port par la force est désormais envisageable.—

Publié le 16 avril



**à la une**

# PROFESSION PASSEUR

Les trafiquants d'êtres humains se sont professionnalisés. À tel point qu'ils maîtrisent désormais le marketing, l'approvisionnement, la logistique, la comptabilité et les ressources humaines, assure, provocateur, *The Economist*. Pour faire face à la concurrence, ils ont même des influenceurs à leur solde, souligne la *Neue Zürcher Zeitung*. Les réseaux ainsi constitués, diffus et réactifs, se révèlent de plus en plus difficiles à démanteler. La presse étrangère se penche sur cette activité lucrative, qui exploite les rêves d'un avenir meilleur.

—The Economist (Londres)

**D**es passeurs, il y en a plusieurs types", explique un Iranien qui a traversé la Manche sur un canot pneumatique et qui a depuis reçu l'asile au Royaume-Uni. "Certains ont une image de marque et sont connus pour leurs canots flambant neufs, équipés de gilets de sauvetage. D'autres proposent des prix cassés mais sont vraiment dangereux, ils utilisent des embarcations défectueuses."

Les qualificatifs ne manquent pas pour désigner les passeurs, qui l'année dernière ont fait franchir la Manche à 36 800 personnes. Le 31 mars, le Premier ministre britannique, Keir Starmer, a ouvert le sommet sur l'immigration illégale en les qualifiant d'exploiteurs malfaisants. Et c'est ce qu'ils sont. Pour autant, ce sont aussi des entrepreneurs. Ils vendent un service qui rencontre une forte demande, quand bien même 82 personnes sont mortes en 2024, selon le Projet migrants disparus, chapeauté par les Nations unies. Envisager les passeurs comme des entrepreneurs sur un marché hautement concurrentiel à plusieurs millions d'euros permet de comprendre pourquoi le flux de leurs bateaux est si difficile à endiguer.

Pour réussir dans ce secteur, il faut parvenir à réunir, au nez et à la barbe de la police, des migrants, des embarcations et des moteurs sur une plage belge ou française. Les passeurs doivent être maîtres dans l'art du marketing, de

l'approvisionnement, de la logistique, de la comptabilité et des ressources humaines. Ils doivent s'affranchir de contraintes que peu d'entreprises connaissent, à savoir interagir dans une multitude de langues et accepter qu'il soit impossible de poursuivre juridiquement leurs clients en défaut de paiement. Seuls les plus accomplis ont une chance de voir leur affaire prospérer.

Comme bien d'autres entreprises, les passeurs font leur publicité sur Internet, grâce aux réseaux sociaux, comme TikTok. Les modérateurs et la police travaillent à éradiquer leur présence en ligne : depuis 2021, la NCA, l'organisme britannique de lutte contre le crime, a fermé quelque 18 000 comptes et pages Web de passeurs. Les publicités fonctionnent visiblement, puisque le gouvernement a lancé ses propres campagnes sur les réseaux afin de décourager Albanais, Irakiens et Vietnamiens d'émigrer illégalement.

**Service VIP.** Ces pubs sont souvent génériques et mettent en scène un bateau et des migrants tout sourire, avec un numéro de téléphone. Pourtant, Dan Barcroft, responsable de l'équipe de la NCA spécialisée dans l'immigration irrégulière organisée, a déjà été témoin de campagnes plus léchées, qui essaient d'asseoir une image de marque. Des demandeurs d'asile y encensent certains passeurs, la traversée de la Manche y est présentée sous un si beau jour que c'en devient absurde. "Ils promettent un service

Dessins de Matt Rota, États-Unis, pour Courrier international.



**SOURCE**

**THE ECONOMIST**

Londres, Royaume-Uni

Hebdomadaire

443 000 ex.

economist.com

Institution de la presse britannique fondée en 1843, *The Economist* est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale.

Ouvertement libéral, il défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel.

VIP, avec de la nourriture et des boissons disponibles à bord. Du pur mensonge", raconte-t-il.

Le bouche-à-oreille est tout aussi important pour attirer le chaland. À l'ouest de Dunkerque, dans un campement sordide établi dans un bois, environ 800 personnes vivent dans des tentes. C'est là que nous avons rencontré un jeune Afghan qui dit avoir payé 1 500 euros pour passer au Royaume-Uni. Il a demandé l'asile en Belgique trois ans plus tôt avant d'être débouté. Il a entendu parler de son passeur au détour de conversations avec d'autres migrants.

Ce n'est pas forcément par altruisme qu'on l'a dirigé vers cet homme : il peut en effet employer des recruteurs qui opèrent là où les migrants

**Depuis 2021, la NCA, l'organisme britannique de lutte contre le crime, a fermé quelque 18 000 comptes et pages Web de passeurs.**

se rassemblent. Des chercheurs de L'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, une organisation suisse, ont rencontré un de ces recruteurs en Belgique, qui reçoit entre 100 et 200 euros pour chaque nouvelle recrue. Les passeurs font aussi appel à des courriers, qui rassemblent des migrants et paient le passage pour le groupe entier.

Après avoir recruté assez de personnes pour remplir une embarcation, les passeurs doivent trouver un bateau et un moteur hors-bord. Il y a quelques années, il était encore possible de les acheter dans des magasins de sport nautique français, mais avec la recrudescence des contrôles de police, les passeurs se sont mis à les importer de Chine ou de Turquie. L'approvisionnement est plus compliqué, mais ils peuvent spécifier le type d'embarcation qu'il leur faut. Ils optent le plus souvent pour l'option la plus large, afin de maximiser les profits par embarquement.

Cette année, la moyenne est à 56 personnes par canot qui atteint les côtes britanniques, contre 13 en 2020.

Les vendeurs de bateaux peuvent vendre en gros ou au détail. En octobre, un journaliste de la BBC sous couverture a rencontré un homme à Essen, dans le nord-ouest de l'Allemagne, qui voulait lui vendre bateau et moteur pour 8 000 euros, voire les livrer à quelques centaines de mètres d'une plage française pour 15 000 euros. Un acheteur un peu roué pourrait probablement tirer de meilleurs prix encore.

Selon la NCA, le prix des embarcations augmente, notamment parce que la police surveille

### Les passeurs emploient des petites mains qui rassemblent les migrants sur les plages et gonflent les canots pneumatiques.

# 6

**MILLIARDS D'EUROS.** C'est le chiffre d'affaires généré chaque année par les passeurs à travers le monde, l'équivalent du PIB de la Sierra Leone. Cette estimation de la Commission européenne a été relayée début mai par **The Daily Telegraph**, alors qu'outre-Manche la National Crime Agency (NCA) cherche à intensifier sa lutte contre les réseaux de transfert d'argent informels (les *hawaladars*). "En février, la NCA a rendu visite à une quarantaine de courtiers à travers le Royaume-Uni pour leur signaler que leurs activités mettaient la vie des migrants en danger et qu'ils risquaient jusqu'à quatorze ans de prison pour utilisation d'argent sale", indique le journal londonien.

plus étroitement la frontière entre la Turquie et la Bulgarie et parvient à en intercepter grâce à ses unités canines. Les entrepreneurs du crime ont réagi en recourant à une logistique différente. Felix Sinclair, chef du renseignement sur les réseaux criminels d'immigration, raconte qu'il y a quelques années plusieurs bateaux étaient acheminés à la fois pour être enterrés dans les dunes. Aujourd'hui, en revanche, ils arrivent au compte-gouttes, au moment précis où les passeurs en ont besoin. "Ils mobilisent juste ce qu'il faut, quand il faut", explique-t-il, tout comme un fabricant automobile.

Un des aspects les plus difficiles du métier, c'est de devoir se tenir éloigné des côtes, sous peine d'être arrêté. "Les passeurs ne prennent jamais ce risque, ils sont très malins", explique un Afghan, arrivé au Royaume-Uni sur un canot pneumatique, qui demande maintenant l'asile. C'est via une messagerie cryptée qu'il communiquait avec son passeur. "Il aurait pu être en France comme en Afghanistan", témoigne-t-il.

Les passeurs préfèrent employer plusieurs "petites mains", pour reprendre les mots des autorités françaises. Des hommes qui entrent en contact avec les migrants, les rassemblent sur les plages avec le matériel et gonflent les canots pneumatiques. Pour Xavier Delrieu, le directeur de l'Office de lutte contre le trafic illicite de migrants (Oltim), les profils varient : certains d'entre eux aimeraient eux-mêmes passer mais n'ont pas les fonds pour et essaient de gagner une place à bord d'une embarcation ; d'autres sont des migrants qui ont décidé de s'arrêter dans le nord de la France pour y travailler ; enfin, on retrouve des Français tombés dans la misère.

Ces petites mains encourtent de lourdes peines en échange de quelques centaines d'euros par bateau, ou d'une ristourne équivalente sur leur futur passage. Ces sous-traitants ne sont pourtant pas aussi misérables qu'il n'y paraît.



Certains ont aussi une activité de passeur et font monter leurs propres passagers sur les embarcations. D'autres entraînent les migrants les plus pauvres sur les plages et les incitent à se ruer sur les canots qui prennent la mer, une pratique qui a déjà coûté la vie à plusieurs personnes.

Chaque bateau doit être dirigé par un pilote, le plus souvent un demandeur d'asile sans le sou. En 2024, Ibrahima Bah a été condamné pour homicide involontaire au Royaume-Uni : le canot qu'il pilotait a fait naufrage et quatre personnes sont mortes. Le Sénégalais, qui avait acquis de l'expérience à la barre lors d'une traversée de la Méditerranée, s'était vu offrir un passage gratuit à condition de piloter l'embarcation. À la vue du bateau, il a refusé, arguant que les passagers étaient trop nombreux, mais les passeurs l'ont contraint.

**Banques informelles.** Déplacer des personnes ne suffit pas, l'argent aussi doit circuler. Pour cela, migrants et passeurs s'en remettent aux *hawaladars*, des banques informelles qui reposent sur la confiance. Felix Sinclair explique que souvent les sommes sont retenues par des tiers et ne sont débloquées que lorsque le migrant est arrivé sain et sauf. Les passeurs peuvent prendre les passagers ou leurs passeports en photo, afin de prouver qu'ils ont bien embarqué, sinon pour les intimider.

Les prix fluctuent grandement selon la demande et ce que les passeurs estiment pouvoir tirer des migrants. Les Africains subsahariens paient entre 900 et 1 200 euros, les Kurdes irakiens et les Syriens entre 1 200 et 1 500 euros, et pour les Albanais et les Turcs les sommes montent encore. Certains paient uniquement pour la traversée tandis que d'autres, notamment les Vietnamiens, achètent un ensemble de services qui leur permet de traverser l'Asie et l'Europe, direction le Royaume-Uni. Ils logent dans des lieux sûrs loin de la côte plutôt que dans des campements et ne s'aventurent sur la plage que lorsque les embarcations sont prêtes à partir.

Quand la police et les procureurs communiquent sur un raid ou des arrestations, le métier de passeur est souvent présenté comme une activité des plus lucratives. Un seul bateau pourrait, selon eux, rapporter plus de 100 000 euros. Pourtant, la police mentionne parfois des prix supérieurs à la réalité et ne prend pas en compte les coûts associés à la gestion d'un réseau de passeurs. Les embarcations sont chères et certaines sont saisies : la police française dit même empêcher la moitié des départs. Et si les pilotes traversent généralement gratis, il faut encore rémunérer les petites mains de l'organisation.

Issa Mohamed Omar, un Somalien qui a tenté de rallier le Royaume-Uni par bateau,

a récemment témoigné devant une commission d'enquête sur la réalité d'une traversée de la Manche : il décrit une opération qui nécessite une main-d'œuvre importante, des négociateurs aux interprètes en passant par les responsables des embarcations. Les agents des passeurs sont si nombreux qu'ils occupent toute une partie du campement du nord de la France où il habitait. Issa Mohamed Omar n'a jamais atteint les côtes britanniques. L'embarcation a chaviré à mi-chemin et personne n'en a réchappé, à part lui et un autre homme. Dès qu'il ferme les yeux, il entend les hurlements des noyés.

**Réseau d'entrepreneurs.** Les migrants parlent parfois des passeurs comme d'une "mafia", qui les violentent eux, mais aussi leurs concurrents. Mais plutôt que des organisations criminelles stables avec une hiérarchie bien arrêtée, il s'agirait plutôt d'un vague réseau d'entrepreneurs. Les coûts d'entrée sur ce marché sont faibles, notamment grâce aux activités complémentaires assurées par d'autres acteurs – recruteur, courtier ou approvisionneur de bateaux – qui sous-traitent pour plusieurs réseaux. Xavier Delrieu raconte d'ailleurs que les Afghans sont en train d'investir ce marché, visiblement sans provoquer l'hostilité des Kurdes irakiens déjà implantés.

Les opérations de police pourraient avoir empêché la formation de tout monopole. La multitude d'effectifs et de drones qui surveillent le nord de la France (souvent aux frais du contribuable britannique) a forcé les passeurs à se disperser. Depuis août 2024, des embarcations sont parties d'aussi loin à l'est que La Panne, en Belgique. Au sud, ils sont allés jusqu'à Dieppe, en Normandie, pour prendre la mer. Sur ces plus de 200 kilomètres de côtes, bien des passeurs peuvent opérer sans même avoir connaissance de leurs concurrents.

C'est d'ailleurs la concurrence qui tire les prix vers le bas. Courtier installé au Royaume-Uni condamné pour avoir facilité l'immigration clandestine, Pistiwan Jameel a ainsi été enregistré en train de s'en plaindre. Et c'est assurément cette concurrence qui rend le secteur si résilient. Si un passeur, courtier, pilote ou fournisseur de bateau est arrêté, un autre sera toujours prêt à occuper le vide laissé.

Le Royaume-Uni et les pays européens peuvent effectivement leur mettre des bâtons dans les roues et ainsi faire augmenter leurs coûts, mais ils risquent aussi de rendre les traversées plus mortelles encore. Impossible de mettre fin à ce commerce à moins de fermer complètement le système de demande d'asile ou de fournir aux demandeurs d'autres moyens pour rallier le pays. Londres n'accepte qu'un petit nombre de réfugiés reconnus comme tels par les Nations unies, ce qui leur évite les dangereuses traversées en mer.

"Vous considérez les passeurs comme de mauvaises personnes? Moi aussi, raconte le réfugié iranien cité en tête d'article. Le voyage est long et périlleux, mais vous pensez vraiment qu'on peut aller à l'ambassade britannique de Téhéran et demander un visa?" —

Publié le 1<sup>er</sup> avril

# "Pour eux, un migrant ne vaut rien"

**Le journaliste irakien Yahya Saeed s'est glissé dans un groupe de migrants en route pour l'Allemagne. L'expérience, glaçante, racontée pour le site panarabe Raseef22, témoigne du mépris des passeurs pour leurs clients, considérés comme une simple marchandise.**

**P**our les migrants venus du Moyen-Orient, souvent originaires de Syrie et d'Afghanistan, le voyage vers l'Europe est "douloureux et amer", écrit **Raseef22**, à Beyrouth, au Liban. Infiltré dans un groupe de candidats à l'exil, le journaliste irakien Yahya Saeed est parvenu à se rendre clandestinement en Bulgarie. Son récit au long cours, document exceptionnel assorti de photos parfois difficilement soutenables, a été publié par le site panarabe en mars dernier.

Le périple commence en Turquie. À partir d'Istanbul, les migrants "embarquent dans un véhicule jusqu'à la frontière avec la Bulgarie, moyennant une somme comprise entre 7 500 et 10 000 euros par personne", indique un passeur syrien. Ensuite, une autre voiture, habillée d'une fausse plaque d'immatriculation et conduite par un ressortissant étranger, les transporte jusqu'à la capitale bulgare, Sofia. "Chaque migrant doit débourser 5 000 euros. Le chauffeur, lui, reçoit 2 000 euros par passager", relate Yahya Saeed.

## En Égypte, la police fait du recyclage

●●● *Le phénomène du recyclage des passeurs* présumés explose en Égypte, selon **Mada Masr**, qui explique comment les autorités gonflent les chiffres de leur lutte contre l'émigration illégale afin d'afficher des "résultats tangibles" et de "faire plaisir aux Européens". Le but : continuer à bénéficier des aides accordées par l'Union européenne. Dans une enquête publiée en avril, le site égyptien détaille ce mécanisme à travers l'exemple d'un certain "Ahmed". Lors d'une convocation au poste de police, ce résident de Fayoum a découvert qu'il était accusé, ainsi que des "dizaines d'autres" personnes, de trafic humain en direction de l'Europe. Libéré, "il a été reconvoqué de nombreuses fois,

De Sofia, cap sur la Serbie. Sur place, ils sont pris en charge par un "ripper", mot anglais désignant "le guide qui connaît l'itinéraire à prendre" et "travaille sous la direction du passeur principal qui coordonne à distance". Celui-ci les emmène à la frontière avec la Hongrie où se dresse devant eux le "til", une clôture de barbelés équipée de caméras. Une fois en terres magyares, ils rallient la République tchèque via la Slovaquie ou l'Autriche, pour enfin gagner l'Allemagne.

Tout au long du périple, "la faim, la fatigue et le stress psychologique" s'accumulent, raconte l'un des compagnons d'infortune du reporter irakien. Sans compter la peur d'être arrêté par la police, qui est réputée pour sa violence dans l'est de l'Europe, ou d'être enlevé par des gangs criminels.

Les migrants sont surtout à la merci de leurs passeurs, indique un ancien membre de réseau à Yahya Saeed. "Ce qui se passe aujourd'hui n'est plus du trafic au sens traditionnel du terme, mais de la traite d'êtres humains, dénonce-t-il. Pour le passeur, un migrant ne vaut rien de plus que 2000 ou 3000 dollars [entre 1800 et 2700 euros], ce n'est pas un être humain." L'homme raconte que, durant leur voyage clandestin, "les migrants sont fréquemment battus, parfois simplement par vengeance contre le passeur qui les a pris en charge, s'il n'a pas payé le ripper". Ou par le ripper, parfois sous l'emprise de drogues ou en raison de sa mauvaise humeur, "simplement parce qu'ils marchent trop lentement ou parlent en chemin".

En dépit des risques, les passeurs interrogés par Raseef22 n'espèrent aucune réduction du flux migratoire vers l'Europe. "Nous savons que c'est illégal. Mais la mort, la guerre, la famine et les bombardements poussent les gens à prendre ce risque." Et même s'ils sont arrêtés et expulsés, "ils réessaient, une, deux, voire trois fois".

Selon les chiffres de l'agence Frontex relayés par le média beyrouthin, 385 000 personnes ont franchi de façon irrégulière les frontières extérieures de l'UE en 2023. Un niveau jamais vu depuis la crise des réfugiés de 2015-2016, à en croire l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA). —



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

### Au Sénégal, l'"attente interminable" des épouses d'hommes immigrés en Europe

Dans le cadre d'une série d'articles consacrés à la condition des femmes au Sénégal, *La Maison des reporters* a recueilli les témoignages de cinq Sénégalaises dont les maris ont émigré clandestinement en Europe. Parfois séparées de leur conjoint depuis plusieurs années, elles décrivent des bénéfices financiers bien maigres comparés au sentiment d'abandon qui les habite.

# Les marchands de rêve des réseaux sociaux

**Au Maghreb, les passeurs font souvent appel à des influenceurs pour recruter des candidats à l'émigration vers l'Europe. Sur TikTok, Facebook ou Instagram, ils vendent à leur communauté l'illusion d'une vie meilleure, sans mentionner les dangers de la traversée clandestine de la Méditerranée.**

— Neue Zürcher Zeitung, extraits (Zurich)

**L**a photo que le "Prince de la ville\*" poste sur sa page Facebook en janvier dernier montre un jeune homme au look bling-bling, au cœur de Paris. Il fait nuit. Le "Prince" en question, lunettes de soleil sur le nez et capuche enfouie sur la tête, pose devant une Tesla noire – portière papillon ouverte, sièges en cuir blanc, éclairage intérieur violet. À l'arrière-plan, la tour Eiffel baigne dans une lumière jaunâtre. Au-dessus de la photo, le "Prince de la ville" a écrit en arabe : "Ne sois pas triste, maman, mon avenir est de l'autre côté de la mer." "Inch'Allah", commente quelqu'un – "si Dieu le veut". Et le "Prince" de répondre : "Il le veut."

Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes hommes originaires du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, de Libye ou d'Égypte traversent la mer pour gagner l'Europe. En Suisse, en 2024, plus d'un demandeur d'asile sur sept venait d'un de ces pays. Numériquement parlant, l'Afghanistan reste certes loin devant les autres pays de provenance, mais il faut rappeler ici une grande différence : si les migrants originaires d'Afghanistan se voient accorder l'asile en Suisse dans 80 % des cas, ce chiffre est inférieur à 2 % pour ceux qui viennent des pays du Maghreb.

**Les influenceurs contribuent, grâce à leur aura sur les réseaux, à soutenir la demande d'émigration vers l'Europe.**

Les jeunes Marocains, Algériens et Tunisiens ne fuient ni la guerre, ni les persécutions, mais sont, dans leur immense majorité, tout simplement en quête d'une vie meilleure. Au pays, ils n'ont pas grand-chose à perdre : beaucoup vivent dans la précarité, sans espoir de voir leur horizon se déboucher un jour. L'Europe, un continent qu'une longue histoire lie au Maghreb, culturellement et économiquement, est une terre promise pour les candidats au départ.

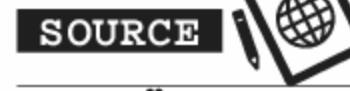
Les influenceurs qui ont des accointances dans le milieu des passeurs, comme le "Prince de la ville" et ses quelque 40 000 abonnés, surfent sur ce sentiment. Ils le nourrissent et contribuent, grâce à leur aura sur Facebook, TikTok et autres réseaux, à soutenir la demande d'émigration vers l'Europe.

Ces jeunes hommes tenaillés par des envies d'ailleurs, ce sont les "harraga". Le mot vient de [l'arabe] "brûler", et fait référence à l'habitude des migrants de brûler leurs papiers d'identité et tout autre document personnel afin d'empêcher leur identification par les autorités européennes. La "harga" désigne l'émigration clandestine – ce sont en quelque sorte ceux qui brûlent d'envie d'affronter les obstacles pour aller tenter leur chance en Europe. Sur TikTok, on voit ainsi des jeunes gens euphoriques détruire ou jeter leurs papiers d'identité. Des vidéos qui leur valent des dizaines de milliers de vues et de "j'aime".

**"Ta place est parmi nous."** Le "Prince de la ville", qui aurait la quarantaine et vivrait à Paris, si l'on en croit son profil, est actif sur Facebook depuis août 2021. Un de ses premiers posts annonce clairement la couleur. Sur une photo, on voit quatre jeunes hommes à bord d'un canot pneumatique. La légende est en arabe : "Tu viens d'Afrique ? Tu te sens opprimé ? Tu es pauvre ? Tu détestes l'État et le gouvernement ? Tu penses à changer de nationalité ? Tu es malade et tu veux te faire soigner ? Alors, tu es comme nous – et ta place est parmi nous."

Des profils comme celui-là, on en dénombre des centaines, voire des milliers, sur tous les réseaux sociaux, surtout TikTok, mais aussi Facebook et Instagram.

Originaire de Tunisie, Yassine\*\* avait plus de 10 000 abonnés sur TikTok et une solide réputation. Le nom de son profil résumait bien la raison d'être de son compte : il y employait à dessein le terme *tagtiza* – une expression dialectale tunisienne désignant la "fuite". Ceux qui se faisaient conseiller par Yassine pour émigrer clandestinement vers l'Italie étaient "garantis de partir", telle était sa devise. Une activité lucrative : quand les affaires tournaient bien, elles permettaient à Yassine de couvrir, c'est ce qu'il affirme, l'essentiel de ses dépenses courantes.



**NEUE ZÜRCHER  
ZEITUNG**

Zurich Suisse

Quotidien

nzz.ch

Publié dans la capitale financière du pays, ce journal est, depuis sa création en 1780, en pointe sur l'international. Lu par l'ensemble des germanophones, ce titre de référence est de tendance centriste et libérale. Mais depuis 2015 et la nomination d'Eric Gujer à la rédaction en chef, certains déplorent une dérive droitière des prises de position du journal, notamment sur les questions d'immigration.





Tous les influenceurs n'ont pas les mêmes principes : beaucoup ne font guère mystère de leurs motivations financières. Ils mettent en avant le fait qu'ils sont en rapport avec des passeurs ou des contacts et qu'ils peuvent, moyennant finance, prendre en charge le client de A à Z, du départ à l'arrivée dans le pays de son choix. D'autres, par solidarité et par conviction personnelle, témoignent gratuitement de leur propre expérience ou s'investissent dans une ONG de défense des droits des réfugiés et des migrants. La frontière est souvent floue entre les activistes politiques, les influenceurs lifestyle et les chroniqueurs qui livrent leur témoignage en ligne. Le message, en revanche, est toujours le même : tu peux y arriver – et on va t'y aider.

C'est aussi ce que dit Yassine. Par le truchement d'un homme de confiance à Tunis, la *Neue Zürcher Zeitung* parvient à en savoir un peu plus sur l'homme qui se cache derrière le profil TikTok Tagti3a et sur ses activités. Ces dernières années, il s'est constitué un vaste carnet d'adresses avec des personnages qu'il dit indispensables à son activité : des policiers, des agents portuaires, des fonctionnaires locaux.

Ce réseau lui permet d'obtenir des renseignements sur les opérations prévues par la police ou les gardes-côtes, des informations dont il se sert pour aider ses abonnés à quitter le pays en toute sécurité. Difficile de vérifier dans le détail les affirmations de Yassine. Certaines sont contradictoires, mais l'essentiel de ce qu'il avance concorde avec les recherches que nous ferons ensuite et complète ainsi le tableau qui ressort de l'analyse des autres profils sur les réseaux sociaux.

La *Neue Zürcher Zeitung* tente d'entrer en contact avec d'autres tiktokeurs par divers moyens. Nous créons un profil par le biais duquel nous nous faisons passer pour un jeune Algérien de la banlieue française qui cherche un moyen de transport pour un ami d'Oran qui souhaite gagner l'Espagne. Nous recevons un message d'un nommé Ahmed. Dans un français approximatif mâtiné d'accent banlieusard, il dit pouvoir organiser une traversée entre Alger et Ibiza. «*J'ai un ami qui partira avec un 150*», écrit Ahmed dans la messagerie. Il entend par là un bateau équipé d'un moteur de 150 chevaux. «*Combien il demande, ton ami?*» nous enquêtons-nous. «*140 million DA*», estime Ahmed – 140000 dinars algériens. Un peu moins de 1 000 euros.

**Réseau de passeurs.** On a du mal à savoir si Ahmed touchera quelque chose pour son rôle d'intermédiaire. Yassine, l'homme au profil Tagti3a sur TikTok, affirme n'avoir jamais demandé quoi que ce soit à ses clients pour ses conseils ou ses services d'intermédiaire. Il refuse dans un premier temps de nous dire comment il gagne de l'argent, mais laisse finalement entendre qu'il a été abordé par un membre d'un réseau de passeurs en Italie et qu'il travaille avec l'organisation en question depuis 2021. Sa mission serait d'établir une relation de confiance avec les clients potentiels sur TikTok et de promouvoir l'émigration clandestine en postant des images et des vidéos alléchantes.

Yassine reste évasif sur les détails de leur collaboration. Quand nous insistons, il devient nerveux et rétif. Rien d'étonnant à cela : la peur de l'appareil d'État est grande en Tunisie. Ce pays a signé avec l'Union européenne et l'Italie des accords qui l'obligent à endiguer les flux migratoires qui passent par la Méditerranée en échange d'un soutien financier. Voilà trois ans, le président tunisien, Kaïs Saïed, a par ailleurs promulgué un décret en vertu duquel la diffusion de fausses informations et de rumeurs sur Internet est passible d'une amende et d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Fin 2024, Yassine a mis un terme provisoire à ses activités, par peur de la répression.

Comme des centaines de milliers d'autres jeunes hommes, Yassine s'était mis en tête de partir pour l'Europe afin de se donner des perspectives et de venir en aide à sa famille. À part «*cette putain de carte d'identité*», plus rien ne le relie à son pays, tempête-t-il. Yassine, qui aide les migrants à «*réaliser leur rêve*», a lui-même toutes les caractéristiques des harraga. Mais il est resté en Tunisie, grâce aussi à sa source de revenus sur TikTok.

## La mission de Yassine : promouvoir sur TikTok l'émigration clandestine en postant des images et des vidéos alléchantes.

D'autres influenceurs ont sauté le pas depuis belle lurette et postent aujourd'hui des publications depuis l'Europe pour inciter leurs compatriotes à émigrer. Talal Rabah, alias «*Tati G13*», un des rappeurs les plus en vue de Tunisie, est l'un d'eux. Il a émigré légalement et vit aujourd'hui en France. Dans un de ses tubes, il raconte l'histoire d'un jeune homme qui quitte son pays pour aller chercher une vie meilleure à l'étranger. Le clip a été visionné plus de 13 millions de fois sur YouTube, auxquelles il faut ajouter quelques millions d'autres sur d'autres plateformes comme Spotify. Le nom du titre en question : *El-Kazaoui*.

«*El-Kazaoui*», ou «*Al-Casaoui*», c'est le pseudo d'un passeur marocain connu comme le loup blanc. Il vient de Casablanca, d'où son nom : «*celui de Casa*». D'après certains médias marocains et est-européens, Kazaoui et sa bande opèrent aussi en dehors du Maroc. Ils auraient «*tenu*» la route des Balkans pendant des années, et peut-être est-ce encore le cas aujourd'hui – plus précisément à la frontière entre la Hongrie et la Serbie. Personne ne sait si le rappeur G13 a touché de l'argent de Kazaoui en échange de sa vidéo promotionnelle, mais les spécialistes des questions migratoires le supputent.

La traversée par la route occidentale, que ce soit entre le Maroc et l'Espagne ou entre la Tunisie et l'Italie, ne dure que quelques heures, selon l'endroit, la météo et le type d'embarcation. Les

canots récents équipés de plusieurs moteurs hors-bord qui font parfois plusieurs centaines de chevaux peuvent atteindre les 50 km/h, voire plus.

Les profils fourmillent d'images d'embarcations supposément ultrarapides, de moteurs puissants et d'hommes tout sourire. Le moteur fait partie des arguments de vente. Plus il est puissant, plus le prix est élevé. Il arrive que le message soit sans détour : "Salut, une traversée est prévue à destination de Lampedusa avant la fin de l'année. Vingt passagers. En canot rapide (Zodiac), puissance moteur 60 chevaux. Le prix de la traversée est de 4 000 dinars tunisiens." Soit environ 1 200 euros.

## Sur TikTok, les canots sont représentés voguant à pleine vitesse, devant un lever de soleil romantique qui se reflète sur la mer.

Sur quantité de vidéos TikTok, les canots sont représentés voguant à pleine vitesse, devant un lever de soleil romantique qui se reflète sur la mer. Des hommes en gilet de sauvetage orange rient aux éclats devant l'objectif. L'afflux de migrants dans les pays européens témoigne de l'attrait exercé par ces images. Mais, dans les pays du Maghreb eux-mêmes, les drames se multiplient dans le sillage de ces contenus postés sur les réseaux sociaux.

**Marché gigantesque.** En septembre, voilà six ans, un influenceur astucieux avait lancé à dessein une rumeur dans le nord du Maroc : un Zodiac amenait gratuitement en Espagne les jeunes candidats au départ. Sur Facebook, on avait vu fleurir des vidéos montrant des hommes triomphants criant "Viva España!" à bord de canots. Le 22 septembre, des centaines d'harraga attendaient sur la plage de Martil, non loin de Tétouan. Un bateau s'était bien présenté, mais il était vite apparu que la traversée ne serait pas gratuite, ce qui n'avait pas empêché la scène de se répéter les soirs suivants, les jeunes harraga convergeant vers la plage en question. Le 25 septembre, la situation avait dégénéré : les gardes-côtes avaient ouvert le feu, il y avait eu de nombreux blessés et une étudiante avait trouvé la mort.

Difficile de mesurer la responsabilité des réseaux sociaux et des influenceurs dans cette cocotte-minute migratoire. Expert du sujet, Khalid Mouna avait déjà attiré l'attention sur ce phénomène explosif dans une interview voilà deux ans. Un marché gigantesque est en train de voir le jour, attirant toujours plus d'influenceurs, observait cet enseignant à la faculté de sciences humaines de Meknès, au Maroc. Les influenceurs vendent de l'illusion sur les routes de la migration clandestine en sous-estimant les conséquences funestes qui peuvent en découler. Des milliers de personnes sont déclarées

### Portrait

#### MATT ROTA, DESSINATEUR

Diplômé de la School of Visual Arts, Matt Rota est un artiste new-yorkais dont les techniques narratives vont de l'aquarelle, à l'encre, en passant par les outils numériques. Ses dessins et estampes sont régulièrement publiés dans la presse, notamment par *The New York Times*, *The New Yorker*, *The Washington Post*, *Harpers...*

Récipiendaire de nombreux prix, il est représenté par l'agence IllustrationZone.



mortes ou disparues chaque année après avoir tenté de traverser la Méditerranée, et malgré cela la demande reste considérable.

Les réseaux sociaux sont devenus le repaire des passeurs, qui misent sur le sentiment de désespoir et de frustration si répandu chez leurs compatriotes, comme le constatent les diverses polices d'Europe. En octobre dernier, les ministres de l'Intérieur du G7 sont convenus de renforcer leur coopération avec les plateformes afin de mettre un terme aux activités en ligne des réseaux de passeurs.

Entre-temps, le durcissement de la politique européenne en matière d'asile se fait également sentir au Maghreb. Les gouvernements d'Afrique du Nord se heurtent à un dilemme : d'un côté, ils ont eux-mêmes intérêt à voir partir de jeunes hommes mal formés et mal intégrés. Mais, dans le même temps, les gouvernements européens accentuent la pression.

En Tunisie, pays payé par l'Italie et l'Union européenne pour sécuriser sa frontière sur la

Méditerranée, le gouvernement tente désormais de cibler les migrants venus du sud de l'Afrique. Au cours des mois de mars et d'avril, des "milices" autoproclamées se sont attaquées à plusieurs reprises à des réfugiés et à des migrants venus d'Afrique subsaharienne. Les forces de l'ordre et les milices proches du régime ont multiplié les descentes et les expulsions. Rarement la situation avait été aussi tendue ces dernières années.

Sous l'effet de l'insécurité et de la répression, le sentiment de mal-être continue de se propager, garantissant aux passeurs un afflux régulier de candidats au départ. Les derniers chiffres laissent penser que le nombre de traversées clandestines pourrait repartir à la hausse prochainement. Et, plus les conditions du départ pour l'Europe sont difficiles, plus les prix grimpent.

—Daniel Gerny et Beat Stauffer,  
publié le 14 avril

\* En français dans le texte.

\*\* Le prénom a été changé.



# Au Panama, certains profitent d'un exil à rebours

**Les migrants sud-américains qui se font refouler à la frontière américaine n'ont d'autre choix que de prendre le chemin du retour. Enrichissant au passage les passeurs.**

**C**inq cent cinquante dollars par tête, nourriture et logement compris." C'est le tarif proposé par "El Zurdo", un passeur anonyme interrogé par Bloomberg, pour le "voyage retour" en bateau vers l'Amérique du Sud des migrants dont le rêve d'une vie aux États-Unis s'est brutalement arrêté depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. Pour illustrer cette nouvelle réalité, le journal colombien **El Tiempo** évoque un "corridor de lamentations et de rêves brisés".

Avant l'investiture du président américain, les réseaux de passeurs se concentraient sur la route vers le nord, notamment la périlleuse traversée de la jungle du Darién, entre la Colombie et le Panama, un passage quasi incontournable pour les migrants en route vers les États-Unis. Mais aujourd'hui, avec l'inversion des flux provoquée par la politique anti-immigration de l'administration Trump, ces mêmes réseaux, ainsi que les prestataires de transport, se sont adaptés. Ils monnayent désormais le trajet en sens inverse, capitalisant sur un exil à rebours.

Et comme souvent, le Panama, trait d'union entre les deux Amériques, est au centre de cette dynamique. En février 2025, rapporte *El Tiempo*, 2 000 personnes, majoritairement des Vénézuéliens, ont franchi la frontière en provenance du Costa Rica.



"Dans la vie, rien n'est gratuit", confie Roberto, un Vénézuélien sur le chemin du retour, interrogé par **La Estrella Panamá**. À travers ses mots, le journal dresse le récit d'un périple éprouvant, jalonné d'obstacles et de paiements imposés. Nombre d'entre eux traversent en effet l'Amérique centrale en bus, jusqu'à la frontière entre le Costa Rica et le Panama, où certains sont contraints de "payer des coyotes" pour être convoyés à l'intérieur de l'isthme panaméen.

Ceux qui échappent aux contrôles peuvent opter pour l'itinéraire "*le moins cher*" et "*le plus court*", en embarquant en bateau depuis la région panaméenne de Guna Yala pour rejoindre la ville côtière de Necoclí, en Colombie. Si le président d'un prestataire de transport panaméen, Narciso Nacho Pérez, évoque un coût de traversée à 230 dollars, le quotidien universitaire costaricain **Semanario Universidad** parle d'un tarif pouvant grimper jusqu'à 700 dollars.

Néanmoins, il convient de souligner que les flux globaux ont été drastiquement réduits, affectant l'économie de certains groupes armés de passeurs, tempère un article d'*Insight Crime*, relayé par **Infobae**. Le Clan del Golfo, groupe armé dominant dans la partie colombienne du Darién, "a cessé de recevoir de l'argent" de cette manière, assure le média argentin.

— **Courrier international**

## Les regrets d'une "petite main" vietnamienne

••• Thanh est le pseudonyme donné par la BBC au passeur qui, pendant près de vingt ans, a organisé un "trafic de personnes" entre le Vietnam et le Royaume-Uni. Son témoignage auprès de la radiotélévision publique britannique, bien qu'émaillé de zones d'ombre, se révèle précieux. Et pour cause : "Au cours des premiers mois de l'année 2024, le Vietnam est apparu, de manière soudaine et inattendue, comme le principal pays d'origine des migrants cherchant à traverser la Manche." Pour Thanh, la trajectoire vers le rôle de passeur commence en 2007. Alors âgé de 20 ans, il quitte le Vietnam. Sa famille l'incite à partir vers l'Europe, où il travaille en République tchèque avant de gagner l'Allemagne. Là, prétendant n'avoir que 14 ans, il vit dans un foyer et vend des cigarettes au noir. Au bout de deux ans, il rejoint la France. Coincé à Dunkerque, d'où il n'arrive pas à rejoindre l'Angleterre, il commence alors à travailler pour un gang. "Je fournissais de la nourriture et

j'organisais le départ des personnes vers les camions sur des créneaux précis. Pour chaque passage réussi, j'étais payé 300 euros, confie Thanh à la BBC. C'était illégal, mais très très profitable." Ses activités lui valent condamnation et prison. Il repart au Vietnam, avant de reprendre du service en 2017 avec un nouveau rôle : fournir de faux documents. "Des relevés de banque, des fiches de salaire ou des avis d'imposition, tout ce dont les ambassades européennes ont besoin pour prouver que les candidats aux visas ont des revenus suffisants, tout peut-être fourni." Notamment avec la complicité des employés de banque, explique Thanh à la BBC. Désormais, il se présente comme un repenti et dit souhaiter mettre en garde ses compatriotes contre l'immigration clandestine au Royaume-Uni. "Il n'est pas facile pour les clandestins de trouver du travail ou de gagner de l'argent. Je veux juste que les Vietnamiens comprennent qu'il ne vaut pas la peine d'emprunter beaucoup d'argent pour venir ici."



### DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

**La fille de la passeuse et autres contes du golfe d'Aden.** Entre la Corne de l'Afrique et la péninsule arabique, ils sont nombreux, hommes et femmes, à tenter le passage par le golfe d'Aden, l'une des routes migratoires les plus dangereuses du monde. Le **Financial Times** a dressé le portrait de ces migrants, passeurs, trafiquants d'êtres humains. **Un reportage exceptionnel où les récits se mêlent aux croyances, à découvrir sur courrierinternational.com**



# Le sismologue népalais qui met la prévention en chanson

**Géologie.** Depuis le séisme dévastateur de 2015, le scientifique Shiba Subedi utilise son talent de chanteur pour former les Népalais à la prévention des risques.



—Nature, extraits (Londres)

**B**rillant élève s'adonnant en outre à tout un tas d'activités extrascolaires, Shiba Subedi a grandi à Jaljala, un village reculé de l'ouest du Népal. S'il excellait dans les débats, les concours d'écriture et la poésie, il se passionnait par-dessus tout pour la musique folklorique népalaise.

Après le lycée, il a suivi une licence scientifique [cursus de deux ans au Népal] au campus Prithvi-Narayan de Pokhara, une ville animée de l'ouest du pays.

En parallèle de ses études, il a alors découvert le monde vibrant de la musique populaire dans les bars locaux. Mais son père craignait que poursuivre la musique ne ruine ses chances de réussir sa carrière. Aussi a-t-il fait cinq heures de bus, direction Pokhara, bien décidé à faire changer d'avis son fils : "Il a passé quatre jours à tenter de me convaincre d'arrêter la musique, mais j'étais déterminé", se souvient aujourd'hui Shiba Subedi.

Dépassant les inquiétudes paternelles, Shiba Subedi a poursuivi son parcours musical en

même temps que ses études. En 2009, il a acquis une certaine renommée nationale grâce à ses chansons, qui lui ont rapporté près de 200 000 roupies népalaises [équivalant alors à environ 2500 euros], soit plus que le revenu annuel dont disposait la classe moyenne au Népal. "Après cela, mon père n'a plus jamais remis en cause ma passion pour la musique."

C'est après le séisme dévastateur qui a frappé le Népal en 2015 que Shiba Subedi a finalement concilié ses deux carrières. Alors qu'il suivait un master de

physique à l'université Tribhuvan, à Katmandou, les conséquences du désastre l'ont amené à se réorienter vers la géophysique.

Aujourd'hui géophysicien à l'Académie des sciences et des technologies du Népal, à Lalitpur, il associe son goût pour la musique et l'expertise dans l'analyse des risques sismiques. Il intervient dans des écoles pour sensibiliser les élèves et les enseignants aux tremblements de terre et utilise ses chansons pour toucher un public encore plus large.

**Morts évitables.** En novembre, il a reçu la mention spéciale du jury du prix John-Maddox, une initiative conjointe de l'association Sense About Science, établie à Londres, et de la revue *Nature* [qui récompense chaque année une ou deux personnes ayant fait preuve de courage et d'intégrité en défendant la science].

En avril 2015, quand un séisme de magnitude 7,8 a frappé le district de Gorkha [à l'ouest de Katmandou], Shiba Subedi se trouvait sur le campus de l'université Tribhuvan et il a vu une personne mourir, écrasée par l'effondrement du portail de l'établissement sur sa voiture. "Une scène insoutenable", confie-t-il.

Près de 9 000 personnes sont mortes. Le jeune homme a entendu des histoires de morts tragiques qui auraient pu être évitées. À Melamchi, par exemple, une adolescente qui se trouvait dans un jardin s'est précipitée chez elle pour se réfugier sous une table – suivant probablement un mauvais conseil – au lieu de rester à l'extérieur, dans un espace dégagé. Shiba Subedi a alors cherché un moyen de mieux préparer la société népalaise à de futurs séismes.

C'est pourquoi il a commencé un second master en 2016 à l'Institut de physique du globe de Paris, afin de se spécialiser en géophysique appliquée aux risques naturels. Le responsable du master l'a ensuite mis en contact avec Gyorgy Hetenyi, géophysicien à l'université de Lausanne, en Suisse, pour envisager un doctorat sous sa direction.

Gyorgy Hetenyi a hésité, car, se souvient-il aujourd'hui, il savait que "si l'étudiant retourna au Népal après un doctorat de géophysique classique, il ne disposait pas des instruments de mesure

et des ressources nécessaires [pour poursuivre son travail]". Il lui a donc proposé de travailler avec son équipe tout en préparant un doctorat en sismologie éducative, axé sur la sensibilisation des étudiants et des enseignants aux tremblements de terre.

Lorsque Shiba Subedi a commencé son doctorat, en 2018, les établissements scolaires népalais avaient très peu de ressources à leur disposition pour enseigner la sismologie. Avec Gyorgy Hetenyi, ils ont donc lancé la campagne "Sismologie à l'école au Népal" pour apprendre aux enfants et aux professeurs à se servir d'un sismomètre et leur fournir des notions de base sur les ondes sismiques et les niveaux d'énergie. "Si les élèves arrivent à mesurer même de petites secousses, cela éveillera leur intérêt et déclenchera peut-être quelques vocations", explique-t-il.

La carrière de Shiba Subedi dans la musique populaire s'est alors révélée utile. Tout d'abord, parce que ses contacts sur les réseaux sociaux lui ont permis d'identifier rapidement les écoles qui pourraient participer à la campagne. Ensuite, parce que "les gens adorent les célébrités", s'amuse-t-il. "Quand je fais écouter mes chansons à quelqu'un avant de lui expliquer mon sujet de recherche, il est beaucoup plus réceptif à mon message."

Professeur de sciences au collège Shree Shiva à Kawasoti, dans le sud du pays, Shreedhar Dhakal a participé aux ateliers pour ensei-

**Shiba Subedi et son directeur de thèse ont lancé la campagne "Sismologie à l'école au Népal".**

gnants. Les premières fois où il a appris à ses élèves les consignes de sécurité en cas de séisme, avec le mot d'ordre classique "se baisser, s'abriter, s'accrocher" – c'est-à-dire se laisser tomber au sol, s'abriter sous une table (ou se protéger la tête avec les bras) et tenir la position –, les parents se sont plaints. "Ils trouvaient que ce n'était pas utile", se souvient-il. Mais avec le temps, ils ont fini par apprécier ses efforts.

Avant cette campagne dans les écoles, Shiba Subedi n'avait jamais parlé de sa carrière musicale à Gyorgy Hetenyi. "Je pensais

*qu'il valait mieux cloisonner mes activités musicale et scientifique, résume-t-il. Sinon, cela aurait pu donner l'impression que je me dispersais et menacer ma crédibilité.* Mais lors d'un atelier pour enseignants auquel participait Gyorgy Hetenyi, il a invité un ami musicien à se produire, et quelqu'un a mentionné les succès musicaux de Shiba Subedi.

*"J'ai été très surpris", se remémore Gyorgy Hetenyi. Et une idée lui est immédiatement venue à l'esprit : "Et si tu faisais une chanson sur la prévention des séismes ?"* Loin d'être convaincu, Shiba Subedi a décliné : *"Les séismes ne sont pas un sujet de chanson. Jamais de la vie."*

Gyorgy Hetenyi assure ne pas être du genre à insister, mais pendant les ateliers suivants il a été frappé de voir à quel point la musique folklorique était appréciée par les participants. Il a alors compris que les chansons, avec leurs paroles concises et leurs mélodies agréables, pouvaient avoir une plus forte résonance chez certains qu'un article scientifique ou qu'une conférence. Et il a fini par obtenir gain de cause : Shiba Subedi a accepté de tenter le coup.

**Phrases percutantes.** Restait à traduire des termes scientifiques complexes en phrases claires et percutantes, qui pourraient être chantées sur un rythme entraînant. *"Par exemple, comment peut-on expliquer la tectonique des plaques à quelqu'un qui n'a pas été à l'école ?"* s'interroge Shiba Subedi. D'autant qu'il n'y a pas de mot, en népalais courant, pour exprimer ce phénomène. *"Et si j'utilisais du jargon scientifique, cela ne parlerait pas à quelqu'un comme ma grand-mère."*

Au lieu d'utiliser des termes techniques, Shiba Subedi décrit dans ses chansons comment le mouvement des roches souterraines provoque des tremblements de terre. Les textes vont à l'essentiel, ils sont faciles à comprendre et à chanter – un choix qui s'est avéré payant. Par exemple, une strophe dit : *"À ce jour, la science ne sait pas prédire le moment et l'intensité d'un séisme, ni où il frappera exactement."* Elle est suivie du refrain : *"Aussi simple que d'apprendre A, B, C, tout le monde peut adopter les bons gestes pour survivre à un séisme."*

Son équipe a choisi de tourner un clip dans une école et de mettre en scène des élèves pour faire en sorte que les jeunes qui regardent la vidéo en parlent à leurs parents et à leurs grands-parents. C'est un levier très efficace pour diffuser les enseignements au sein des familles et des communautés. Le clip illustre des éléments simples mais essentiels, comme l'origine des tremblements de terre, la construction de maisons résistantes aux séismes

**Si j'utilisais du jargon scientifique, ça ne parlerait pas à ma grand-mère."**

Shiba Subedi, GÉOPHYSICIEN

ou encore l'anticipation de ces catastrophes et la conduite à tenir lorsqu'elles surviennent.

Pour toucher le plus grand nombre, Shiba Subedi a sollicité son réseau. L'acteur principal n'est autre que Pashupati Sharma, star de la musique népalaise, qui, coiffé d'une perruque excentrique, joue le rôle d'un professeur. Pashupati Sharma avait déjà réalisé plusieurs projets avec Shiba Subedi et a immédiatement été emballé. *"Il était très enthousiaste et s'est même chargé de la production musicale, car j'étais très pris par mon travail de recherche en Suisse"*, se souvient Shiba Subedi.

La vidéo met aussi en scène une chanteuse [Devi Gharti Magar] dans le rôle d'une enseignante, ainsi que des élèves d'une école de Katmandou. Au fil des sujets évoqués par la chanson, le groupe quitte la cour de récréation pour aller sur le terrain, étudier les règles de sécurité en cas de tremblement de terre, notamment sur un chantier de construction. Publiée en décembre 2020, la vidéo a rencontré un franc succès et a été visionnée plus de 129 000 fois.

*"Jamais les articles scientifiques que je publie ne seront lus par 100 000 personnes, même en additionnant les lecteurs de tous mes papiers, reconnaît Gyorgy Hetenyi. J'ai été vraiment surpris par le nombre de personnes que la musique peut atteindre."*

**Saugat Bolakhe,**  
publié le 24 mars



## Objectif Apophis

**Espace.** En 2029, un astéroïde passera tout près de notre planète. Les risques de collision ont été écartés, mais cette proximité offre aux scientifiques une occasion unique d'en savoir plus sur ce type de corps célestes.

—New Scientist, extraits  
(Londres)

**D**ans quatre ans, le 13 avril 2029 précisément, un gigantesque astéroïde nommé "Apophis" passera tout près de la Terre, à seulement 32 000 kilomètres de sa surface. Les scientifiques avaient d'abord calculé que sa trajectoire, tout comme celle d'un autre astéroïde récemment identifié et affublé du nom de "2024 YR4", risquait de croiser celle de notre planète. Ces probabilités ont finalement été réduites à néant et, après avoir poussé quelques soupirs de soulagement, les astronomes se sont intéressés au moment précis où Apophis passerait exceptionnellement près de nous.

Lorsqu'il s'approchera, une mission spatiale hétéroclite réunissant l'Agence spatiale américaine (Nasa), l'Agence spatiale européenne (ESA) et l'Agence d'exploration aérospatiale japonaise (Jaxa) se lancera à sa poursuite.

*"Le passage d'un corps de la taille d'Apophis si près de la Terre ne se produit qu'une fois par millénaire", s'enthousiasme Patrick Michel, de l'université Côte d'Azur, à Nice, et membre de la mission Apophis de l'ESA. C'est extraordinaire."*

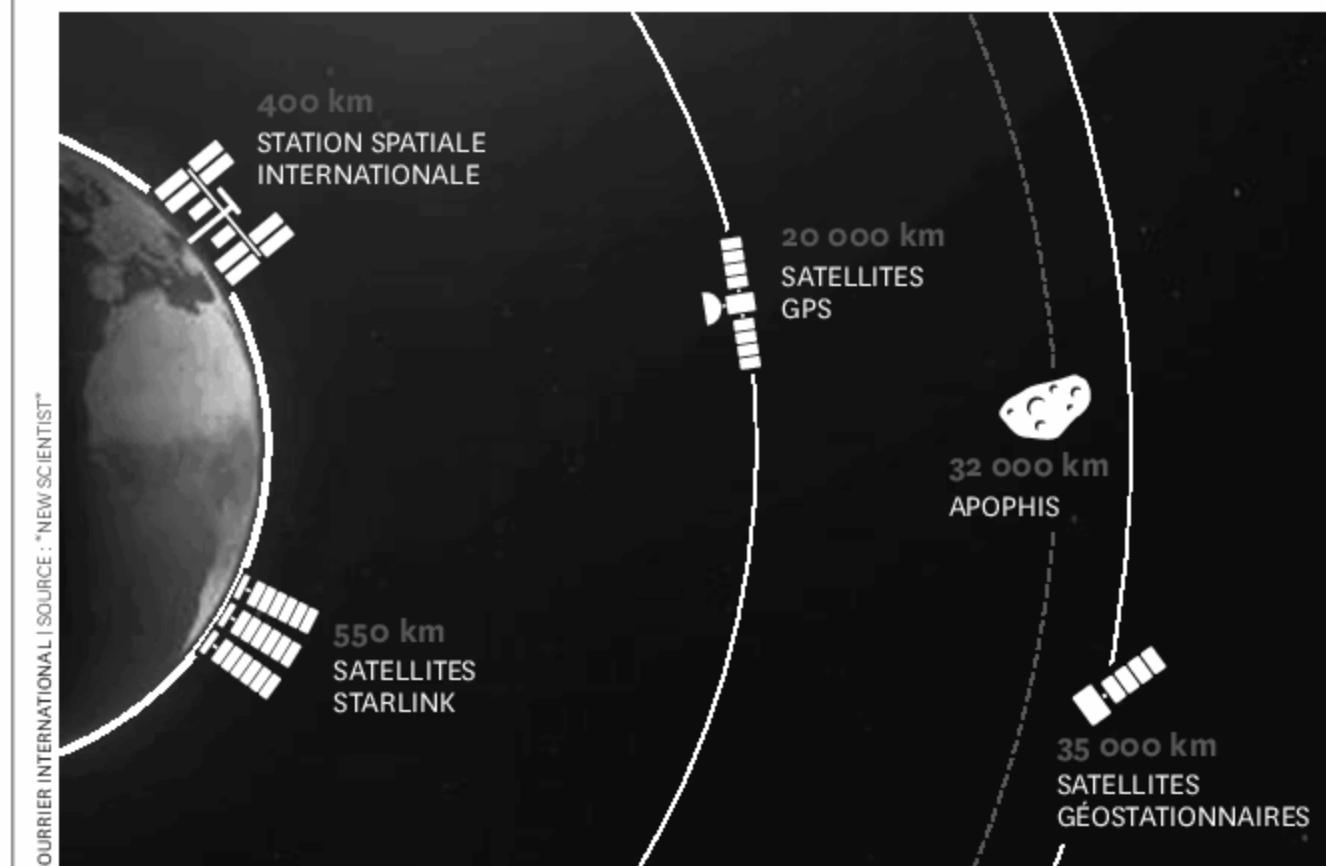
Les trois agences spatiales ont partagé leurs objectifs de mission et se sont

coordonnées pour tirer profit au maximum de cette occasion unique. Plusieurs sondes se précipiteront pour atteindre Apophis en premier, mais *"personne ne sera gagnant ou perdant"*, insiste Patrick Michel. Si la coordination internationale se déroule comme prévu, nous pourrons tous mieux comprendre comment protéger la Terre de ces astéroïdes potentiellement destructeurs.

**Connaître sa composition.** En 2004, la découverte d'Apophis avait provoqué un vent de frayeur. Selon les premiers calculs orbitaux, la probabilité que cet astéroïde de 450 mètres de long – donc assez gros pour causer des dommages à l'échelle d'un continent – percutte la Terre en 2029 s'élevait à 2,7 %. Heureusement, les observations ultérieures ont permis d'éliminer cette effrayante possibilité. Mais l'astéroïde devrait tout de même passer extrêmement près de notre planète, en dessous des satellites géostationnaires.

Et dans l'orbite proche de la Terre, il existe des milliers d'astéroïdes semblables à Apophis qui n'ont pas encore été découverts. Si l'un d'entre eux se trouvait sur notre trajectoire, il serait particulièrement utile de connaître sa composition avant d'envoyer une mission pour le dévier ou le détruire. Les astéroïdes sont-ils → 36

### L'astéroïde Apophis passera à proximité de la Terre en 2029



**35 ←** des corps rigides capables d'absorber l'impact d'un vaisseau bélier ou bien sont-ils des masses composites susceptibles d'éclater en milliers de fragments ?

Quoi qu'il en soit, Apophis ne se contentera pas de frôler passivement notre planète. Lors de son passage, il est probable que son orbite soit sensiblement modifiée et que sa géologie de surface ainsi que sa structure interne soient également affectées. "Il y aura un tremblement sismique sur Apophis", assure Dani DellaGiustina, chercheuse à l'université de l'Arizona. Et ces tremblements pourront fournir des indications sur sa composition géologique.

Lors du passage de l'astéroïde, les scientifiques pourront collecter des informations précises sur sa taille, sa forme et sa trajectoire grâce à une multitude de systèmes d'observation depuis le sol terrestre, notamment des radars. Mais les garants de la défense planétaire (qui gèrent les risques d'impact des astéroïdes avec la Terre) ont de plus grandes ambitions : ils souhaitent envoyer plusieurs engins pour suivre au mieux Apophis avant, pendant et après son passage près de la Terre.

**"L'un des objectifs de la coordination entre les trois agences spatiales est d'éviter les collisions entre les différentes sondes."**

**Michael Küppers,**  
PLANÉTOLOGUE À L'ESA

La première sonde de cette flotte succédera à la mission Osiris-Rex de la Nasa. En 2020, c'est elle qui a prélevé des morceaux de l'astéroïde Bennu, avant de revenir vers la Terre en 2023 pour larguer une capsule contenant ces échantillons. Le but de cette mission était avant tout scientifique, puisque l'étude de ces fragments devait permettre de mieux comprendre l'origine des planètes et de la vie elle-même.

Mais la mission Osiris-Rex a depuis été réorientée vers la défense planétaire. Alors que les opérateurs contrôlaient le trajet retour de la sonde spatiale de Bennu, ils se sont rendu compte qu'ils pouvaient la diriger de manière à s'approcher d'Apophis. Une déviation qui permettrait d'examiner l'astéroïde grâce à un ensemble de caméras et de capteurs.

Ainsi, vingt minutes après que l'échantillon de Bennu a été largué sur Terre, la sonde a remis les gaz pour se lancer sur une trajectoire circulaire autour du Système solaire afin de rattraper Apophis en 2029. Cette mission, désormais renommée "Osiris-Apophis Explorer", ou Apex, constitue un pari très risqué, puisqu'elle n'a pas été conçue pour s'approcher aussi près du Soleil. Heureusement, ses

instruments ont pour l'instant résisté à la chaleur intense.

"Tous les voyants semblent être au vert pour Apophis", affirme Dani DellaGiustina, la directrice de recherche de la mission Osiris-Apex. Nous voulons nous montrer audacieux", ajoute-t-elle. La sonde pourrait tenter de pousser légèrement Apophis grâce au bras extensible dont est doté Osiris-Apex, ou même essayer de se poser sur sa surface. "Nous aimions tenter quelque chose de fou, mais pour l'instant nous espérons déjà mener à bien notre mission initiale."

**Radar et sismomètre.** L'ESA contribue à cette mission en mettant à disposition une sonde baptisée "Ramses", acronyme de Rapid Apophis Mission for Space Safety ("Mission rapide vers Apophis pour la sécurité spatiale"). En plus de surveiller l'astéroïde grâce à ses caméras, Ramses déployera deux satellites miniatures appelés "CubeSats" (des nanosatellites cubiques). L'un d'eux utilisera un radar à pénétration de sol afin de sonder le sous-sol d'Apophis, tandis qu'un autre pourrait déposer un sismomètre sur l'astéroïde, détaille Patrick Michel. "Recourir à des CubeSats nous permet de prendre plus de risques et de laisser le vaisseau mère en sécurité", précise-t-il.

Si les missions Osiris-Apex et Ramses sont bien lancées comme prévu en 2028, l'objectif de la japonaise Destiny+ sera bel et bien de les prendre de vitesse. Bien que son but initial soit l'astéroïde Phaéton, qu'elle atteindra en 2030, Destiny+ fera un détour par Apophis au début de 2029 afin de prendre des clichés pour aider les futures missions Ramses et Apex, explique Tomoko Arai, de l'université de technologie de Chiba, au Japon, directrice de la mission Destiny+.

En supposant que Ramses et Destiny+ réussissent toutes les deux leur décollage, la triple mission Apophis doit tout faire pour éviter de potentiels télescopages en chaîne. "L'un des objectifs de la coordination entre les trois agences spatiales consiste à éviter les collisions entre les différentes sondes", souligne Michael Küppers, planétologue à l'ESA.

Mais si elles mènent leur mission à bien, la Nasa, l'ESA et la Jaxa pourront observer en direct les transformations que subira Apophis au contact de la gravité terrestre. Ce qui pourrait bien révéler des secrets essentiels à la garantie de la défense planétaire. "Pendant des années, nous avons tenté d'imaginer ce qui pouvait se passer lorsqu'un objet s'approche aussi près d'une planète, retrace Cristina Thomas, de l'université du nord de l'Arizona. Nous allons enfin avoir la chance de l'observer pour de vrai."

—**Robin George Andrews,**  
publié le 16 avril

# Rovereto, capitale de la "Bitcoin Valley" italienne

**Cryptomonnaies.** Dans cette ville de la province de Trente, une trentaine de commerces acceptent les bitcoins, et une sorte de bureau de change permet d'acquérir et de vendre des cryptoactifs.



—**Cinco Días** (Madrid)

**A** Rovereto (37754 habitants), une plaque installée au bord du fleuve Adige évoque l'héritage culturel et le passé économique de la quatrième ville du Trentin-Haut-Adige : "Les entrepreneurs locaux avaient un faible appétit pour le risque, disposaient de capitaux relativement limités et n'avaient pas recours au crédit bancaire."

La phrase fait tiquer quand on la lit aujourd'hui : Rovereto est en effet la capitale de la "Bitcoin Valley" italienne.

La région affiche la densité la plus élevée de commerces *bitcoin-friendly* : 6,47 pour 100 000 habitants. Il en existe plus d'une centaine au total dans la région, et Rovereto abrite 31 d'entre eux, en plus de Comproeuro, une sorte de bureau de change où l'on peut acheter et vendre des bitcoins.

✓ Dessin de Ramsés,  
Cuba.

D'après le site Quibitcoin.it, 950 commerces italiens acceptent la cryptomonnaie.

Le protagoniste de cette histoire, c'est Marco Amadori. Nous l'avons rencontré dans un bar de Rovereto qui accepte les bitcoins. L'entrepreneur de 48 ans se décrit comme un fana d'informatique. Son intérêt ne date pas d'hier, mais il a eu un vrai déclencheur quand il a commencé à travailler comme développeur à la Fondation Bruno Kessler, spécialisée dans la recherche technologique et l'intelligence artificielle. C'était en 2012. À la fin de la conférence TEDx qu'il a donnée à l'époque, il a évoqué le bitcoin : "C'est un logiciel et une monnaie virtuelle distribuée et décentralisée. Il en est à un stade embryonnaire et compte environ 60 000 utilisateurs."

**Euros contre bitcoins.** Ce qui l'a le plus intéressé pendant des années, c'est l'aspect technologique. "Un jour, mon patron a demandé si quelqu'un dans l'équipe connaissait un peu le bitcoin. Il m'a demandé de préparer un exposé pour expliquer aux autres de quoi il s'agissait." C'est pendant qu'il approfondissait ses connaissances sur le sujet qu'il a eu l'idée qui a donné naissance à la "Bitcoin Valley" : il a demandé au propriétaire de la pizzeria où il avait ses habitudes s'il accepterait les paiements en bitcoins à titre expérimental. Le restaurateur a dit oui.

Un an plus tard, en 2016, Marco Amadori a fondé sa propre startup de développement de logiciels spécialisés. Mais il s'est vite rendu compte qu'il pouvait aller au-delà. "Les gens voulaient comprendre le fonctionnement du bitcoin et savoir s'ils pouvaient l'utiliser pour payer."

C'est à ce moment-là qu'est né Comproeuro. Son siège se trouve au rez-de-chaussée d'un édifice situé au cœur de la ville. Le symbole du bitcoin est partout dans les locaux. On y organise des formations sur la cryptomonnaie, explique Marco Amadori. Le gros des activités tourne cependant autour de l'achat et de la vente de bitcoins, le seul actif disponible, car chez Comproeuro on croit que c'est celui qui est susceptible de produire de la valeur. "La majorité des clients viennent acheter et vendre des bitcoins."

Le bitcoin est régi par des principes de liberté financière et de décentralisation. Mais



paradoxalement, certaines personnes préfèrent se déplacer chez Comproeuro pour en acquérir. "Elles ne font pas confiance à Internet : elles préfèrent que l'échange se fasse en personne parce que c'est quelque chose de nouveau. Elles ont confiance en nous", lance Marco Amadori.

Le processus est simple : le client échange des euros (un minimum de 150 euros) contre des bitcoins. Les tokens achetés viennent de plateformes d'échange d'actifs numériques, principalement Kraken. Comproeuro applique à chaque transaction un taux de change qui permet à l'entreprise de dégager une marge bénéficiaire et de couvrir les frais associés à l'envoi des fonds sur le portefeuille de l'investisseur. En 2023, il y a eu environ 200 utilisateurs, pour un montant moyen des transactions de 10 000 euros, d'après Federico Sannicolò, gérant de Comproeuro. "La plupart de nos clients ont plus de 65 ans ou entre 30 et 40 ans."

Comproeuro fournit aussi aux entreprises des services de conseil et des terminaux de paiement ou une application qui leur permet d'accepter les règlements dans cette cryptomonnaie. Les commerces participants sont assez variés : restaurants, hôtels, bureaux de tabac, magasins de vêtements, écoles de conduite.

Plusieurs d'entre eux accordent des remises de 10 % à 22 % aux clients qui règlent avec la

**Les commerces participants sont variés : restaurants, hôtels, tabacs, écoles de conduite...**

cryptomonnaie. "Ils le font pour inciter les gens à payer en bitcoins et parce qu'ils ont compris qu'il était préférable de les conserver", constate Marco Amadori. L'engouement a même atteint les établissements primaires : en 2017, les cantines scolaires de la région de la Vallagarina ont commencé à accepter la cryptomonnaie.

Un groupe d'élèves d'un établissement voisin entre dans le restaurant Piadinamore, à quelques pas de Comproeuro. Un autocollant rond de couleur orange orné du symbole ₿ est apposé sur la vitrine. Rosaria Miorandi, la gérante, raconte en prenant les commandes qu'elle a commencé à accepter les bitcoins en janvier 2019 et qu'une application lui permet aujourd'hui de traiter les paiements en quelques secondes seulement : il suffit que le client ouvre son wallet (portefeuille numérique), scanne le code QR du paiement et appuie sur "Envoyer".

"À un moment, j'ai oublié que j'avais des bitcoins. Puis, un jour, j'ai entendu que le prix avait augmenté et je suis allée vérifier dans mon portefeuille. Sa valeur était passée de 500 à 3 500 euros", raconte-t-elle, encore surprise de sa bonne fortune.

Habituellement, la restauratrice conserve les cryptomonnaies, mais cette fois elle en a converti une partie pour payer le dentiste. "On reçoit peu de paiements en bitcoins, cinq par mois, peut-être. Je crois que c'est un système qui n'est pas encore bien compris."

Rosaria Miorandi a prévu de prendre sa retraite d'ici quelques mois, mais l'activité continuera : "Marco, tu dois montrer à ma fille comment utiliser l'appli pour accepter les bitcoins", rappelle-t-elle au fondateur de Comproeuro avant de lui dire au revoir.

Les chefs d'entreprise qui, au début, ont converti leurs bitcoins en euros se repentent aujourd'hui. Fabio De Gasperi, gérant de TestOneshop, une boutique de vêtements de sport, boit un espresso au bar La Piazzetta. "Tu encaisses combien de paiements en bitcoins dans ta boutique ?" lui demande le propriétaire, Davide Dematté. "Encore très peu", répond-il. Les deux commerces sont bitcoin-friendly, mais ce mode de paiement n'est pas répandu.

"J'ai conservé les bitcoins pendant un moment, mais j'ai fini par les convertir. Je m'en mords les doigts maintenant", avoue le restaurateur.

D'autres sont plus enthousiastes. Le restaurant Le Radici est situé à proximité de la Piazza delle Erbe, une place entourée de bâtiments colorés, caché derrière des portes en bois datant de 1915. Sa propriétaire, Elisa Cont, accepte les bitcoins depuis 2020. Elle estime à une vingtaine le nombre de transactions qu'elle traite chaque mois.

Le "Satoshi Spritz", un événement organisé régulièrement dans son établissement, qui réunit la communauté crypto de la région, y est pour quelque chose ["Satoshi Nakamoto" est le pseudonyme de l'inventeur du bitcoin ; le satoshi est aussi la plus petite unité de compte en bitcoin, il en faut 100 millions pour faire 1 bitcoin.] "J'aimerais pouvoir garder les bitcoins, mais j'ai parfois besoin de liquidités", dit-elle. Non seulement elle les accepte, mais il lui arrive aussi de s'en servir. "J'ai dû changer une pièce sur ma voiture. Le mécanicien acceptait les bitcoins et je les ai donc utilisés pour payer."

**Phase expérimentale.** Le plus enthousiaste est sans doute Marco Amadori, même s'il admet qu'il s'agit d'un projet expérimental. "On est encore dans la phase de découverte de la valeur. Mais ça viendra", dit-il. Jusqu'à présent, Marco Amadori a eu peu de contacts avec les élus locaux.

La dernière fois remonte à 2017, quand la province autonome a approuvé une motion visant à étudier l'utilisation du bitcoin. Il ne s'est rien passé depuis. Cinco Días a pris contact avec les autorités locales et régionales, mais n'a reçu aucune réponse.

Ce qui inquiète le plus Marco Amadori ces jours-ci, c'est le MiCA [Markets in Crypto-Assets Regulation, le cadre réglementaire proposé par l'Union européenne pour régir les cryptomonnaies, dont la mise en œuvre progressive a commencé au début de 2025]. "Ça pourrait être une catastrophe pour l'entreprise. Le MiCA a été pensé pour les émetteurs et les fournisseurs de cryptoactifs. Nous, on achète et on vend des bitcoins, mais on n'est pas une plateforme d'échange. On ne conserve pas les euros ni les bitcoins de nos clients, on ne les a qu'au moment de la transaction. On est des facilitateurs de transactions."

L'entreprise attend que la Consob [l'organisme de contrôle des marchés financiers italiens] lui dise si elle doit se soumettre au nouveau cadre réglementaire. Si oui, elle devra augmenter son capital social et procéder à d'importants changements structurels, ce qui risquerait de mettre en péril sa survie.

**"On reçoit peu de paiements en bitcoins. Le système n'est pas encore bien compris."**

**Rosaria Miorandi, GÉRANTE DU RESTAURANT PIADINAMORE**

Malgré les obstacles, Marco Amadori est confiant dans l'avenir de la "Bitcoin Valley". "Presque dix ans se sont écoulés, et on est toujours là", lance-t-il. Il rappelle qu'il a été parmi les premiers à rémunérer ses employés en bitcoins et à fonder une entreprise dont le capital social est établi dans cette cryptomonnaie. Il voit aussi que le bitcoin suscite l'intérêt de la communauté locale, comme en témoigne le succès du guichet bitcoin installé dans l'une des vitrines de Comproeuro.

Les gens peuvent scanner le code QR qui apparaît à l'écran depuis leur portefeuille et recevoir en l'espace de quelques secondes 122 satoshis (environ 0,11 euro). "Depuis que le prix du bitcoin a augmenté, les gens sont plus nombreux à s'arrêter pour scanner le code, explique Federico Sannicolò. Ils peuvent le faire toutes les dix minutes et, s'ils ont accumulé assez de satoshis, ils peuvent les utiliser pour s'acheter un café ou une glace."

— **Elisa Tasca,**  
publié le 17 février



REPORTAGE

SOURCE

**CINCO DÍAS**

Madrid, Espagne

Quotidien

cincodias.com

Fondé en 1978, "Cinco Jours" est le doyen des quotidiens économiques du pays. Ce journal de référence appartient au groupe Prisa, qui édite aussi le quotidien *El País*.



# 360



MAGAZINE

Mon visage dans un jeu vidéo ..... 42  
Le Festival de Cannes en terre méconnue • Cinéma.. 44  
Naissance de l'écriture vietnamienne • Histoire.. 46

## Les nouveaux écrivains voyageurs arabes

Il y a sept cents ans, l'explorateur Ibn Battuta, né à Tanger, se lançait dans son premier périple en Orient. Dans son sillage, la littérature de voyage a longtemps été un courant majeur dans le monde arabe. Après avoir perdu de son prestige au xx<sup>e</sup> siècle, elle renaît aujourd'hui sous la plume d'auteurs désireux de la moderniser.

—*Independent Arabia*, extraits [Londres]



↓ Dessin d'Ale+Ale,  
Italie.

## SOURCE



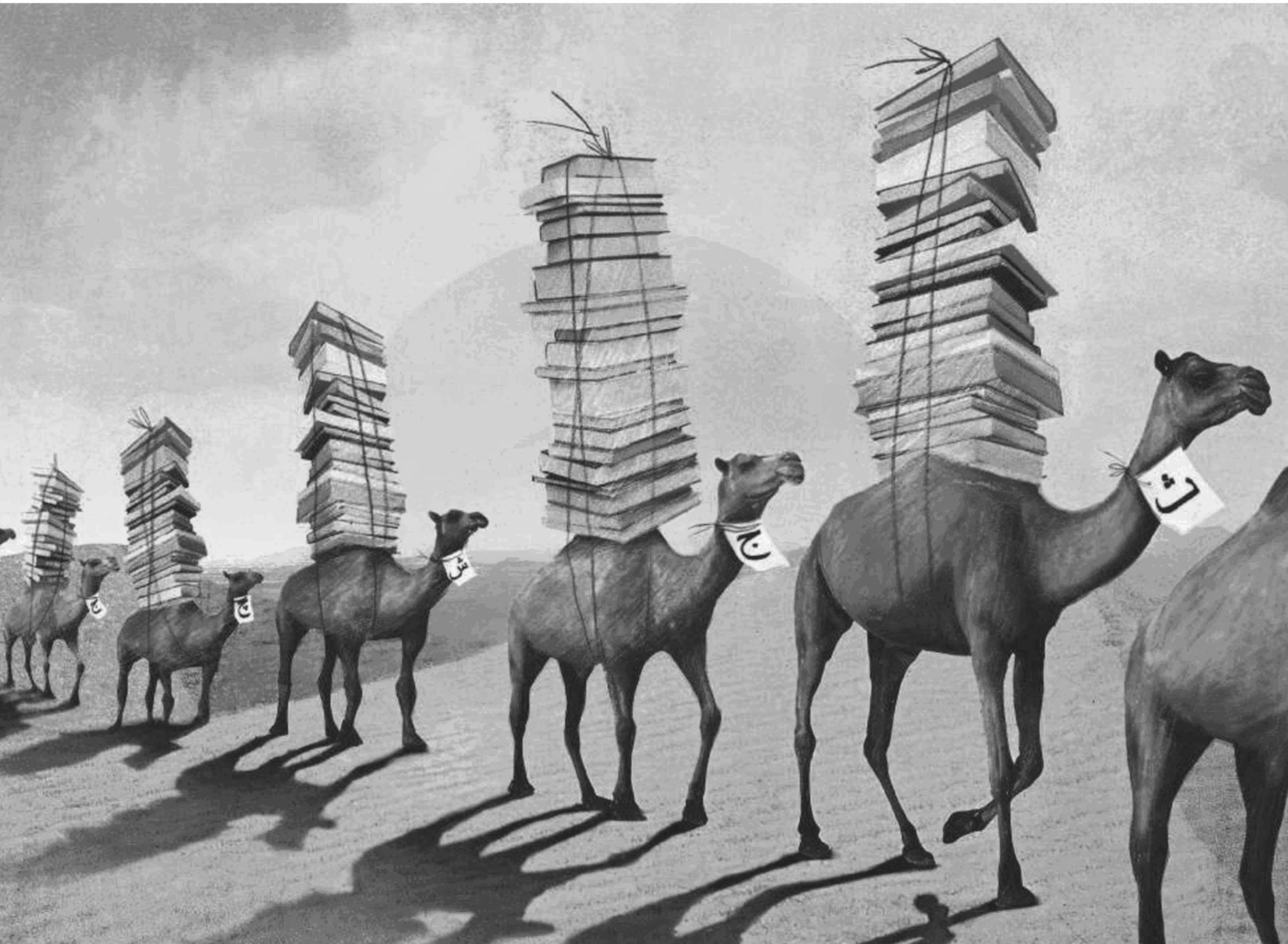
## INDEPENDENT ARABIA

Londres, Arabie saoudite

[independentarabia.com](http://independentarabia.com)

Fondé en 2019, ce site constitue la version arabe du journal britannique *The Independent*, et est géré par le Groupe saoudien de recherche et de

médias (SRMG), un des grands acteurs du secteur des médias au Moyen-Orient, proche du pouvoir de Riyad. Il publie des articles de la version anglaise traduits en arabe ainsi que des reportages et des analyses portant spécifiquement sur les pays arabes.



**A**l'ère des nouvelles technologies de la télécommunication et de la domination des images, quelle place et quel avenir peut encore avoir la *rihla*, le récit de voyage dans la littérature arabe ? Pour le savoir, nous avons interrogé un certain nombre de personnes qui s'intéressent au sujet dans le monde arabe.

Pour commencer, Nouri Al-Jarrah, poète syrien et directeur du Centre arabe de la littérature géographique à Abou Dhabi. Il décrit la *rihla* comme un "miroir aux multiples facettes, niveaux et aspirations". Il souligne que chacune des *rihla* naît de la singularité du regard que chaque voyageur porte sur les choses et les cultures, ainsi que de son travail d'écriture et du but de son périple. Il estime également que ces textes incroyables offrent de riches connaissances qui aident à combler les lacunes de l'histoire et à la (ré)écrire.

Pour lui, ce sont les Arabes qui ont créé le genre littéraire de la *rihla*, qu'on pourrait également appeler "littérature géographique". Une de ses variantes est la géographie imaginaire, telle qu'on la trouve dans *Imagine-toi!* [ouvrage traduit en 2004, La Ruche éditions], de Harith Al-Muhasibi [qui vécut dans l'actuel Irak de la fin du VIII<sup>e</sup> siècle au milieu du IX<sup>e</sup> siècle]. Ou dans *L'Épître du pardon* [traduit en 1984, Gallimard], d'Abou Al-Ala Al-Maari [né au X<sup>e</sup> siècle dans l'actuelle Syrie], ou encore dans *Voyage dans l'au-delà\**, d'Abou Hamid Al-Gharnati [né à Grenade en Andalousie en 1080 et mort à Damas en 1170].

Mais ce genre littéraire a été négligé à partir de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, selon Nouri Al-Jarrah. L'Egypte notamment, prépondérante, a délaissé le genre de la *rihla* au profit du roman, ce qui a eu des "conséquences négatives et conduit à oublier des trésors de la littérature arabe". Ainsi, jusqu'à une date récente, il n'existe pas d'endroit spécifique [où ce patrimoine serait conservé et étudié], et les ouvrages étaient dispersés entre l'Egypte, le Maroc, la Syrie et l'Irak.

De ce constat est née l'idée de créer un projet pour la littérature de voyage, il y a vingt-cinq ans. Cela a commencé par l'achat de textes imprimés pour réunir [au Centre arabe de la littérature géographique] tous les vieux livres de récits de voyage et de chroniques qui étaient devenus introuvables. Puis ont suivi des travaux de recherche, rappelle Nouri Al-Jarrah.

Il détaille la portée de ce projet, qui repose sur une mobilisation de la société civile, sous la tutelle du poète émirati Mohammed Al-Suwaidi : "Aujourd'hui, nous disposons d'un fonds d'environ 340 ouvrages. Y compris des récits de voyage de la plus haute importance tels que les *rihla* d'Abdallah Al-Ayachi, de Mohammed Al-Hajoui, d'Abou Mansur Al-Thaalibi, d'Ibn Fadlan, de Mohammed Al-Ghassani Al-Andalousi et d'autres." De même, "le prix Ibn Battuta de littérature de voyage, lancé par le centre il y a un quart de siècle, a réussi à redonner son lustre à la littérature de voyage", ajoute-t-il.

Il souligne la prééminence du Maroc dans la *rihla*. "Il y a une abondance de textes [en provenance d'auteurs de ce pays], notamment des récits de pèlerinage et de voyages en Europe", se réjouit-il, ajoutant que cela s'explique notamment par l'ouverture sur l'étranger qui "a toujours caractérisé les Marocains, et cela depuis le XIX<sup>e</sup> siècle" [par opposition aux habitants d'autres régions longtemps restées davantage repliées sur elles-mêmes, notamment dans le Golfe]. Or ces *rihla* marocaines traduisent là encore le caractère central de l'Egypte. Beaucoup

d'entre elles font en effet la part belle à la description de la géographie, de la civilisation, de l'architecture, des structures sociales, des souks et des monuments d'Egypte. Cela s'explique par le fait que cette contrée "a toujours été un passage obligé" pour les voyageurs [marocains de diverses époques], pour ne citer que Mohammed Al-Abdari Al-Hihi, Abdallah Al-Ayachi, Abou Rass Al-Nasiri, Ibn Rochaïd Al-Fihri ou encore Ibn Othman Al-Maknassi.

Alors que ces voyageurs arabes s'appliquaient à avoir un regard objectif sur l'autre, l'inverse n'a pas été vrai, affirme Nouri Al-Jarrah. Selon lui, les voyageurs occidentaux ne se sont souvent pas privés d'exagérations grossières sur l'Orient.

Et de citer l'exemple de Gustave Flaubert [qui a voyagé en Egypte et au Moyen-Orient entre 1849 et 1851; une partie de son journal sur cette période a été publiée à titre posthume sous le titre *Voyage en Egypte*]. "Nous voyons Flaubert, auteur de *Madame Bovary*, comme un grand auteur français. La vérité est qu'il a des côtés sombres que beaucoup de gens ignorent. Son journal intime contient des outrances qui sont parfois écœurantes."

Il se souvient d'un traducteur qui, à un moment donné, a refusé de continuer son travail [sur le journal de Flaubert] en raison des exagérations et des mensonges. "Je lui ai demandé de poursuivre son travail et de tout traduire, textuellement. Mais ensuite, dans l'introduction du livre, j'ai ajouté des explications en m'appuyant sur des citations de l'essai *L'Orientalisme*. L'Orient créé par l'Occident, d'Edward Said [ouvrage fondateur des études postcoloniales paru en 1978 et traduit en français aux éditions du Seuil deux ans plus tard], portant sur le voyage en Egypte de Nerval et de Flaubert, afin que le lecteur puisse connaître la position teintée d'arrogance et de mauvaise foi de cet écrivain sur ce pays."

De son côté, le poète et journaliste marocain Yassin Adnan [également auteur de récits de voyage] voit dans la *rihla* un "vaste corpus littéraire" qu'il tient en haute estime et dans lequel il puise beaucoup. "Mais j'essaie également d'aller plus loin. J'écris mes *rihla* sans respecter de linéarité chronologique. Par exemple, dans *Villes suspendues\**, je retourne à Marrakech, plutôt que d'en partir, et je commence donc le livre par l'Andalousie, avec des retours par flash-back en Algérie, qui était la première étape de mon voyage en partant du Maroc. De même, dans *Le Cahier du passager\**, dans lequel je suis la trace des villes, des aéroports et d'autres espaces sans obéir à une chronologie."

"Il y a une abondance de textes marocains, notamment des récits de pèlerinage et de voyages en Europe."

Nouri Al-Jarrah, POÈTE SYRIEN ET DIRECTEUR DU CENTRE ARABE DE LA LITTÉRATURE GÉOGRAPHIQUE À ABOU DHABI

Il a également recours à des nouvelles formes d'écriture, en incluant dans ses récits de voyage de la poésie et des extraits de blog ou de ses posts sur les réseaux sociaux. "Puisque le blog évoque l'idée d'un compte rendu fidèle d'un voyage, et que c'est une nouvelle forme d'écriture, il n'y a pas de mal à l'utiliser pour développer et moderniser le genre de la *rihla*."

Il confirme lui aussi la prégnance de la *rihla* dans la culture marocaine, notamment à travers les récits de pèlerinage. Ce qui s'explique par le fait que, pour les Marocains, le voyage jusqu'à La Mecque est particulièrement long. Selon lui, l'archétype de ces récits nous provient du fameux Ibn Battuta [explorateur marocain du XIV<sup>e</sup> siècle, lire encadré], avec son célèbre ouvrage *Un cadeau pour ceux qui contemplent les splendeurs des cités et les merveilles des voyages* [paru aux éditions La Découverte sous le titre *Voyages*].

Cette tradition est toujours vivace aujourd'hui parmi les écrivains marocains, souligne-t-il. Comme le montre le récit de voyage de l'anthropologue Abdellah Hammoudi, qui a publié *Une saison à La Mecque - Récit de pèlerinage* [éditions du Seuil, 2005]. Ou celui d'Ahmed Al-Madini, *Voyage au pays de Dieu*.

En outre, ajoute Yassin Adnan, les Marocains ont également publié quantité d'autres *rihla*, notamment en Europe, comprenant des récits d'émissaires diplomatiques, toujours sous le signe du dialogue et de l'ouverture à l'autre. "Je suis issu de cette tradition, nous explique-t-il, mais j'essaie de la renouveler. Je ne suis pas le seul, et il y a beaucoup d'autres auteurs marocains tels qu'Abdelrahim Lahbibi, qui a écrit *Le Voyage d'Abdi*, connu comme fils de Hamriya\*, qui a fait partie [en 2013] des finalistes du Booker Prize arabe"

Prix international de la fiction arabe, le plus prestigieux prix littéraire arabe, financé par les Émirats arabes unis].

D'autres Marocains ont porté la *rihla* à l'écran, comme Ismaël Ferroukhi avec son film *Le Grand Voyage* [en 2004]. "Cela montre l'ancre de la *rihla* de pèlerinage dans l'univers littéraire et intellectuel marocain."

Yassin Adnan est lui aussi conscient des défis qui se posent à une époque où tous les endroits du monde sont devenus aisément accessibles par toutes sortes de moyens, avec des images [parfois diffusées] en direct. Un auteur ne peut plus aujourd'hui agrémenter ses récits [d'éléments de "géographie imaginaire"], sous peine de tomber dans la littérature fantasy. Plutôt que d'épater le lecteur avec des informations sur tel ou tel lieu, le défi pour les écrivains consiste aujourd'hui à transmettre une sensibilité et des sensations subjectives, estime-t-il.



De son côté, l'écrivaine égyptienne Mansoura Ez-Eldin retrace son aventure dans ce genre. "Mon intérêt pour la littérature de voyage a précédé celui que je porte à l'écriture. Le désir de faire la connaissance de l'autre est inné, ce qui fait probablement de la *rihla* la plus ancienne forme de littérature, et les écrits d'Hérodote sur l'Égypte en attestent." Elle poursuit : "Les voyages ont eu un impact considérable sur mon écriture, sans que cela soit volontaire ou conscient, jusqu'à en devenir un concept central. Tout comme ils ont affecté mon être, car voyager nous transforme."

Elle retrace la genèse de ce courant aux écrits datant de l'époque pharaonique, en référence à Hirkhouf [un monarque de l'Égypte pharaonique, qui a vécu aux alentours de 2200 av. J.-C.] et ses pérégrinations sur le continent africain, mais également aux récits mettant en scène [le héros égyptien] Sinouhé et ses fameux voyages en Syrie pour fuir les conflits et soubresauts politiques qui ont suivi la mort du roi Amenemhat I<sup>er</sup> [en 1962 av. J.-C.].

Comme Nouri Al-Jarrah, elle estime que "la littérature de voyage arabe ancienne se caractérise en général par une tendance scientifique et objective dans sa vision de l'autre, contrairement à la vision teintée de colonialisme et d'arrogance de nombreux voyageurs occidentaux lors de leurs voyages en Orient". Elle aussi insiste, dans les contributions du monde islamique à la littérature de voyage, sur les "rihla de pèlerinage, notamment celles du Persan Nasser Khosro [au xi<sup>e</sup> siècle], qui a passé sept années dans le monde arabe, dont trois en Égypte".

**S**elon Mansoura Ez-Eldin, une lecture comparative et critique de la littérature de la *rihla* peut dévoiler des aspects cachés que les historiens sont incapables de montrer par le recours aux archives. "En lisant les livres d'Ibn Hawqal [voyageur et chroniqueur du x<sup>e</sup> siècle, né à la frontière turco-syrienne actuelle], d'Abd Al-Latif Al-Baghdadi [né à Bagdad au XII<sup>e</sup> siècle] et de Nasser Khosro, nous observons beaucoup de ressemblances entre les trois, même si chacun a sa vision et que chacun a vécu à une époque différente. Cela fait de leurs livres et de ceux d'autres auteurs des témoignages sur lesquels on peut s'appuyer en complément d'autres sources, en sachant qu'il s'agit avant tout de récits personnels."

Face au défi posé par les médias modernes, elle estime qu'il faut "reconnaitre que la technologie nous oblige à trouver d'autres entrées pour écrire sur des lieux". Il ne faut donc pas considérer cette littérature comme un "guide touristique", tout juste bonne à donner des informations

que l'on peut trouver par d'autres moyens. En revanche, un écrivain qui voit de ses propres yeux peut apporter son expérience, son langage et son bagage culturel.

L'écrivain irakien Bassem Furat regrette que la majeure partie des *rihla* contemporaines ignorent tout du vieux et riche patrimoine arabe dans ce domaine. Pis, elles ne remplissent pas toujours les critères de ce genre littéraire. Soit parce que le lieu n'est pas un sujet dominant du livre, soit parce que le style d'écriture s'apparente davantage au roman, soit parce qu'il s'agit d'un mélange de l'esprit de la *rihla* avec une enquête journalistique.

Bassem Furat réfute toutefois la thèse selon laquelle la littérature des *rihla* serait en recul. "Les *rihla* se sont multipliées considérablement au cours des vingt dernières années, et ont même leurs récompenses : le prix Ibn Battuta aux Émirats arabes unis, le prix Naji Jawad Al-Sa'ati en Irak ou le prix Sultan Qabous pour la culture, les arts et la littérature [au sultanat d'Oman, avec sa section Littérature de voyage], que j'ai remporté en 2019."

Selon lui, l'auteur doit avoir des talents de photographe et un sens psychologique pour restituer les aspects négligés et les petits détails de la vie que lui seul est en mesure de percevoir. Car les odeurs et senteurs des lieux ne peuvent être captées par les technologies de l'image, et restent l'apanage de la pérégrination d'un auteur qui saura les exprimer par les mots.

Il n'est plus indispensable de décrire les lieux et la nature dans une *rihla* à une époque où il est possible de se promener de façon virtuelle, sans quitter son salon, dans n'importe quelle capitale du monde, estime également l'écrivain égyptien Ammar Ali Hassan. C'est ce changement qui l'a amené, dans son livre *Mille fenêtres pour une seule chambre, un voyage de la nature vers les natures humaines*\*, à se préoccuper de la nature humaine dans un monde où des idéologies mortelles sévissent.

Quant au rapport entre le moi et autrui, qui est au cœur de la *rihla*, il pense que "ce sont les conflits identitaires qui ont fait couler le plus de sang dans l'histoire de l'humanité", et cela que ce soit autour de considérations "religieuses, linguistiques, ethniques ou de classe sociale". Il y a pourtant des choses que l'humanité a en commun, plaide-t-il : "Ce qui unit l'humanité plus que tout autre chose, ce sont les traditions populaires : les histoires, récits, légendes. Elles se ressemblent beaucoup, comme si elles émanaient d'un imaginaire commun."

"Il faut reconnaître que la technologie nous oblige à trouver d'autres entrées pour écrire sur des lieux."

Mansoura Ez-Eldin,  
ÉCRIVAIN ÉGYPTIENNE



Et de souligner que, "quand nous voyageons, nous commençons par accepter les différences dans les façons de manger, de boire, de s'habiller, ainsi que des valeurs. Nous envisageons les hommes avec leurs joies et leurs peines, et pouvons constater que ce qui nous unit est beaucoup plus fort que ce qui nous sépare". Selon lui, les textes descriptifs n'apportent plus rien de neuf à l'ère de la révolution des moyens de télécommunication, et ne peuvent plus attirer le lecteur comme pouvait le faire l'Égyptien Anis

Mansour [1924-2011] avec son livre *Le Tour du monde en 200 jours*\*, à une époque où les gens ne pouvaient pas voyager facilement. Aujourd'hui, les gens n'attendent plus de l'écrivain qu'il visite des villes pour leur raconter ce qu'il y voit.

En revanche, conclut Ammar Ali Hassan, l'écrivain peut, avec son regard et sa sensibilité aiguisee, atteindre les profondeurs de la nature humaine et percer les secrets de celui que nous appelons "l'autre".

— **Nachoua Ahmed,**  
publié le 30 novembre 2024

\* Ces ouvrages n'ont, à ce jour, pas été traduits en français.

## Gros plan

### Ibn Battuta, l'illustre précurseur

●●● Si l'on pense souvent à Marco Polo lorsque l'on évoque les grands explorateurs, "Ibn Battuta, intellectuel musulman, a plus voyagé encore" que le Vénitien. Le natif de Tanger a arpente davantage de contrées et, sur près de trente ans, "a parcouru plus de 120 000 kilomètres au sein du monde islamique et au-delà", souligne le site

**New Arab.** L'année 2025 marque les 700 ans de son premier voyage, lancé un 14 juin.

Cet étudiant en jurisprudence islamique, né en 1304, a alors pour objectif de faire le pèlerinage du hadj, mais il ne reviendra pas chez lui avant près d'un quart de siècle, sillonnant plusieurs continents, de l'Afrique au Moyen-Orient, et jusqu'en Asie. "Il voyage avec les caravanes pour plus de sûreté et écrit sur ses aventures, entre batailles, naufrages et révoltes, fournissant un riche témoignage sur le Moyen Âge musulman." Parmi ses escales les plus étudiées figurent ses passages en Inde (à partir de 1332) et en Chine (à partir de 1345).

Dans ce pays, l'explorateur se rend à Pékin, à Hangzhou et à Guangzhou, visite aussi le Grand Canal et la Grande Muraille et rencontre le grand khan, le souverain mongol de l'époque. Il en fait un récit très détaillé après son retour sur le territoire de l'actuel Maroc

en 1349, à la demande du sultan Abou Inan, qui est consigné tout comme ses autres aventures dans le recueil *Voyages* (disponible en poche chez La Découverte). "S'il a risqué sa vie pour assouvir sa soif d'aventure, il est devenu le plus grand explorateur de son temps", insiste New Arab.

# plein écran.



—The Tribune (Sheffield)

**M**es doigts s'enfoncent dans les bords du fauteuil tandis que je me redresse, cernée par 71 appareils photos ultra-haute résolution qui scrutent le moindre trait, la moindre ride, le moindre angle de mon visage.

Cinq minutes plus tôt, je suis arrivée dans l'agence du projet Sapiens à Orchard Square, dans le centre-ville de Sheffield [nord de l'Angleterre], pour m'enregistrer. Un personnel prévenant m'accueille et me guide derrière les écrans roses qui me rappellent mes droits, jusqu'à une salle où un responsable me tend un iPad : j'y trouve un formulaire de décharge que je balaie du regard, l'ayant déjà étudié sur le site quelques jours plus tôt.

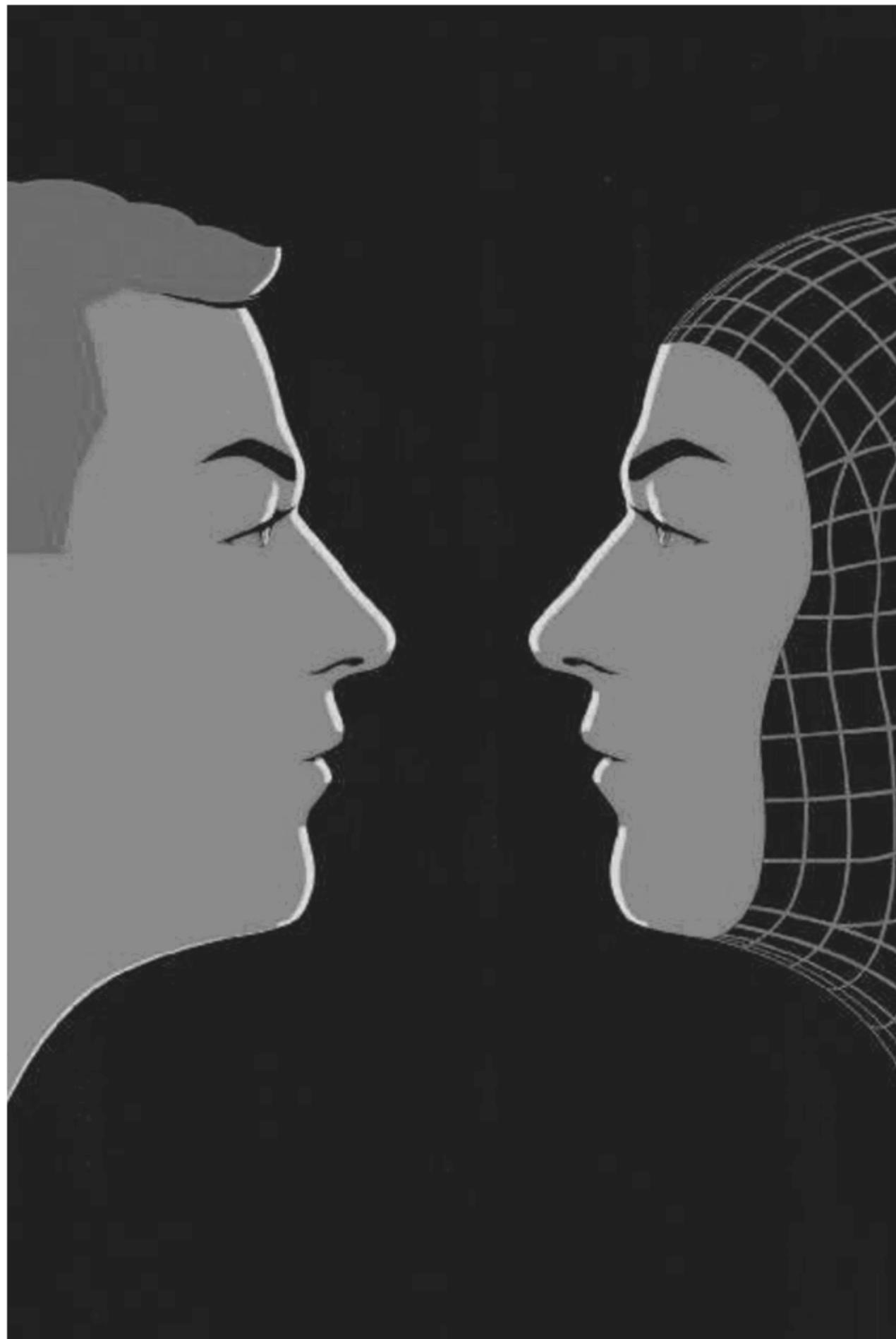
La lecture de certains paragraphes me met encore un peu mal à l'aise : *“Je renonce à tout droit, réclamation ou intérêt dont je dispose pour contrôler l'utilisation de mon image. Je renonce volontairement et en connaissance de cause à tout droit légal ou interdiction concernant mes données biométriques.”*

**Modèles 3D hyperréalistes.** Puis on m'emmène dans une loge privée où je me laisse pomponner et abreuver de compliments sur mon pull, mes cheveux et mon visage. Une femme se saisit d'un débardeur gris soigneusement plié sur une pile et me le passe avant de me coiffer d'un sous-bonnet de perruque dans lequel elle ramène quelques cheveux rebelles avec la pointe d'un peigne. Tout ce qui compte, c'est mon visage. Le reste importe peu.

C'est le moment. Une porte que je n'avais pas remarquée s'ouvre en coulissant et je me dirige vers le fauteuil. C'est le point de non-retour. *“Reculez-vous un peu”*, me demande un assistant. D'un coup, 71 obturateurs d'appareil photo résonnent d'un claquement sec, et une milliseconde plus tard, mon visage ne m'appartient plus.

Ten24 est l'entreprise de Sheffield la plus intéressante dont vous n'avez jamais entendu parler. Parmi ses clients se trouvent des sociétés comme Facebook, Apple, les parapharmacies Boots et le service de santé publique britannique (NHS). Plutôt impressionnant pour une société qui n'emploie que neuf personnes. Sa spécialité : prendre des photos incroyablement précises et détaillées, essentiellement (mais pas seulement) de visages et de corps humains pour en faire des modèles 3D hyperréalistes.

Modèles destinés à une multitude d'usages, qu'il s'agisse de mannequins en surpoids pour des cours d'anatomie ou d'échantillons de couleurs de peau pour les fabricants de maquillage. Leur principal débouché est néanmoins le secteur du jeu vidéo. Il fut un temps où les



## Bientôt mon visage dans un jeu vidéo ?

Une entreprise de Sheffield, en Angleterre, numérise les visages d'habitants contre rémunération. Le but ? Créer une base de données pour l'industrie du jeu vidéo. Une étudiante en journalisme a tenté l'expérience.

✓ Dessin de Dan Bejar paru dans Nextgov/FCW Magazine, Washington.

studios façonnaient leurs héros en partant de zéro. Et personne ne risquerait de confondre le visage anguleux d'un personnage de jeu vidéo des années 1990 avec celui d'une personne réelle. Mais les joueurs d'aujourd'hui veulent de l'hyper-réalisme, jusqu'à voir les lignes d'une paume de main et compter les poils de sourcils de leur personnage. Mais il faudrait un temps fou pour fabriquer des personnages aussi réalistes. Ne serait-il donc pas plus simple de prendre des photos ultradétaillées de personnes réelles ?

C'est exactement ce que fait Ten24 depuis dix-sept ans. L'entreprise a été la première à investir dans ce genre de technologie, même si d'autres lui ont emboîté le pas depuis. La visite de son magasin en ligne est une expérience assez perturbante. Des alignements de visages, tous chauves, se succèdent – vendus pour 69,99 livres chacun [un peu plus de 80 euros]. On trouve aussi des “lots” de mannequins numériques, à peu près nus. Sans oublier un catalogue de mains, de pieds et de dents. On peut aussi filtrer ces corps numériques par âge, genre ou origine ethnique.

Les images de cet inventaire public sont celles de mannequins professionnels et non de personnes lambda. Mais les visages photographiés pour le projet Sapiens, quant à eux, seront probablement directement revendus à des studios de jeu vidéo. En échange de votre renonciation à tous vos droits sur votre image, vous recevez 40 livres [un peu moins de 50 euros].

**Quête de diversité.** À l'origine de ce projet, il y a la volonté d'accroître la diversité et la représentation dans les jeux vidéo – raison pour laquelle le gouvernement le finance à hauteur de 350 000 livres [419 000 euros]. Une recension [menée par le site britannique spécialisé Diamond Lobby et portant sur 100 jeux sortis entre 2017 et 2021] a montré que près de 80 % des protagonistes dans les jeux vidéo étaient des hommes et que près de 55 % d'entre eux étaient blancs. Le projet Sapiens cherche à changer cela. L'objectif : scanner 10 000 citoyens ordinaires de Sheffield pour offrir aux concepteurs de jeux un éventail bien plus large de visages pour leurs personnages.

Faut-il saluer la réussite de Ten24 comme le signe d'un progrès vers plus de diversité ? Ou s'agit-il d'une entreprise nettement plus sinistre ? Et si vous avez besoin d'une cinquantaine d'euros, devriez-vous accepter son offre ?

Les bureaux de Ten24 dans Kelham Island [un ancien quartier industriel du nord de Sheffield] ressemblent à un paradis pour gameurs : on y trouve des rangées d'étagères Ikea remplies de vieilles consoles des années 1980, de figurines

Warhammer et de constructions Lego, des tours d'ordinateur parées de toutes les nuances de couleurs et des affiches de films de science-fiction sur des murs en brique.

Le fondateur, James Busby, est assis en face d'un grand écran. Originaire de Belfast [la capitale de l'Irlande du Nord], ce pince-sans-rire, vêtu d'un jean et d'un sweat à capuche gris, me montre à quel point les images de la collection Sapiens sont détaillées. Il affiche le portrait d'une femme, sans expression, et commence à zoomer sur ses lèvres jusqu'à ce que l'on puisse discerner les gerçures, les minuscules ridules et toute une variété de teintes de rose, d'orange et de rouge. L'adjectif "microscopique" semble même trop faible pour décrire un tel niveau de détail.

Mais alors, s'il amasse une telle collection de visages locaux, cela signifie-t-il que tous les personnages des futurs jeux vidéo seront inspirés d'habitants de Sheffield? "C'est déjà le cas", s'esclaffe-t-il. Les scans de Ten24 ont été utilisés pour *Final Fantasy* et *Halo* [deux très populaires franchises de jeux vidéo, respectivement japonaise et américaine], ainsi que des séries télévisées comme *Doctor Who*.

Et James Busby n'hésite pas à littéralement donner de sa personne en se faisant lui-même scanner. C'est ainsi qu'il a prêté ses traits au personnage de Volo dans [le jeu de rôle] *Baldur's Gate 3* et qu'il incarne un géant noyé dans l'anthologie Netflix de courts-métrages *Love, Death & Robots*.

Le projet Sapiens parvient-il à attirer des personnes reflétant une plus grande diversité ethnique? James Busby me répond que l'agence accueille environ 50 % de Blancs et 50 % d'autres groupes ethniques. Les femmes sont légèrement surreprésentées, probablement à cause de la "*contrainte de la barbe*", explique-t-il. Il faut, en effet, être rasé de près pour être scanné. Le participant le plus âgé avait 98 ans.

Le groupe le moins présent est celui des Asiatiques. Sheffield compte beaucoup



**SUR NOTRE SITE**

courrierinternational.com

### L'industrie du jeu vidéo en pixels

Pour montrer l'importance prise par l'industrie du jeu vidéo, l'hebdomadaire allemand **Die Zeit** lui a consacré une infographie le 6 février dernier. Son graphisme pixelisé est un clin d'œil aux premiers jeux pour ordinateur et elle donne des informations sur le profil type des gameurs et gameuses en Allemagne, ainsi que sur les plus grandes productions mondiales. L'infographie est à retrouver sur notre site, comme toute l'actualité vidéoludique, les sorties et les analyses, dans la rubrique Jeux vidéo.

d'étudiants chinois, ce n'est donc pas qu'ils manquent. Mais, étant moi-même taïwanaise, je me demande si notre crainte quasi innée des outils de surveillance du Parti communiste chinois ne serait pas une des principales raisons de cette absence.

Que va-t-il advenir de mon visage? Et surtout, se pourrait-il qu'un personnage me ressemblant en tout point – jusqu'à la moindre tache de rousseur – apparaisse un jour dans un jeu vidéo?

Ten24 vous garantit deux choses : tout d'abord, ils ne donneront votre visage à aucune organisation gouvernementale. Ensuite, votre image ne sera pas utilisée dans un contenu à caractère explicitement sexuel. "On est sans cesse contactés par des entreprises de porno", reconnaît James Busby, mais pas question de frayer avec ces gens-là – "c'est un milieu atroce", indique-t-il. Chaque contrat concernant

la vente d'un mannequin numérique stipule en détail ce qui est couvert par l'expression "*à caractère explicitement sexuel*", et toute infraction peut donner lieu à des poursuites.

Reste que cette protection n'est pas à toute épreuve. Quand je l'interroge plus précisément sur la manière dont Ten24 surveille l'usage qui est fait de ces images, James Busby marque une pause. "Si je dis ça, ça va paraître terrible, mais le fait est que personne ne peut apporter de garantie absolue", confie-t-il.

**Personnages composites.** S'il est hautement improbable que les studios de jeu vidéo qui se fournissent chez lui prennent le risque de violer les termes du contrat, il n'est pas exclu que quelqu'un d'autre utilise une image du jeu et s'en serve à des fins moins recommandables. Et au-delà de ces réserves? Est-ce que je pourrais figurer une tueuse en série? Une dirigeante nazie? James Busby confirme: "C'est possible, oui. Vous pourriez être une nazie... C'est dans la nature même des jeux vidéo, j'en ai peur."

Ce n'est toutefois pas un risque immense. Si le projet Sapiens parvient à son objectif de 10 000 scans, la probabilité que vous finissiez par incarner un méchant est assez faible. Du reste, il n'est pas rare que les studios combinent

**TÉMOIGNAGE** plusieurs profils pour créer des personnages composites et obtenir le résultat le plus proche de ce qu'ils recherchent.

C'est d'ailleurs là l'objectif final de Sapiens. Comme pour tout, l'émergence de l'intelligence artificielle (IA) va bouleverser la conception des personnages de jeu vidéo. Si les corps ne présentent pas trop de difficulté, les visages en revanche sont plus complexes et nécessitent de vastes quantités de données d'entraînement [pour pouvoir être générés par IA]. Une fois que ces données existeront en nombre suffisant, il ne sera plus nécessaire de prendre des photos en ultra-haute définition.

En somme, l'activité que James Busby et son équipe ont globalement inventée est vouée à disparaître en l'espace d'une vingtaine d'années. Lui-même le reconnaît en souriant : "Nous contribuons à la disparition de notre propre entreprise. Nous l'avons lancée, et nous allons l'enterrer."

Selon lui, le produit final pourrait consister à permettre à un joueur de télécharger une photo de lui pour se créer un avatar à son image dans le jeu. Vous pourriez ainsi devenir l'Unique Survivant [c'est-à-dire le protagoniste] de *Fallout 4* ou dribbler "en personne" Lionel Messi dans le dernier *Fifa* [désormais officiellement baptisé EA Sports FC]. Les temps sont loin où le choix se limitait à huit couleurs de cheveux pour un Nintendo Mii.

James Busby dit n'avoir "aucune idée" de ce que lui rapportera la vente de cette base de données. Un aveu étonnant, mais celui-ci se reconnaît nettement plus dans le rôle d'un gameur que dans celui d'un homme d'affaires. Lorsque je l'interroge sur la moralité de son activité, il rétorque néanmoins : "Si nous ne le faisons pas, quelqu'un d'autre s'en chargera. Et probablement pas depuis une zone couverte par le RGPD [le règlement général sur la protection des données, soit les normes européennes en la matière] et autres droits."

Alors, devriez-vous vendre votre visage au projet Sapiens? L'aurais-je fait moi-même si ce n'était pour les besoins de cet article? Difficile à dire, mais objectivement, cela fait deux semaines que j'ai cédé mes données biométriques pour un peu de cash, et je ne peux pas dire que cela m'aît empêché de dormir.

C'est peut-être une question de génération. J'ai grandi avec Internet : depuis mes 10 ans et jusqu'à ma vingtaine, j'ai considéré le réseau comme un journal intime auquel je livrais abondamment toutes mes expériences. J'ai créé et désactivé au moins quatre comptes Twitter différents durant cette période – avec chacun plusieurs dizaines de milliers de tweets. Mon double numérique existe déjà sous bien des formes.

Si nous n'étions qu'une petite poignée de personnes à avoir scanné notre visage, je serais un peu plus inquiète. Mais sachant le nombre de scans visé par le projet, je ne m'en fais pas trop : je devrais me fondre dans la masse. Et puis, de toute manière, on collecte déjà tellement de données sur nous tout le temps, généralement sans notre consentement ni le moindre dédommagement. Là, au moins, j'ai gagné quelques billets.

—Misty Lamb,  
publié le 15 mars



**SOURCE**

### THE TRIBUNE

*Sheffield, Royaume-Uni*  
[sheffieldtribune.co.uk](http://sheffieldtribune.co.uk)

Dans un contexte de baisse inexorable de la diffusion et des revenus publicitaires de la presse régionale, ce site d'information détonne et cherche à "revitaliser" l'information locale. L'équipe de quatre journalistes publie des enquêtes et des reportages au compte-gouttes: priorité à la qualité plutôt qu'à la quantité. Le modèle repose sur l'envoi de lettres d'information gratuites et sur la contribution de ses abonnés payants.

"Vous pourriez être une nazie... C'est dans la nature même des jeux vidéo, j'en ai peur."

James Busby,  
FONDATEUR DE TEN24

# Le Festival de Cannes en terre méconnue

Cette année, la sélection fait la part belle aux premiers longs-métrages, certains venus de pays inédits en compétition. L'occasion de découvrir de nouvelles écritures, mais aussi des paysages et des visages jamais vus sur grand écran.



PHOTO ARIZONA DISTRIBUTION



PHOTO LE PACTE

## ↑ My Father's Shadow (Nigeria)

Des oiseaux de proie tournoient dans le ciel. Des fruits tombés au sol finissent de flétrir. Dans les maisons, la touffeur attaque les peintures et les revêtements. En quelques images, le ton est donné : *My Father's Shadow*, premier film nigérian jamais projeté à Cannes (section Un certain regard), se présente comme un défi au temps et à l'oubli.

Le réalisateur Akinola Davies Jr., venu du monde du hip-hop, s'est emparé d'un événement traumatisique de son enfance, la disparition de son père quand il avait moins de 2 ans. Sur un scénario coécrit avec son frère Wales, également producteur, il raconte l'histoire de deux frères de 8 et 11 ans, Akinola et Olaremi (Godwin Egbo et Chibuike Marvellous Egbo). Ils grandissent à Ibadan, dans le sud-ouest du Nigeria, sans leur père, Folarin (Sope Dirusu), qui vit et travaille au loin, à Lagos, pour faire vivre sa famille. À l'été 1993, celui-ci surgit pour passer une journée en leur compagnie – une ultime journée, pressent-on vite, alors que le pays est sur le point de sombrer dans de violentes émeutes postélectorales et un durcissement de la dictature militaire. «L'espace d'un jour, les deux garçons ont un aperçu de la vie et de l'histoire de leur père, qu'ils n'ont que rarement vu. Ils apprennent à l'aimer et à le comprendre, tout en découvrant aussi ses failles et ses faiblesses», résume le quotidien britannique *The Guardian*.

Filmé à hauteur d'enfant, *My Father's Shadow* a la force et la fragilité d'un songe. C'est un long-métrage gorgé de lumière, de couleurs et de sensations parfois contradictoires. «Nous avons voulu montrer ce que signifie, dans la réalité, le fait d'être

nigérian. La tranquillité règne et, l'instant d'après, ça peut être le chaos», confie Akinola Davies Jr. au site **OkayAfrica**. «Si les tensions politiques forment le soussassement du film, celui-ci tire son éclat des moments de calme et de douceur qu'il parvient à réunir au milieu du chaos», confirme le site d'informations.

Et puisque Folarin emmène ses fils à Lagos, le film offre l'occasion rare de découvrir sur grand écran la capitale économique du Nigeria, reconstituée telle qu'elle pouvait apparaître dans les années 1990, avec ses rues bondées, ses commerces, ses buvettes, ses plages écrasées de soleil. C'est «un hommage au charme brut et à la magie inattendue de Lagos», explique le magazine américain **Variety**.

## ↓ The President's Cake (Irak)

Dans *The President's Cake* (section Quinzaine des cinéastes), le ciel est traversé non par des oiseaux de proie, mais par des avions de chasse américains. Premier réalisateur irakien invité sur la Croisette, Hasan Hadi nous emmène lui aussi dans la contrée de son enfance. Nous voici cette fois en 1990, sous Saddam Hussein, dans un pays affaibli par la guerre contre l'Iran (1980-1988) et l'embargo économique imposé par les États-Unis après la tentative d'invasion du Koweït (été 1990). L'action débute dans les marais de Mésopotamie, dans le sud

du pays, à l'embouchure du Tigre et de l'Euphrate – une région en sursis, jamais filmée ainsi, dont le raïs va ordonner l'assèchement dès l'année suivante, en représailles à une insurrection politique.

Le conte que Hasan Hadi met en scène s'inspire de faits réels. Dans les écoles irakiennes, culte de la personnalité oblige, des élèves étaient chaque année tirés au sort pour fêter l'anniversaire de Saddam Hussein. L'un devait apporter des fleurs, un autre des fruits, un autre encore un gâteau... Ce qui, en ces temps de dénuement et de disette, pouvait relever de la folle aventure. Punition et répression s'abattaient sur ceux qui échouaient dans leur quête.

À l'écran, c'est Lamia (Baneen Ahmad Nayyef), une Arabe des marais, qui se voit confier la mission de confectionner un gâteau. La voilà partie pour Bagdad avec sa grand-mère Bibi (Waheed Thabet Khreibat) et son coq Hindi, pour tenter de trouver quelques œufs, de la farine et du sucre. «S'ensuivent moult péripéties dans une ville traversée par des processions consacrées au culte du président, dont le portrait s'affiche à chaque coin de rue, dans chaque échoppe», explique le quotidien algérien **L'Expression**.

Dans l'Irak de Saddam Hussein, débrouille, corruption, vol et extorsion règnent en maître, même si Lamia trouve toujours des alliés pour la tirer d'affaire, dans un film empreint de cet humour noir qui est l'apanage d'un pays ayant accumulé les épreuves et les traumatismes.



PHOTO TANDEM

Le film, entièrement tourné en Irak, est considéré par **Deadline**, un site américain spécialisé, comme l'une des pépites de ce 78<sup>e</sup> Festival de Cannes.

## ↑ Le Mystérieux Regard du flamant rose (Chili)

Pour son premier long-métrage, le cinéaste Diego Céspedes nous emmène dans le nord du Chili, dans les années 1980. Ce n'est en aucune façon une exploration de son enfance : né en 1995 dans la capitale, Santiago, il n'a pas connu les années sida qu'il met en scène à l'écran. Projeté dans la section Un certain regard, *Le Mystérieux Regard du flamant rose* est un film «à la fois doux, drôle, passionné et parfois absurde», «une énorme explosion d'émotions» qui «explore la part d'amour et la part de violence que tout être humain recèle en lui», s'enthousiasme le magazine américain **Variety**.

Le film démarre comme un western, dans un village minier fictif, aux franges du monde civilisé. Lidia (Tamara Cortés), 11 ans, vit là avec sa famille d'adoption, des transgenres et des travestis qui proposent un spectacle de cabaret dans une minable gargote. Le sida a commencé à faire des ravages, mais dans cette contrée reculée, il n'a pas encore de nom, il est «la peste». Une légende locale, inventée par le cinéaste, veut qu'il suffise d'un seul regard pour la transmettre, «quand un homme tombe amoureux d'un autre», écrit le quotidien chilien **La Tercera**.

À partir de cette métaphore du regard qu'on détourne ou qu'on choisit de soutenir, Diego Céspedes compose une fable mûtinée de fantastique, pleine de tendresse et d'humanité, un vibrant antidote à la peur et à la haine. Auprès du magazine californien **The Hollywood Reporter**, il insiste sur la nécessité, à l'ère des réseaux sociaux, de rester ouvert à la différence : «Dans ma génération, des gens ont des avis très durs sur qui est bon et qui est mauvais, mais je crois que cela nous manque de ne pas discuter et de ne pas nous regarder franchement les uns et les autres.»

— **Courrier international**

Ces trois films sortiront bientôt en France, à des dates qui restent à préciser.

# ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véronique Cottin



**14,55 € / mois**  
au lieu de 25,50 € sans engagement.

Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



**175 € pour 1 AN**  
(soit 52 n° + 6 hors-séries)  
au lieu de 306,40 €.

Je règle par chèque bancaire  
à l'ordre de Courrier international.

**43%\***  
de réduction



Le magazine papier  
livré chaque semaine.

Tous les deux mois, recevez un hors-série  
qui décrypte une grande thématique.  
Une collection à conserver !

L'accès au site Internet en illimité  
sur tous les supports numériques.

## + EN CADEAU LA GOURDE DOPPER

- Une empreinte carbone nulle : grâce à 85 % de matériaux recyclés et à une usine basée aux Pays-Bas qui tourne à 100 % à partir d'énergie renouvelable, la Dopper Original se démarque par sa neutralité carbone
- Aucun gaspillage d'eau : l'eau utilisée lors de la production est traitée dans un cycle fermé et n'est pas rejetée dans l'environnement
- La Dopper Original est fabriquée aux Pays-Bas grâce à l'énergie éolienne
- 100 % recyclable en fin de vie
- Tous les matériaux sont sans toxines ni produits chimiques nuisibles
- Contenance : 450 ml



## BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international – Service abonnements A2100 – 62066 Arras Cedex 9

**+ SIMPLE**

**+ RAPIDE**



Abonnez-vous directement sur le site Internet :  
<https://abo.courrierinternational.com/2025/auto3>  
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ  
CE CODE QR.



RCO25BA03

**JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, J'INDIQUE MES COORDONNÉES ET JE JOINS UN CHÈQUE.**

MONSIEUR     MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CP :

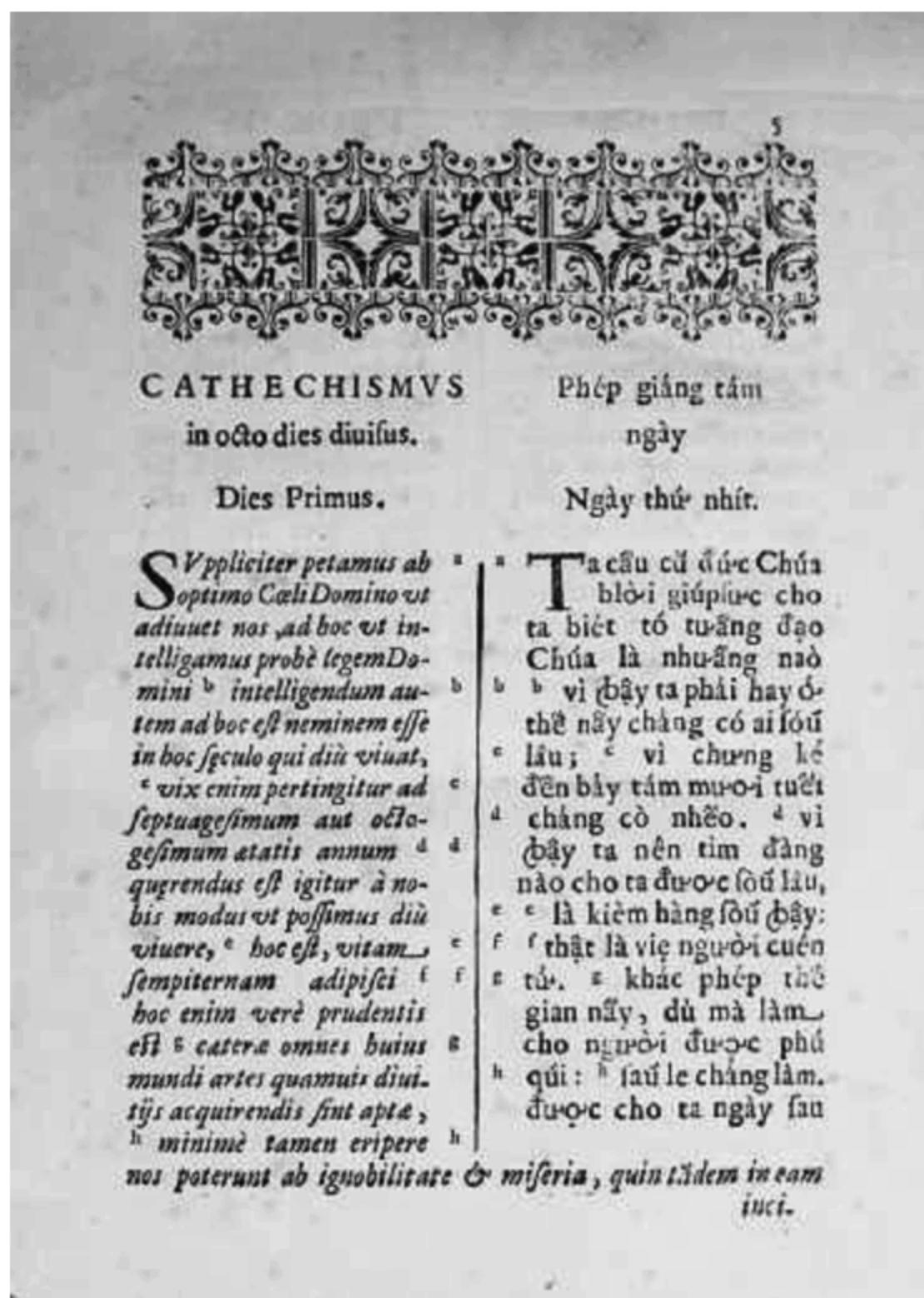
VILLE : ..... E-MAIL : .....

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international.

J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

\* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. Vous recevrez votre cadeau dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

# histoire.



## La naissance de l'écriture vietnamienne

### XVII<sup>e</sup> siècle — Vietnam

Longtemps écrite en caractères chinois, la langue vietnamienne a été transcrise en alphabet latin après l'arrivée des missionnaires européens.

L'objectif : affirmer une identité nationale distincte du voisin chinois.

#### —Mekong Review, extraits (Sydney)

**F**in décembre 2023, le ministère de l'Éducation et de la Formation vietnamien a annoncé que l'anglais ne serait plus obligatoire aux examens de fin du secondaire [qui conditionnent l'entrée dans l'enseignement supérieur] en 2025. Largement applaudie, cette décision a été considérée comme un moyen de faire en sorte que l'écart entre ville et campagne en matière d'accès à l'enseignement de l'anglais ne favorise pas encore plus les urbains.

Quelques semaines plus tard, le même ministère a publié une décision moins bien accueillie : l'apprentissage du mandarin pour les élèves de 8 et 9 ans. Certains internautes y ont vu “la volonté des autorités de remplacer l'anglais par le chinois”. Ces commentaires témoignent de la susceptibilité qui règne depuis longtemps quant à l'influence et à la langue chinoises – un amour-propre ayant eu un effet direct sur la façon dont les Vietnamiens lisent et écrivent aujourd'hui.

Le Vietnam et la Chine partagent une histoire datant de bien avant l'établissement des États-nations que nous connaissons aujourd'hui. Cette histoire regorge d'enjeux politiques, d'influences culturelles et de conflits. Une partie importante du vocabulaire vietnamien possède des origines chinoises. La domination chinoise a pris fin en 938 [bataille du Bach Dang, marquant la défaite chinoise et la création d'un royaume vietnamien autonome], mais le Vietnam a continué à payer tribut à la Chine. En outre, la langue et d'autres éléments de la culture chinoise sont demeurés très présents au sein des classes supérieures. Les caractères chinois – *chu Han* en vietnamien – ont été utilisés dans les textes officiels jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Le Vietnam a conçu divers moyens pour se distinguer de son gigantesque voisin septentrional. Le discours nationaliste insiste sur ses victoires militaires historiques contre la Chine et sa résistance acharnée à l'assimilation culturelle. La Chine étant le suzerain du Vietnam, celui-ci n'a pu faire autrement que d'utiliser le chinois pendant une grande partie de son histoire. Les examens de la fonction publique impériale portaient sur les classiques chinois. La maîtrise de cette langue était donc un vecteur de mobilité sociale.

Le Vietnam était cependant déterminé à poser des limites. Wi-vun Chiung, professeur de linguistique à l'université nationale Cheng-Kung, à Taïwan, observe dans son livre *Vietnamese Spirit. Language, Orthography and Anti-hegemony* [“Esprit vietnamien. Langue, orthographe et contre-hégémonie”, non traduit] que les “dirigeants du pays possédaient un sens aigu de la nation vietnamienne et étaient animés par la volonté de résister au féodalisme et au monopole de la langue”. Mais il a fallu une autre période de colonisation pour qu'un nouveau système d'écriture supplanter les caractères chinois.

Les missionnaires européens sont arrivés au Vietnam à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Brûlants

✓ Le Catéchisme en latin et en vietnamien d'Alexandre de Rhodes, 1651.  
Photo Wikimedia Commons

de propager leur religion, ils n'avaient pas d'autre choix que d'apprendre les langues locales le plus vite possible, et l'un d'entre eux, le jésuite Alexandre de Rhodes (1591-1660), publia, à Rome, en 1651, le *Dictionarium annamiticum, lusitanum et latinum*, un dictionnaire vietnamien-portugais-latin.

La colonisation française fit ensuite le succès de la transcription phonétique et romanisée, et le *chu quoc ngu*, né d'influences vietnamiennes et européennes, est devenu l'écriture officielle du Vietnam.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que la France installe son système éducatif, elle publie des milliers de manuels en *chu quoc ngu*. Les anciens examens chinois sont abolis en 1919.

**Le Vietnam et la Chine partagent une histoire datant de bien avant l'établissement des États-nations que nous connaissons aujourd'hui.**

Les lettrés confucianistes étaient farouchement opposés au *chu quoc ngu*, mais le nombre de ses partisans dépassait de loin celui de ses adversaires. L'alphabet était plus facile à apprendre que les caractères chinois et permettait d'accroître le taux d'alphabétisation de la population. Il possédait un autre groupe de partisans : les intellectuels vietnamiens. Pour eux, comme pour les Français, le *chu quoc ngu* offrait la possibilité de sortir le Vietnam de l'ombre de la Chine et de s'intéresser davantage aux philosophies et aux idées politiques européennes.

Les femmes ont également joué un rôle important dans la propagation de cette écriture. *Phu Nu Tan Van* (“Actualités féminines”), un journal lu par les Vietnamiennes cultivées, plaide activement pour son utilisation. Il encourageait même les femmes à préférer les hommes qui pouvaient communiquer ainsi puisque la maîtrise de cette écriture en disait long sur leur engagement envers leur identité vietnamienne.

Malgré ses racines coloniales, le *chu quoc ngu* constitue désormais un élément de l'identité vietnamienne. Le pays est fier d'avoir pu remplacer les caractères chinois, ce que la Chine n'a pas pu faire. Le père de l'indépendance du Vietnam, Hô Chi Minh, qui parlait couramment le chinois et le français et avait vécu en Chine et en France, était un ardent défenseur du *chu quoc ngu*. Aujourd'hui encore, les intellectuels vietnamiens sont reconnaissants de son introduction. Le romancier Hoang Minh Tuong s'est ainsi rendu à Téhéran en 2019 pour rendre hommage à Alexandre de Rhodes, le jésuite qui avait publié le premier dictionnaire en vietnamien romanisé. Son prochain roman tournera autour du remplacement des caractères chinois et sino-vietnamiens par le *chu quoc ngu*. “Le *chu quoc ngu* nous a permis de décoller et de prospérer dans le monde”, déclare-t-il.

—Thien Viet,  
publié le 1<sup>er</sup> février

PROFITEZ D'UNE REMISE DE 20% SUR L'ACHAT DE VOTRE TICKET AVEC LE CODE **CIVT25**

VIVA  
TECHNOLOGY

11-14  
JUIN  
2025

# THE PLACE TO B2B.\*

+400 intervenants du monde entier. Des idées innovantes.  
Les meilleurs insights\*\* business du moment.  
Ayez un temps d'avance à VivaTech.



**THOMAS WOLF**  
CO-FONDATEUR &  
DIRECTEUR SCIENTIFIQUE  
**HUGGING FACE**



**FIDJI SIMO**  
PDG & PRÉSIDENTE  
**INSTACART**



**YANN LECUN**  
VICE-PRÉSIDENT &  
SCIENTIFIQUE EN CHEF DE L'IA  
**META**

RÉSERVEZ VOTRE TICKET  
SUR **VIVATECH.COM**

\*Le lieu pour faire du business. \*\*perspectives

PARIS  
PORTE DE VERSAILLES

CO-ORGANISATEURS



franceinfo

africa news.

euro news.

20minutes

Bloomberg  
Media

france tv



webedia.

FT FINANCIAL  
TIMES

BFM  
BUSINESS



France  
médias  
monde

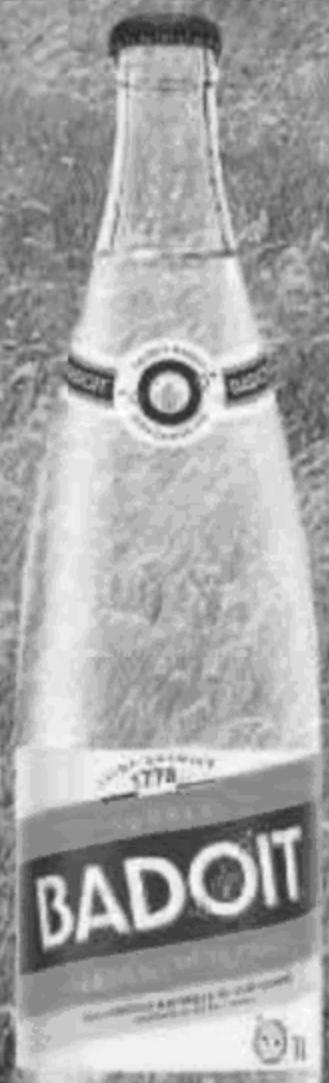
PARTENAIRES MÉDIAS

# CRÉÉE PAR LA NATURE, PRÉSERVÉE PAR L'HOMME.

Pour préserver\* la qualité et la pureté de l'eau minérale naturelle Badoit, nos équipes contribuent à la protection des milieux naturels et de la biodiversité autour de sa source, en agissant au quotidien avec les communes, les associations locales et les agriculteurs au sein de La Bulle Verte, notamment via un programme d'agriculture régénératrice pour accompagner les agriculteurs vers des pratiques plus respectueuses de l'eau, des sols et de la biodiversité.



DÉCOUVREZ  
NOS ACTIONS



\* Conformément à la réglementation en vigueur sur les eaux minérales naturelles. \*\* Une seule planète. Une seule santé.